SECTION B. — DOCUMENTS TRANSMIS AVEC LA REQUÊTE

2.

I.

THE LEGAL ADVISER OF THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS TO THE REGISTRAR.

Geneva, October 1st, 1931.

Sir,

Referring to my letter of September 25th, 1931, transmitting to the Court a request for an advisory opinion under the terms of a resolution of the Council of the League of Nations of September 19th, 1931, relating to the question of Polish war vessels in the port of Danzig, I have the honour to send you herewith a copy of the minutes of the meeting of the Council at which the above-mentioned resolution was adopted (C/65th Session/P.-V. 1 (1), item 2905).

I have, etc.

For the Secretary-General :
(*Signed*) J. A. BUERO,
Legal Adviser of the Secretariat.

II.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE LA SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

PREMIÈRE SÉANCE (PRIVÉE, PUIS PUBLIQUE)

tenue le samedi 19 *septembre* 1931, *à* 17 *heures.*

2905. — *Ville libre de Dantzig : Relations dantziko-polonaises : Rapport spécial du Haut-Commissaire.*

Le vicomte CECIL OF CHELWOOD soumet le rapport et le projet de résolution suivants [1] :

« Dans sa séance du 22 mai dernier, le Conseil, après avoir examiné la situation des relations dantziko-polonaises, a demandé au Haut-Commissaire de lui présenter un nouveau rapport pour sa session de septembre. Donnant suite à cette demande, le Haut-Commissaire lui a adressé en date du 15 août un rapport sur la situation, qu'il a fait suivre d'un rapport supplémentaire en date du 20 août 1931.

Je fais annexer à mon présent rapport le rapport du Haut-Commissaire, que j'ai vivement apprécié.

Je suis convaincu que le Conseil sera unanime pour lui exprimer ses remerciements de tous les efforts qu'il a faits pour assurer des relations normales entre la Ville libre de Dantzig et la Pologne.

Dans son rapport, le Haut-Commissaire demande au Conseil certaines indications au sujet de la question du « port d'attache », ou, comme cette question a été appelée dernièrement, la question de l'accès et du stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. Cette question se présente de la manière suivante :

Le Conseil a été saisi de cette affaire à plusieurs reprises, notamment en septembre et décembre 1927. En août 1928, un échange de lettres a eu lieu entre les Parties, à la suite duquel l'accord provisoire du 8 octobre 1921 a été prorogé, et il a été stipulé qu'il ne pourrait être dénoncé avant le 1er juillet 1931. La Ville libre l'a dénoncé pour cette date. Toutefois, afin de faciliter les négociations, le Gouvernement dantzikois a, de son propre chef, déclaré vouloir maintenir en vigueur les dispositions de l'accord jusqu'au 15 août 1931. Les négociations n'ayant pas abouti, le Sénat a de nouveau prolongé le délai jusqu'au 15 septembre. Mais il a ajouté que, si les négociations n'aboutissaient pas à un résultat à cette date, il considérait comme une action directe, au sens de la résolution du Conseil du 13 mars 1925, tout usage du port de Dantzig, par les navires de guerre polonais, qui ne serait pas strictement conforme aux règles internationales en vigueur pour l'admission des bâtiments de guerre étrangers.

[1] Document C. 567. 1931. I.

II.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE SIXTY-FIFTH SESSION OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

FIRST MEETING (PRIVATE, THEN PUBLIC)
held on Saturday, September 19th, 1931, at 5 p.m.

2905.—*Free City of Danzig: Danzig-Polish Relations: Special Report by the High Commissioner.*

Viscount CECIL OF CHELWOOD presented the following report and draft resolution [1]:

"At its meeting of May 22nd last, the Council, after examining the situation of Danzig-Polish relations, requested the High Commissioner to submit a further report for its session in September. In compliance with this request, the High Commissioner forwarded to the Council on August 15th a report on the situation, followed by a supplementary report dated August 20th, 1931.

I attach to my present report the High Commissioner's report, of which I desire to express my high appreciation.

I am convinced that all the members of the Council will wish to thank him for all the efforts he has made to ensure normal relations between the Free City of Danzig and Poland.

In his report, the High Commissioner submitted to the Council certain questions relating to the matter of the *port d'attache*, or, as it has latterly been termed, the question of access to and anchorage in the port of Danzig for Polish war vessels. The position of this question is as follows:

This matter was submitted to the Council on several occasions—in particular, in September and December 1927. In August 1928, letters were exchanged between the Parties, as the result of which the provisional Agreement of October 8th, 1921, was extended, and it was stipulated that it could not be denounced before July 1st, 1931. The Free City denounced it for that date. However, in order to facilitate negotiations, the Danzig Government of its own accord stated that it would maintain in force the provisions of the agreement until August 15th, 1931. As the negotiations did not succeed, the Senate again extended the time-limit up to September 15th. It added, however, that, if no result was reached by that date, it would consider any use of the port of Danzig by Polish warships, which was not in strict conformity with the international regulations in force for the admission of foreign war vessels, as 'direct action' within the meaning of the Council's resolution of March 13th, 1925.

[1] Document C. 567. 1931. I.

Le Haut-Commissaire demande au Conseil de bien vouloir lui signifier, pour le cas tout à fait probable où les négociations dantziko-polonaises n'aboutiraient pas à un accord et où le Sénat de la Ville libre lui soumettrait une requête en vue de la constatation d'une action directe, si le Conseil juge que cette action directe subsiste ou non. Le Haut-Commissaire est, en effet, d'avis que, par sa résolution du 13 mars 1925, le Conseil s'est réservé, en principe, la compétence de juger de l'action directe, et que cette compétence n'est attribuée au Haut-Commissaire que provisoirement et en des cas d'urgence, sous réserve de l'approbation définitive du Conseil. D'autre part, il a paru au Haut-Commissaire se dégager de l'étude du dossier relatif au port d'attache que le Conseil a voulu se réserver la définition de la question de principe ; or, le Haut-Commissaire serait implicitement amené à la préjuger s'il avait à se prononcer sur la question de l'action directe.

Je ne peux que féliciter le Haut-Commissaire de sa prévoyance dans cette affaire. D'après les renseignements qui m'ont été fournis, je dois constater qu'il n'y a aucune probabilité d'arriver à un accord sur une base pratique. Or, afin de répondre à la question posée par le Haut-Commissaire au sujet de l'action directe, le Conseil sera amené à entreprendre une étude juridique, serrant de près la question de fond, sur laquelle se manifeste la divergence juridique entre les deux Parties. Comme celles-ci désirent voir la question élucidée du point de vue juridique, je me permets de suggérer au Conseil de demander à ce sujet l'avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale, en la priant de vouloir bien se prononcer, si possible, en temps utile pour que le Conseil puisse en connaître à sa prochaine session.

Dans le cas où le Conseil serait disposé à adopter cette procédure, les Parties acceptent que le Haut-Commissaire établisse un règlement provisoire en la matière, règlement qui restera en vigueur jusqu'à ce qu'une décision définitive du Conseil intervienne à ce sujet. Il est entendu que cet arrangement ne pourra, en aucune manière, préjuger du règlement définitif de la question.

Si le Conseil se rallie à ma manière de voir, je me réserverai de formuler plus tard la question à soumettre à la Cour.

Annexe.

RAPPORT SPÉCIAL DU HAUT-COMMISSAIRE [1].

Dantzig, le 15 août 1931.

Au cours de sa séance du 22 mai 1931, le Conseil de la Société des Nations m'a invité « à lui adresser un nouveau rapport sur la situation pour la prochaine session du Conseil ». Comme suite à ma relation du 25 avril 1931, j'ai donc l'honneur de soumettre au Conseil le rapport suivant :

De retour à Dantzig à la fin du mois de mai, j'ai bientôt pu constater qu'un certain apaisement s'était produit dans les esprits

[1] Pour les appendices au rapport du Haut-Commissaire, voir documents C. 502 et C. 548. (Voir nos 3, 4 et 5, pp. 29 et suiv. [*Note du Greffier.*])

The High Commissioner requests the Council to signify, in the very likely case of the Danzig-Polish negotiations breaking down, and of the Senate of the Free City requesting him to declare that 'direct action' has been taken, whether the Council considers that such 'direct action' has been taken or not. The High Commissioner is of opinion that, by its resolution of March 13th, 1925, the Council, in principle, reserved the competence to judge of 'direct action', and that this competence is conferred upon the High Commissioner only provisionally and in cases of urgency, subject to the final approval of the Council. Moreover, from a study of the files relating to the question of the *port d'attache*, the High Commissioner concludes that the Council desired to reserve to itself the definition of the question of principle, which the High Commissioner might perhaps implicitly prejudge if he had to take a decision on the question of 'direct action'.

I can only congratulate the High Commissioner on his foresight in this matter. According to the information at my disposal, I am obliged to state that there is no probability of a practical agreement being reached. In order to reply to the question raised by the High Commissioner in regard to 'direct action', the Council will be obliged to go into the juridical aspect of the substance of the question, in regard to which the two Parties disagree. As they wish to have this aspect of the question cleared up, I would suggest that the Council should ask the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion on the matter, requesting it to give this, if possible, in time for the Council to deal with it at its next session.

Should the Council be prepared to adopt this procedure, the Parties agree to the High Commissioner's drawing up provisional regulations on the matter, to remain in force until the Council reaches a final decision. It is understood that this arrangement will not in any way prejudge the definitive settlement of the question.

If the Council agrees to this suggestion, I propose at a later date to formulate the question to be submitted to the Court.

Annex.

REPORT BY THE HIGH COMMISSIONER [1].

[*Translation.*] Danzig, August 15th, 1931.

At its meeting on May 22nd, 1931, the Council of the League of Nations invited me 'to submit a further report on the situation for the next session of the Council'. I accordingly have the honour to follow up my report of April 25th, 1931, by submitting the present report to the Council:

On my return to Danzig at the end of May, I soon noted that the agitation caused by the deplorable incidents between Danzig

[1] For the Appendices to the High Commissioner's report, see Documents C. 502 and C. 548. (See Nos. 3, 4 and 5, pp. 29 *et sqq.* [*Note by the Registrar.*])

surexcités par les déplorables incidents dantziko-polonais du mois d'avril, sur lesquels j'avais estimé devoir attirer l'attention du Conseil par un rapport spécial. Je n'ai malheureusement pas été en mesure d'appliquer cette constatation satisfaisante à la situation générale à Dantzig, troublée encore par les luttes de partis ; ce fut, en effet, au cours du mois de juin que des conflits particulièrement violents eurent lieu entre les organisations des partis extrémistes et jusqu'au centre même de la ville, conflits dont le développement aurait pu constituer une menace très sérieuse pour la sécurité publique.

Dès le 4 juin, j'ai entrepris auprès du Sénat de la Ville libre la démarche que le Conseil m'a invité à renouveler par le point II de sa résolution du 22 mai, en attirant l'attention particulière du Sénat sur les conséquences fâcheuses qui auraient pu découler des circonstances que je viens de mentionner et sur la nécessité de prendre sans retard des mesures appropriées en vue d'enrayer un tel développement.

En date du 30 juin 1931, à la suite de débats animés au sein du *Volkstag*, le Sénat obtint les pouvoirs nécessaires pour édicter une série de mesures destinées à assurer le maintien de l'ordre public dans la Ville libre (*Ermächtigungsgesetz*), loi qui doit rester en vigueur jusqu'au 1er janvier 1932. Le même jour fut votée une autre loi introduisant certaines restrictions en matière de presse (*Gesetz zur Sicherung der öffentlichen Ordnung*) (appendice I).

Par lettre du 3 juillet (appendice II), le Sénat de la Ville libre me donna communication des ordonnances qu'il venait d'édicter en vertu des pouvoirs qui lui furent conférés par la loi sur les pleins pouvoirs susmentionnée (appendice III).

Je crois pouvoir me dispenser de donner une analyse des lois et ordonnances en question, en me bornant à me référer au résumé, donné par le Sénat lui-même, de ces lois et ordonnances, qui figure en sous-appendice à l'appendice II.

Dans ma réponse, en date du même jour, au président du Sénat, j'ai mis en relief que, « bien qu'une mesure plus généralement restrictive visant l'abus du port des uniformes à Dantzig, que j'avais signalé au Conseil dans mon rapport spécial du 25 avril dernier et à propos duquel le Conseil m'avait chargé, le 22 mai, de renouveler une démarche auprès du Sénat — ce que j'ai fait le 4 juin —, m'eût paru sous plusieurs points de vue souhaitable », je ne pouvais que prendre acte de la communication du Sénat, dans l'attente des résultats pratiques que ces mesures donneraient.

Il convient de constater ici que, si le Sénat a cru devoir tenir compte de l'avis concordant exprimé aussi bien par les représentants des partis que par l'autorité de la police en faveur du maintien des uniformes, en tant que ceux-ci facilitent la surveillance et le contrôle sur les affiliés aux partis mêmes, les nouvelles mesures adoptées par le Sénat en cette matière imposent aux citoyens portant les uniformes des restrictions assez remarquables par rapport aux droits dont jouissent les autres citoyens.

Il convient aussi de reconnaître — et ce m'est une vive satisfaction d'en aviser le Conseil — que les mesures adoptées par le Gouvernement dantzikois ont donné, jusqu'à présent, la preuve

citizens and Poles which occurred during April and to which I considered it my duty to draw the Council's attention in a special report had subsided to some extent. Unfortunately, I found that the general situation at Danzig was not so satisfactory; disturbances owing to party strife were still continuing. During the month of June, particularly violent clashes occurred between the organizations of the extremist parties even in the centre of the town, and, if they had spread, they would have constituted a very serious menace to public security.

Since June 4th, I have made further representations to the Senate of the Free City, as suggested by the Council in point II of its resolution of May 22nd, and have drawn the Senate's special attention to the regrettable consequences which might have resulted from the circumstances to which I have just referred, and to the necessity of taking without delay appropriate measures to check further developments of this kind.

On June 30th, 1931, after a lively discussion in the *Volkstag*, the Senate obtained the necessary powers to enact a series of measures designed to ensure the maintenance of public order in the Free City (*Ermächtigungsgesetz*); this law is to remain in force until January 1st, 1932. On the same day, another law was passed introducing certain restrictions in regard to the Press (*Gesetz zur Sicherung der öffentlichen Ordnung*) (Appendix I).

In a letter dated July 3rd (Appendix II), the Senate of the Free City communicated to me the decrees which it had just promulgated under the authority of the above-mentioned law conferring upon it full powers (Appendix III).

I think there is no need for me to analyze the laws and decrees in question; it wil be sufficient if I refer to the summary of them given by the Senate itself; this summary appears as a sub-appendix to Appendix II.

In my reply of the same date to the President of the Senate, I emphasized that, although more general restrictions relating to the abuse of uniforms at Danzig would have been desirable from several points of view, I could only take note of the Senate's communication in the hope that these measures would have practical results. In my special report of April 25th last, I had brought this abuse to the notice of the Council and, on May 22nd, the latter had requested me to make further representations to the Senate on the subject, which I did on June 4th.

It should be noted that, while the Senate felt that it must take into account the opinion expressed both by the representatives of the parties and by the police authorities in favour of the wearing of uniforms inasmuch as they facilitate the supervision and control of the members of the parties themselves, the new measures adopted by the Senate in this connection impose considerable restrictions on citizens wearing uniform as compared with the rights enjoyed by other citizens.

It must also be admitted—and I have great satisfaction in informing the Council of this fact—that the measures adopted by the Danzig Government have so far proved effective in maintaining an adequate

de leur efficacité à assurer d'une manière suffisante le maintien de la sécurité et de l'ordre public sur le territoire de la Ville libre.

Je suis heureux de pouvoir, en même temps, signaler au Conseil que l'amélioration dans les relations dantziko-polonaises, qui s'était manifestée à mon retour de la session du Conseil du mois de mai, a persisté, ce dont la presse, de part et d'autre, a pris acte avec satisfaction. Malheureusement, les relations personnelles entre le président du Sénat de la Ville libre, M. Ziehm, et le représentant de la République de Pologne, M. Strasburger, n'ont pas encore trouvé une définition satisfaisante ; mais il y a lieu d'exprimer l'espoir qu'elles n'auront pas d'influence sur le traitement des affaires d'intérêt public et que les problèmes inhérents à la situation particulière de Dantzig, problèmes qui font parfois surgir inévitablement des divergences assez profondes entre les thèses initiales des Parties, pourront être examinés dans une atmosphère plus calme et, par conséquent, dans un esprit de part et d'autre plus conciliant.

Je ne crois pas devoir retenir particulièrement l'attention du Conseil sur certains incidents survenus entre citoyens polonais et ressortissants dantzikois et qui m'ont été signalés, parce qu'ils entrent, à mon avis, dans le nombre des incidents toujours déplorables, mais inévitables dans toutes les grandes villes, et parce que leur portée ne paraît pas justifier que l'on en déduise des conséquences d'ordre général.

En revanche, des conséquences d'une certaine gravité auraient pu être provoquées par un fâcheux différend surgi entre les autorités de la Ville libre et les autorités polonaises au sujet de l'envoi, sur le territoire dantzikois, de patrouilles de marins polonais appartenant aux équipages des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. A la thèse soutenue par les autorités navales polonaises, d'après laquelle, pour l'envoi des patrouilles à terre, l'assentiment des autorités dantzikoises n'était pas nécessaire, ces dernières opposaient que les autorités navales polonaises, à l'instar des autres autorités navales étrangères, devaient se conformer à l'ordonnance rendue récemment par le Sénat, d'après laquelle, en analogie aux dispositions similaires en vigueur dans tous les autres ports, l'envoi des patrouilles à terre doit être subordonné au consentement préalable des autorités territoriales chargées d'assurer le maintien de l'ordre public. Mon intervention ayant été sollicitée, il m'a été possible de ramener le litige dans le cadre tracé par la procédure en vigueur pour les différends polono-dantzikois (art. 39 de la Convention de Paris du 9 nov. 1920). On a voulu reconnaître un certain rapport entre cette question et la question plus générale du « port d'attache », dont les complications sont bien connues du Conseil, et qui est posée depuis que la Ville libre a dénoncé son accord de 1928 avec la Pologne ; les Parties poursuivent leurs négociations, mais il paraît peu probable qu'elles puissent arriver à un accord direct.

Je crois devoir mentionner, comme indubitablement nuisibles aux bonnes relations dantziko-polonaises, certaines manifestations organisées sur le territoire de la Ville libre par les partis de droite, tant d'Allemagne que de Dantzig même, au cours desquelles les

degree of safety and public order in the territory of the Free City.

I am also happy to be able to inform the Council that the improvement in the relations between Danzig and Poland, which I noted on my return from the Council session held in May, has continued—a fact which the Press of both Parties has commented on with satisfaction. Unfortunately, the personal relations between M. Ziehm, President of the Senate of the Free City, and M. Strasburger, the representative of the Republic of Poland, have not yet been satisfactorily defined, but there is reason to hope that they will not affect the treatment of matters of public interest and that it will be possible to examine in a calm atmosphere, and consequently in a more conciliatory spirit on both sides, the problems inherent in the special situation of Danzig, which inevitably give rise at times to considerable divergences in the initial views of the Parties.

I need not draw the special attention of the Council to certain incidents which have occurred between Polish citizens and Danzig nationals and which have been reported to me, because, in my opinion, they are incidents which, though deplorable, are inevitable in all large towns, and also because they are not sufficiently important to have any general consequences.

On the other hand, somewhat grave consequences might have arisen as a result of an unfortunate dispute between the authorities of the Free City and the Polish authorities with regard to the despatch to Danzig territory of detachments of Polish sailors belonging to the crews of Polish warships in the port of Danzig. While the Polish naval authorities maintained that it was not necessary to obtain the consent of the Danzig authorities to the sending of detachments ashore, the latter contended that Polish naval authorities, like other foreign naval authorities, should comply with the Senate's recent decree to the effect that, by analogy with similar provisions in force in all other ports, the landing of detachments should be subject to the previous consent of the territorial authorities responsible for the maintenance of public order. I was asked to intervene and it was thus possible for me to bring the dispute within the framework laid down by the procedure in force for disputes between Poland and Danzig (Art. 39 of the Paris Treaty of Nov. 9th, 1920). An attempt has been made to establish a certain connection between this question and the more general question of the *port d'attache*, the complications of which are well known to the Council and which has been outstanding since the Free City denounced its agreement of 1928 with Poland. The Parties are continuing their negotiations, but it seems hardly likely that a direct agreement will be reached.

I would mention, as undoubtedly harmful to friendly relations between Danzig and Poland, certain demonstrations organized in the territory of the Free City by the parties of the Right, both Germans and Danzig nationals, during which nationalist aspirations

aspirations nationalistes visant le retour de Dantzig au Reich s'expriment avec plus ou moins de vivacité. Du côté polonais, on veut reconnaître dans ces manifestations également la tendance à diriger toujours vers l'Allemagne plutôt que vers la Pologne l'orientation générale de la Ville libre, tout en exigeant, d'autre part, de la Pologne et de son hinterland des avantages d'ordre économique.

Je ne saurais terminer ce rapide exposé sans attirer l'attention du Conseil sur la situation financière et économique de la Ville libre, qui est de nature à inspirer de sérieuses préoccupations dans un proche avenir. Je crois devoir mentionner cet aspect important de la situation dantzikoise, qui a sa répercussion directe sur les relations polono-dantzikoises, du fait que l'on tend, du côté dantzikois, à en rejeter en grande partie la responsabilité sur la Pologne.

Sans entrer dans les détails de l'exposé que le Sénat de la Ville libre m'a prié d'ajouter au présent rapport (appendice IV), parce que la plupart des plaintes dantzikoises font l'objet d'un échange de notes entre les deux Gouvernements et parce qu'on devrait tenir également compte des arguments qu'aurait éventuellement à opposer le Gouvernement polonais (qui a renoncé à m'envoyer un exposé analogue sur la situation à Dantzig), je voudrais me limiter à mettre en relief le problème du chômage, qui, à l'approche de l'hiver, se présente déjà sous un aspect très sérieux ; il est de nature à constituer une menace assez grave pour l'ordre public et à troubler, en tout cas, les relations dantziko-polonaises.

J'ai déjà eu l'honneur d'attirer l'attention du Conseil sur ce problème par mes rapports annuels pour 1930 aussi bien que pour 1931, en mentionnant les pourparlers qui ont eu lieu sous ma présidence à Varsovie, en janvier 1930, mais qui, malheureusement, n'ont pas abouti à un accord définitif, bien que les deux Gouvernements fussent arrivés à une entente de principe. Je joins en appendice copie de deux notes qui me sont parvenues récemment à cet égard de la part des deux Gouvernements intéressés (appendices V, VI). J'estime hautement souhaitable que l'on parvienne à aboutir à un accord avant l'hiver, sur les bases arrêtées à Varsovie, d'après lesquelles le Gouvernement polonais, eu égard à la situation particulièrement difficile de la Ville libre, acceptait de limiter provisoirement l'affluence de la main-d'œuvre polonaise à Dantzig, où elle constitue une concurrence très grave pour la main-d'œuvre dantzikoise.

C'est avec une vive satisfaction que je désire signaler au Conseil l'esprit conciliant qui anime la dernière note polonaise (appendice VI) ; il y a donc lieu d'exprimer l'espoir que la bienveillante disposition du Gouvernement de Varsovie conduise rapidement à un résultat pratique, d'autant plus que, de son côté, le Sénat de la Ville libre se déclare prêt à garantir que les mesures restrictives qui seront prises à l'égard de l'affluence de la main-d'œuvre polonaise à Dantzig seront également appliquées rigoureusement à toute autre main-d'œuvre de provenance non dantzikoise.

(*Signé*) M. GRAVINA.

for the return of Danzig to the Reich have been expressed more or less forcibly. On the Polish side, these demonstrations are regarded as evidence of the tendency to direct the general policy of the Free City towards Germany rather than towards Poland, while at the same time economic privileges are demanded from Poland and its hinterland.

Before terminating this rapid survey, I would draw the Council's attention to the financial and economic situation of the Free City, which is such as to give rise to serious anxiety in the near future. I wish to mention this important aspect of the situation in Danzig, which has a direct influence on relations between Poland and Danzig, because, on the Danzig side, the tendency is to throw a large part of the responsibility on Poland.

Without going into the details of the statement which the Senate of the Free City has asked me to attach to the present report (Appendix IV), because the majority of the Danzig complaints are to form the subject of an exchange of notes between the two Governments and because account must also be taken of any arguments that may be advanced by the Polish Government (which has not sent me a similar statement on the situation at Danzig), I will confine myself to the problem of unemployment, which, with the approach of winter, is already assuming a very serious aspect. It is likely to constitute a grave menace to public order and, in any case, to disturb relations between Danzig and Poland.

I have already had the honour to draw the Council's attention to this problem in my annual reports for 1930 and 1931, in which I mentioned the negotiations which took place under my chairmanship at Warsaw in January 1930, but which unfortunately did not result in a definitive agreement, although the two Governments reached an agreement on principle. I attach as an appendix a copy of two notes which I have recently received in this connection from the two Governments concerned (Appendices V, VI). I consider it highly desirable that an agreement should be reached before the winter on the bases laid down at Warsaw, in accordance with which the Polish Government, having regard to the particularly difficult situation of the Free City, agreed provisionally to limit the influx of Polish labour into Danzig, where it has very serious effects on the Danzig labour market.

I have great satisfaction in informing the Council of the conciliatory spirit displayed in the last Polish note (Appendix VI); there is therefore reason to hope that the goodwill thus shown by the Government at Warsaw will lead to practical results in the near future, especially as the Senate of the Free City for its part is prepared to guarantee that the restrictions imposed in regard to the influx of Polish labour into Danzig will also be strictly applied to any other labour of non-Danzig origin.

(*Signed*) M. GRAVINA.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DU HAUT-COMMISSAIRE.

Dantzig, le 20 août 1931.

Faisant suite à mon rapport au Conseil du 15 courant, j'ai l'honneur d'informer le Conseil que, conformément à la prévision y exprimée, les négociations directes engagées par les représentants des Gouvernements de la République de Pologne et de la Ville libre de Dantzig au sujet de la question du port d'attache, dont l'accord, venu à terme le 1er juillet, a été dénoncé par la Ville libre, n'ont pas abouti à une entente dans le délai prévu, qui expirait le 15 août.

Le Sénat de la Ville libre a proposé à la Pologne, dans une note datée du 14 août et dont il m'a été remis copie, de prolonger d'un mois, soit jusqu'au 15 septembre 1931, le délai prévu pour les négociations. Mais il a ajouté dans la même note que, si les négociations n'aboutissent pas à un résultat dans ce délai, il considérera comme une action directe, au sens de la résolution du Conseil du 13 mars 1925, tout usage du port de Dantzig par les navires de guerre polonais qui ne serait pas strictement conforme aux règles internationales en vigueur pour l'admission des bâtiments de guerre étrangers. Je crois qu'il est de mon devoir de déclarer au Conseil qu'il est malheureusement presque à exclure que les deux Parties réussissent à se mettre d'accord sur cette épineuse question, dont le Conseil même a eu à s'occuper si souvent et qui, au point de vue juridique, doit être considérée comme encore ouverte.

Je me vois amené à attirer l'attention du Conseil sur les fâcheuses conséquences susceptibles de se produire pour les relations dantziko-polonaises du fait de la nouvelle divergence, qui sera sans doute envenimée par l'animosité de l'opinion publique et de la presse des deux pays et qui, selon toutes les probabilités, se déclanchera le lendemain de l'expiration du terme du 15 septembre, si, comme il est à craindre, les négociations n'ont pas abouti à un accord. En attirant l'attention du Conseil sur ces fâcheuses conséquences, je crois interpréter mon mandat dans le sens qu'il y a lieu de tout entreprendre pour prévenir et pour éviter de telles conséquences.

Si, à l'expiration du terme prévu (15 septembre), la Pologne, en s'appuyant sur sa thèse du droit à un port d'attache à Dantzig — thèse qui est contestée par la Ville libre —, continue à se servir du port de Dantzig sans se conformer aux règlements internationaux, la note du Sénat du 14 août laisse entrevoir clairement que la Ville libre s'adressera au Haut-Commissaire pour qu'il décide que la Pologne accomplit de cette manière une « action directe ».

Or, deux considérations suscitent en moi des hésitations assez graves à cet égard. La première est que l'étude approfondie du dossier volumineux relatif à la question du port d'attache me porte à déduire que le Conseil a voulu se réserver la définition de la question de principe, dont je serais implicitement amené à préjuger peut-être, si j'avais à me prononcer sur l'action directe.

SUPPLEMENTARY REPORT BY THE HIGH COMMISSIONER.

[*Translation.*] Danzig, August 20th, 1931.

In continuation of my report of the 15th instant, I have the honour to inform the Council that, as anticipated in that report, the direct negotiations entered into between the representatives of the Governments of the Polish Republic and of the Free City of Danzig regarding the question of the *port d'attache*—the agreement concerning which lapsed on July 1st and was denounced by the Free City—have not led to an agreement within the prescribed time-limit ending on August 15th.

In a note dated August 14th, a copy of which was forwarded to me, the Senate of the Free City proposed to Poland to extend the time-limit laid down for the negotiations by one month—i.e. up to September 15th, 1931. It added, however, that, if the negotiations did not reach any result within that period, it would consider any use of the port of Danzig by Polish warships which was not in strict conformity with the international regulations in force for the admission of foreign men-of-war, as 'direct action' within the meaning of the Council's resolution of March 13th, 1925. I think it is my duty to inform the Council that it is unfortunately highly improbable that any agreement will be reached between the two Parties regarding this thorny question, with which the Council itself has so often had to deal and which from the legal point of view must still be considered as open.

I feel I must draw the Council's attention to the unfortunate consequences which are likely to arise for Danzig-Polish relations out of this new dispute, which will doubtless be further embittered by the animosity of public opinion and of the Press of both countries, and will in all probability break out as soon as the time-limit expires on September 15th, if, as is to be feared, the Parties have not reached an agreement by that date. In drawing the Council's attention to these unfortunate consequences, I believe I am rightly interpreting the duties of my office which I consider to be to do everything in my power to forestall and prevent such consequences.

If, on the expiration of the time-limit (September 15th), Poland, relying on the right claimed by her to a *port d'attache* at Danzig (a right which is denied by the Free City), continues to use the port of Danzig without complying with international regulations, it is clear from the Senate's note of August 14th that the Free City will apply to the High Commissioner for a decision that Poland is thus taking direct action.

There are two considerations which raise serious doubts in my mind in this connection. The first is that, from a thorough study of the voluminous files relating to the question of the *port d'attache*, I conclude that the Council desires to reserve to itself the definition of the question of principle which I might perhaps implicitly prejudge if I had to take a decision on the question of direct action.

La seconde est que, de la résolution du 13 mars 1925, il découle, à mon avis, que le Conseil s'est réservé en principe la compétence de juger de l'action directe, et que cette compétence n'est attribuée au Haut-Commissaire que provisoirement et en des cas d'urgence, sous réserve de l'approbation définitive du Conseil.

Je me vois donc amené à demander au Conseil qu'il veuille bien me signifier, pour le cas tout à fait probable où les négociations dantziko-polonaises n'aboutiraient pas à un accord et où le Sénat de la Ville libre me soumettrait une requête en vue de la constatation d'une action directe, si le Conseil juge que cette action directe subsiste ou non.

(*Signé*) M. GRAVINA.

Le Conseil,

Remercie le Haut-Commissaire de son rapport du 15 août et du rapport supplémentaire du 20 août ;

Prend note des mesures prises par le Sénat pour assurer l'ordre public à Dantzig ;

Rappelle sa décision du 22 mai 1931, par laquelle il a exprimé sa désapprobation de toute manifestation ou action dirigée contre le statut de la Ville libre, de quelque côté que ce soit ;

Exprime l'espoir que les mesures envisagées aussi bien par la Pologne que par Dantzig en vue d'enrayer l'affluence de la main-d'œuvre non dantzikoise sur le territoire de la Ville libre seront de nature à faciliter les efforts du Sénat pour réduire le chômage à Dantzig ;

Saluera avec satisfaction toutes mesures que la Pologne et Dantzig, en considération des liens étroits que les traités ont établis entre les deux pays, pourront entreprendre en vue de réaliser une collaboration plus efficace dans le domaine économique ;

Décide de demander un avis consultatif à la Cour permanente de Justice internationale au sujet de la question de l'accès et du stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. En attendant la décision définitive du Conseil à ce sujet, le Haut-Commissaire est invité à établir un règlement provisoire. Cet arrangement ne pourra, en aucune manière, préjuger du règlement définitif de la question. »

Le comte GRAVINA remercie le rapporteur de ses aimables paroles, ainsi que de l'examen approfondi qu'il a consacré aux différentes questions que le Haut-Commissaire soumet au Conseil, notamment celle de l'accès et du stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig.

M. STRASBURGER, représentant de la Pologne, constate que le Haut-Commissaire, animé, comme toujours, du désir de faciliter les relations polono-dantzikoises et de donner le tableau le plus précis et le plus complet de la situation actuelle à Dantzig, a présenté, le 15 août, un rapport qui a été annexé comme

The second is that, in my opinion, the resolution of March 13th, 1925, implies that the Council has in principle reserved the competence to judge of direct action, and that this competence is conferred upon the High Commissioner only provisionally and in cases of urgency subject to the final approval of the Council.

I feel therefore that I must request the Council to signify, in the very likely case of the Danzig-Polish negotiations breaking down and of the Senate of the Free City requesting me to declare that direct action has been taken, whether the Council considers that such direct action has been taken or not.

(*Signed*) M. GRAVINA.

The Council,

Thanks the High Commissioner for his report of August 15th, and supplementary report of August 20th;

Takes note of the measures adopted by the Senate for the maintenance of public order at Danzig;

Recalls its decision of May 22nd, 1931, by which it expressed its disapproval of all demonstrations or acts directed against the Statute of the Free City, from whatever quarter they may come;

Expresses the hope that the measures contemplated both by Poland and by Danzig with a view to checking the influx of non-Danzig labour into the territory of the Free City will be such as to assist the Senate in its efforts to reduce unemployment at Danzig;

Will welcome any measures which Poland and Danzig, in view of the close ties established between them by the treaties, may take to ensure more effective co-operation in the economic field;

Decides to ask the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion on the question of access to and anchorage in the port of Danzig for Polish war vessels. Pending the Council's final decision on this matter, the High Commissioner is requested to draw up provisional regulations. This arrangement shall in no wise prejudge the final settlement of the question."

Count GRAVINA thanked the Rapporteur for the way in which he had referred to himself and for the very careful examination he had made of the various questions submitted to the Council by the High Commissioner—in particular, that of access to and anchorage in the port of Danzig for Polish war vessels.

M. STRASBURGER, representative of Poland, observed that the High Commissioner, who had, as usual, been anxious to facilitate Danzig-Polish relations and to depict the present situation in Danzig as fully and accurately as possible, had submitted on August 15th a report which had been annexed

partie intégrante au rapport du représentant de la Grande-Bretagne. Ce rapport contient des précisions sur les mesures qui ont été proposées par le Conseil, au cours de sa session du mois de mai, et qui ont été adoptées partiellement par le Sénat.

Tout en soulignant le caractère objectif des précisions fournies par le Haut-Commissaire dans son rapport et en le remerciant de ce rapport, M. Strasburger déclare qu'il a déjà eu l'occasion de dire au Haut-Commissaire et au rapporteur que, sur un des points, il ne se rangeait pas entièrement à l'avis exprimé. Le Haut-Commissaire a constaté que les mesures adoptées par le Sénat ont amélioré la situation, ce que M. Strasburger admet entièrement, et a déclaré que la sécurité, à Dantzig, était tout à fait satisfaisante. Cet avis n'est pas partagé d'une manière complète par lui-même et par la majorité de l'opinion à Dantzig.

De son côté, M. Strasburger doit dire que les mesures proposées par le Conseil ont contribué à améliorer la situation. Il adhère à la formule proposée par lord Cecil, qui prend simplement acte des mesures adoptées par le Sénat.

Il aurait aussi préféré que l'interdiction du port d'uniformes, recommandée par le Conseil, eût été adoptée par le Sénat, de manière à rendre à Dantzig l'aspect d'une ville de commerce placée sous la protection de la Société des Nations.

Par contre, le Haut-Commissaire, dans son rapport, a constaté ce qui suit :

« Je crois devoir mentionner, comme indubitablement nuisibles aux bonnes relations dantziko-polonaises, certaines manifestations organisées sur le territoire de la Ville libre par les partis de droite, tant d'Allemagne que de Dantzig même, au cours desquelles les aspirations nationalistes visant le retour de Dantzig au Reich s'expriment avec plus ou moins de vivacité. Du côté polonais, on veut reconnaître dans ces manifestations également la tendance à diriger toujours vers l'Allemagne plutôt que vers la Pologne l'orientation générale de la Ville libre, tout en exigeant, d'autre part, de la Pologne et de son hinterland des avantages d'ordre économique. »

Des critiques assez violentes contre ce passage du rapport du Haut-Commissaire ont été publiées dans une partie de la presse allemande et dantzikoise. En même temps, on a annoncé pour le mardi suivant, deux jours après la séance du Conseil, l'arrivée à Dantzig de M. Hugenberg, qui doit donner une conférence sur les problèmes politiques.

Sans vouloir se prononcer sur l'opportunité ou les désavantages de démonstrations et de manifestations dirigées contre la paix et la stabilité de l'Europe, M. Strasburger se bornera à signaler les conséquences de telles manifestations sur les

to the British representative's report as an integral part of it. The High Commissioner's report gave a very detailed account of the measures which had been recommended by the Council at its May session, and which had in part been adopted by the Senate.

M. Strasburger fully appreciated the objective manner in which the account contained in the report was presented, and he thanked the High Commissioner for his report. He had, however, already informed the High Commissioner and the Rapporteur that he did not fully agree with the opinion expressed on one point. The High Commissioner had observed that the measures taken by the Senate had improved the situation—M. Strasburger entirely agreed with that statement —and had said that the state of public security in Danzig was entirely satisfactory. The majority of the public in Danzig and he himself did not entirely share that view.

M. Strasburger agreed that the measures proposed by the Council had helped to improve the position. He accepted Lord Cecil's formula that the Council should merely take note of the measures adopted by the Senate.

He would have been glad if the prohibition against the wearing of uniforms recommended by the Council had been passed by the Senate; the result would have been to restore to Danzig the appearance of a commercial city under the protection of the League.

The High Commissioner had made the following observations in his report:

"I would mention, as undoubtedly harmful to friendly relations between Danzig and Poland, certain demonstrations organized in the territory of the Free City by the parties of the Right, both Germans and Danzig nationals, during which nationalist aspirations for the return of Danzig to the Reich have been expressed more or less forcibly. On the Polish side, these demonstrations are regarded as evidence of the tendency to direct the general policy of the Free City towards Germany rather than towards Poland, while at the same time economic privileges are demanded from Poland and its hinterland."

This passage in the High Commissioner's report had been rather severely criticized in some of the German and Danzig newspapers. At the same time, it had been announced that M. Hugenberg would arrive in Danzig on the following Tuesday, two days after the present meeting of the Council, to deliver an address on political problems.

M. Strasburger did not wish to discuss the expediency or the undesirability of demonstrations and manifestations against European peace and stability. He would merely point out the effects of such demonstrations on Danzig-Polish economic

relations économiques polono-dantzikoises. L'activité des organisations dont les membres portent un uniforme et défilent, par centaines et par milliers, dans les rues de Dantzig, bien que ne présentant pas un intérêt militaire particulier, entretient une agitation d'esprit continuelle. D'autre part, les réunions organisées contre le statut de la Ville libre, le plus souvent par des personnages venant du dehors, mais souvent aussi avec la participation des représentants officiels de Dantzig, créent une atmosphère d'inquiétude et de surexcitation.

Dans ces conditions, les négociants polonais, de même que les négociants étrangers, s'abstiennent de commencer de nouvelles opérations ; de plus, il est parfois difficile pour les représentants officiels de trouver, dans cette atmosphère, une solution des problèmes économiques actuels.

M. Strasburger adhère donc entièrement à la résolution proposée par le représentant de la Grande-Bretagne et qui est ainsi conçue :

« Le Conseil,

. . . . . .

Rappelle sa décision du 22 mai 1931 par laquelle il a exprimé sa désapprobation de toute manifestation ou action dirigée contre le statut de la Ville libre, de quelque côté que ce soit.... »

Il tient à remercier le rapporteur, le Haut-Commissaire et le Secrétariat de la Société, des efforts qu'ils ont déployés en vue d'assurer la sécurité et le développement économique de la Ville libre de Dantzig.

M. ZIEHM désire présenter, après les observations du Haut-Commissaire et celles du représentant de la Pologne, quelques remarques explicatives concernant la résolution proposée par le représentant de la Grande-Bretagne.

Il est heureux de constater que le Conseil, et aussi le représentant de la République polonaise, ont approuvé les mesures prises par le Gouvernement dantzikois en vue d'assurer l'ordre public à Dantzig. Le Conseil aura vu, par le rapport du Haut-Commissaire, que les mesures prises par la Ville libre de Dantzig se sont avérées efficaces et que, même dans les circonstances économiques et politiques les plus graves, le Gouvernement de la Ville libre est à même de maintenir, sur son territoire, la sécurité, la tranquillité et l'ordre public. Sa police réprime rapidement et avec énergie toute perturbation de l'ordre public ; ses autorités judiciaires répriment toutes les infractions avec impartialité et au moyen d'une procédure rapide.

Le projet de résolution du rapporteur exprime, d'autre part, sa désapprobation pour tous les actes ou manifestations dirigés

relations. The activities of organizations whose members wore uniforms and paraded the streets of Danzig in hundreds or thousands, although of no special military importance, kept up a constant agitation in the public mind. Again, the meetings organized against the Statute of the Free City, usually by persons from outside the city but often in conjunction with the official representatives of Danzig, had also created a feeling of unrest and excitement.

In these circumstances, Polish traders, and foreign traders as well, were refraining from transacting new business. Furthermore, the existing atmosphere sometimes made it difficult for official representatives to solve the present economic problems.

M. Strasburger therefore fully supported the resolution proposed by the British representative on the Council, in the following terms:

"The Council,

. . . . . .

Recalls its decision of May 22nd, 1931, by which it expressed its disapproval of all demonstrations or acts directed against the Statute of the Free City, from whatever quarter they may come."

He thanked the Rapporteur, the High Commissioner and the Secretariat for their efforts to ensure the security and economic development of the Free City.

M. ZIEHM asked permission, in view of what the High Commissioner and the Polish representative had said, to submit a few explanatory remarks concerning the resolution proposed by the British representative.

He was glad to note that the Council, and also the Polish representative, had approved the measures taken by the Danzig Government to maintain public order in the Free City. The Council would have seen from the High Commissioner's report that the measures taken by the Free City had proved effective and that, even in the gravest economic and political circumstances, the Government of the Free City was able to safeguard public safety, peace and good order in its territory. The police were prompt and energetic in putting a stop to any disturbance of good order. All breaches of the public peace were punished impartially by the courts, where the proceedings were specially expedited.

The Rapporteur's draft resolution expressed disapproval of all acts or manifestations directed against the statute of

contre le statut de la Ville libre, de quelque côté qu'ils émanent. Le Gouvernement de la Ville libre a toujours respecté loyalement les traités qui sont à la base de son existence; il a toujours géré son administration conformément à ces traités et à la Constitution garantie par la Société des Nations.

La résolution établit une distinction entre les manifestations et les actions. En ce qui concerne les manifestations, M. Ziehm ne doute pas que le Conseil soit d'avis qu'il ne doit pas être porté atteinte au droit de libre expression des opinions, droit reconnu à tout citoyen de la Ville libre par la Constitution garantie par la Société des Nations. Les convictions politiques et les idées ne pourront jamais être modifiées par la violence.

Il ne faut pas oublier que, si les manifestations en question impliquent une profession de foi pour la civilisation allemande, Dantzig, dont 97 % de la population est allemand, est intimement liée à l'âme allemande. Ces liens sont le résultat d'une évolution historique et séculaire, et elle ne cessera d'entretenir des relations d'ordre culturel, intellectuel et historique avec la communauté allemande. Toutes les manifestations, quels qu'en soient les organisateurs, doivent évidemment rester dans les limites de la législation en vigueur et respecter la forme constitutionnelle de la Ville libre.

Quant aux actions qui sont dirigées contre le statut juridique de la Ville libre, cette dernière a confiance que la Société des Nations, sous la protection de laquelle elle se trouve placée, sauvegardera l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la Ville libre.

M. Ziehm a été particulièrement heureux de constater que le rapporteur a attiré l'attention du Conseil sur la situation économique de la Ville libre. Il se plaît à espérer que les recommandations du Conseil contribueront réellement à provoquer une amélioration effective de la situation économique.

Il se rallie entièrement à l'opinion exprimée par le Haut-Commissaire, lorsqu'il a déclaré que la situation économique et financière de la Ville libre est susceptible de provoquer, pour le proche avenir, des inquiétudes qui pourraient avoir des répercussions dangereuses sur les relations dantziko-polonaises. Il sait que la crise mondiale exerce aussi son influence sur Dantzig, mais on peut remarquer que les milieux économiques de Dantzig et les représentants qualifiés de l'économie dantzikoise, notamment la Chambre de commerce, se plaignent, depuis longtemps déjà, de ce que les relations économiques, telles qu'elles ont été établies par les traités, ne correspondent pas à la réalité des faits et que toute une série de mesures prises par le Gouvernement polonais et ses organes portent très sérieusement préjudice à l'économie dantzikoise.

Le mémoire du Gouvernement dantzikois, qui se trouve annexé au rapport du Haut-Commissaire, explique en détail

the Free City, from whatever quarter they might come. The Government had always loyally observed the treaties by which the Free City had been established. Its administration had invariably been in conformity with those treaties and with the Constitution guaranteed by the League.

The resolution drew a distinction between demonstrations and acts. With regard to demonstrations, M. Ziehm felt sure that the Council would agree that there must be no interference with free speech, a right that had been granted to every citizen of the Free City by the Constitution guaranteed by the League of Nations. Political convictions and ideas could not be altered by force.

It must be borne in mind that, if the demonstrations referred to embodied a profession of faith in German civilization, Danzig, with a population of which 97 per cent. was German, had the closest ties with everything German. Those ties had been created throughout the centuries. Danzig would always maintain cultural, intellectual and historical relations with the German community. All demonstrations, regardless of those organizing them, must plainly comply with the laws in force and respect the constitutional forms of the Free City.

With regard to acts directed against the legal statute of Danzig, the Free City firmly believed that the League, under whose protection it was placed, would safeguard its political independence and territorial integrity.

M. Ziehm was particularly glad to observe that the Rapporteur had drawn the Council's attention to the economic position of the Free City. He hoped that the Council's recommendations would be of real assistance in bringing about an effective improvement in economic conditions.

He entirely agreed with the High Commissioner's statement that the Free City's economic and financial situation was such as to give rise in the near future to anxieties that might have a dangerous effect on Danzig-Polish relations. While it was true that the universal depression affected Danzig as well, it should be pointed out that economic circles in Danzig and the authoritative representatives of her economic life—in particular, the Chamber of Commerce—had long urged that the economic relationships established by the treaties were not in accordance with the actual facts of the position and that serious injury was done to the Free City's economic position by a whole series of measures taken by the Polish Government and its authorities.

The memorandum by the Danzig Government, annexed to the High Commissioner's report, explained in detail the

quelles sont, pour Dantzig, les conséquences préjudiciables des mesures polonaises. La coopération économique, telle qu'elle est prévue par les traités, constitue la première condition et la condition essentielle de l'existence de relations normales entre Dantzig et la Pologne, et toute collaboration doit, pour être utile, comme l'a fait remarquer il y a quelques jours à l'Assemblée le représentant de la République française, ne pas consister exclusivement en paroles, mais doit avoir pour résultat des effets pratiques et efficaces pour l'une et l'autre des deux Parties.

M. Ziehm émet l'espoir qu'il sera possible d'établir, conformément à la résolution proposée, une coopération économique plus efficace et plus utile pour les deux pays. Il est en mesure de déclarer; au nom de son Gouvernement, que ce dernier souhaite voir disparaître les difficultés existantes et qu'il fera tout son possible pour atteindre ce but.

Une question étroitement liée à celle de la situation économique est celle du chômage. Comme dans beaucoup d'autres États, elle constitue pour Dantzig un problème très difficile à résoudre, aggravé au surplus par des circonstances toutes particulières à la Ville libre.

L'État et les communes ne sont pas en mesure de supporter plus longtemps les charges d'ordre financier résultant de l'assistance aux chômeurs ; les dépenses engagées pour les chômeurs rendent constamment vains les grands efforts déployés par le gouvernement pour équilibrer le budget. Dans le rapport qu'il a soumis au Conseil, le Haut-Commissaire a mis en lumière le caractère extrêmement grave de cette question et a déclaré qu'elle constituait un danger sérieux pour l'ordre public et pour les relations dantziko-polonaises.

La connexité existant entre la question du chômage et celle des relations dantziko-polonaises provient du fait que la Ville libre de Dantzig est inondée d'ouvriers arrivant du territoire de la République polonaise. Au mois de juillet 1931, le nombre des ouvriers polonais s'est élevé à 21.000. Depuis le 1er janvier 1931, 2.000 ouvriers polonais sont venus s'établir à Dantzig. Les ouvriers polonais affluent vers la Ville libre parce que le niveau des salaires y est plus élevé qu'en Pologne. Les patrons qui reçoivent des commandes polonaises sont souvent contraints d'occuper des ouvriers polonais. On se trouve ainsi devant cette situation intolérable que les ressortissants dantzikois se voient enlever, sur le territoire même de la Ville libre, leur travail, leur gagne-pain, par les immigrants polonais et qu'ainsi les citoyens de la Ville libre sont souvent acculés au chômage et à la misère. Tout État doit revendiquer en sa faveur le droit naturel de protéger ses propres ressortissants en de telles circonstances.

injurious effects of these Polish measures on Danzig. Economic co-operation in the form laid down in the treaties was the primary and fundamental condition for the existence of normal relations between Danzig and Poland. In order to be useful, all collaboration, as the French delegate to the Assembly had said a few days previously, must not consist only of words, but must have practical and effective results for both Parties.

M. Ziehm trusted that, in accordance with the resolution before the Council, it would be possible to achieve some form of economic co-operation that would be more effective and more advantageous to the two countries. He could say, on behalf of his Government, that the latter desired the removal of all existing difficulties and that it would do everything in its power to ensure that end.

One question closely bound up with the economic situation was that of unemployment. As in many other countries, that was a very difficult problem for Danzig to solve. In Danzig, it was aggravated by quite exceptional circumstances. The State and the communes were no longer able to defray the financial charges entailed by unemployment relief. The expenses incurred for the unemployed constantly nullified the great efforts made by the Government to balance the budget. In his report to the Council, the High Commissioner had brought out the great gravity of this question, and had stated that it was likely to constitute a serious menace to public order and to Danzig-Polish relations.

The connection between unemployment and Danzig-Polish relations was due to the inundation of the Free City by workers from Polish territory. In July 1931, there had been twenty-one thousand Polish workers in Danzig. Since January 1st, 1931, two thousand Polish workers had settled there. Polish workers poured into the Free City because the wage-level was higher there than in Poland. Employers with whom Polish orders had been placed were often compelled to engage Polish workers. The consequence of this intolerable position was that Danzig nationals in the territory of the Free City were deprived of their work and their livelihood by Polish immigrants, and that citizens of the Free City were often thrown into unemployment and distress. Every State was obliged to claim the natural right to protect its own nationals in circumstances such as these.

La Pologne se place, en ce qui concerne les droits de ses ressortissants, à un point de vue autre que Dantzig. Ce conflit, dont le Conseil a déjà dû s'occuper lors de sa session du mois de mai, a été renvoyé, en relation avec l'ensemble du problème, à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, afin que cette dernière rende un avis consultatif. Cependant, l'hiver proche exige impérieusement que l'on trouve une solution immédiate, sans préjuger la question de droit.

Le Haut-Commissaire propose, par conséquent, dans son rapport, d'enrayer provisoirement et sans préjudice du point de vue de droit, l'affluence de la main-d'œuvre non dantzikoise. De l'avis des départements compétents du Gouvernement dantzikois, de l'avis des représentants ouvriers dantzikois et aussi de l'avis de M. Ziehm, les mesures qui, grâce à l'intervention du Haut-Commissaire, ont été envisagées par le Gouvernement polonais ne sauraient cependant produire, à elles seules, les effets nécessaires pour arriver au but envisagé. M. Ziehm croit pouvoir conclure, de la déclaration de principe qui a été faite par le représentant de la Pologne, que le Gouvernement polonais lui-même est sérieusement décidé à prendre des mesures réellement efficaces en vue de faciliter et de décongestionner le marché de la main-d'œuvre dantzikoise.

Le Gouvernement dantzikois en prend acte avec satisfaction, et il croit agir dans le même esprit que le Gouvernement polonais en appuyant, de son côté, les efforts du Gouvernement polonais par des mesures appropriées. En procédant ainsi, le Gouvernement dantzikois se conforme également au projet de résolution présenté par le rapporteur, qui vise à limiter l'affluence de la main-d'œuvre non dantzikoise, en vue de réduire le chômage à Dantzig.

Enfin, en ce qui concerne la proposition du rapporteur relative au conflit existant entre Dantzig et la Pologne sur la question de l'accès et du stationnement des navires de guerre polonais à Dantzig, M. Ziehm fait remarquer que son Gouvernement tient à voir élucider une bonne fois cette question qui est restée en suspens depuis des années. Le Gouvernement dantzikois accepte de demander que le Conseil sollicite de la Cour permanente de Justice internationale un avis consultatif sur la question juridique de principe et que le Haut-Commissaire procède, sous réserve de la question de droit, à un règlement provisoire, jusqu'à ce que le Conseil ait réglé définitivement la question.

En concluant, M. Ziehm veut exprimer l'espoir que les discours prononcés au Conseil et les décisions prises par celui-ci contribueront à supprimer, ou, du moins, à atténuer, les obstacles qui ont entravé pendant si longtemps et qui continuent à entraver, notamment en matière économique,

Poland regarded the question of her nationals' rights from a point of view other than that of Danzig. This dispute had been brought before the Council at its May session and had been referred, in conjunction with the problem as a whole, to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion. The approach of winter, however, made it essential to find an immediate solution, without prejudice to the question of law.

The High Commissioner therefore had proposed in his report that the influx of foreign labour should provisionally be suspended, without prejudice to the legal point involved. The competent authorities of the Danzig Government, the representatives of the Danzig workers, and M. Ziehm himself, were of opinion that the measures proposed by the Polish Government in pursuance of the High Commissioner's suggestion, were insufficient to produce the necessary effects and so achieve the object in view. M. Ziehm, however, thought that he could infer from the Polish representative's declaration of principle that the Polish Government itself had seriously decided to take really effective measures to ease the congestion on the Danzig labour market.

The Danzig Government took note of that declaration with satisfaction. It would, it thought, be acting in the same spirit as that animating the Polish Government if it seconded that Government's efforts by taking suitable measures. In that way, the Danzig Government would be complying likewise with the Rapporteur's draft resolution, which proposed the limitation of the influx of non-Danzig labour with a view to reducing unemployment at Danzig.

Finally, with reference to the Rapporteur's proposal concerning the dispute between Danzig and Poland in regard to access to and anchorage in the port of Danzig for Polish war vessels, M. Ziehm's Government was anxious that this question, which had been outstanding for years, should be settled once and for all. His Government agreed that the Council should ask the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion on the legal question of principle, and that, subject to the question of law, the High Commissioner should draw up provisional regulations pending a final settlement of the matter by the Council.

In conclusion, M. Ziehm expressed the hope that the statements made in the Council and the decisions it had taken would help to remove, or at least to mitigate, the obstacles that had for so long impeded and still impeded co-operation between the Free City and the Polish Republic, more espe-

la coopération de la Ville libre et la République polonaise. Au nom de son Gouvernement, M. Ziehm tient à remercier le Haut-Commissaire des efforts qu'il a déployés pour aplanir ces difficultés. Il remercie aussi les membres du Secrétariat.

Le Dr CURTIUS approuve le rapport soumis au Conseil et, malgré le grand intérêt que le Gouvernement allemand porte au sort de la Ville libre, aurait renoncé à prendre la parole si quelques remarques, faites par le représentant de la Pologne après ses observations sur le rapport, ne le forçaient à parler.

Le représentant de la Pologne a parlé de visites d'hommes politiques allemands et a ajouté à cette constatation des critiques contre lesquelles M. Curtius doit protester. Cette visite n'est encore qu'annoncée ; la Ville de Dantzig est un État souverain qui n'est soumis à aucune censure préventive, et, d'autre part, dans ces derniers temps, les visites d'hommes politiques sont un événement fréquent dans les relations internationales, et elles ne prêtent pas à des préoccupations spéciales.

Comme le président du Sénat vient de le signaler très justement, il convient de souligner les relations historiques et intellectuelles qui constituent un lien très étroit entre la Ville libre et l'Allemagne, et M. Curtius est d'avis qu'il faut s'opposer à toute tentative susceptible d'entraver l'exercice de la souveraineté de Dantzig, souveraineté qui lui est garantie dans les traités.

M. STRASBURGER a suivi avec la plus grande attention et le plus vif intérêt le discours prononcé par M. Ziehm, qui, avec tant d'autorité et de compétence, représente le Sénat de la Ville libre à la table du Conseil. Le représentant de la Pologne a déjà exprimé son avis sur l'état de la sécurité à Dantzig ; il a dit qu'il le considérait comme n'étant pas entièrement satisfaisant, et il ne croit pas devoir revenir sur ce point.

Il voudrait dire quelques mots sur la question du chômage à Dantzig ; l'importance de cette question pour la Ville libre n'échappe pas non plus à la Pologne.

M. Strasburger est heureux de pouvoir annoncer au Conseil qu'il y a quelques jours, il a averti par une lettre le Haut-Commissaire que, sur sa demande, le ministre du Travail avait rendu quelques ordonnances en vue d'arrêter l'afflux éventuel de la main-d'œuvre polonaise à Dantzig. Cependant, il croit que les appréhensions du Sénat sont exagérées et que les chiffres que l'on a cités au Conseil sont un peu supérieurs à la réalité. Il a même prié les représentants de Dantzig d'examiner ces chiffres avec le représentant de la Pologne.

cially in the economic sphere. On behalf of his Government, he would thank the High Commissioner for what he had done to remove these difficulties. He wished also to thank the Secretariat.

Dr. CURTIUS approved the report submitted to the Council. Notwithstanding the great interest taken by the German Government in the condition of the Free City, he would not have asked permission to speak except for certain remarks offered by the Polish delegate following on his observations on the report.

The Polish representative had referred to the visit to Danzig of German politicians and had made in that connection certain criticisms against which Dr. Curtius was bound to protest. The visit had so far only been announced. The Free City was a sovereign State and was not subject to any form of censorship. Further, visits by politicians had latterly become a common event in international relations and could not cause any special apprehension.

As the President of the Senate had rightly pointed out, the historical and intellectual relations that formed a very close tie between the Free City and Germany must be borne in mind. In Dr. Curtius' view, any attempt to hamper the exercise of the sovereignty enjoyed by Danzig and guaranteed to her under the treaties must be resisted.

M. STRASBURGER said he had followed with the greatest attention and interest the speech of M. Ziehm, who so authoritatively and competently represented the Senate of the Free City of Danzig before the Council. The representative of Poland had already given his views with regard to public security in Danzig; he had said he did not consider it entirely satisfactory, and there was no need for him to return to that point.

He would make a few remarks on the question of unemployment at Danzig, the importance of which Poland also appreciated.

M. Strasburger was glad to inform the Council that a few days previously he had notified the High Commissioner in a letter that, at his request, the Minister of Labour had issued several decrees in order to stop any influx of Polish labour into Danzig. He thought, however, that the Senate's apprehensions were exaggerated, and that the figures mentioned before the Council were somewhat higher than the actual figures. He had asked the representatives of Danzig to examine these figures with the Polish representative.

Il serait également très heureux si le Sénat prenait, pour arrêter l'afflux de la main-d'œuvre non dantzikoise, des mesures compatibles avec la situation juridique existante, mais il désire souligner que la question de l'afflux de la main-d'œuvre non dantzikoise à Dantzig n'est qu'un des éléments du grand problème du chômage. Le chômage à Dantzig s'explique d'abord par la crise générale et, ensuite, dans une certaine mesure, par la politique générale du Sénat de la Ville libre.

Il est assez difficile de faire une politique nettement hostile à tout ce qui n'est pas dantzikois et, d'autre part, de contraindre les non-Dantzikois, les Polonais, à venir à Dantzig et à y créer de nouvelles affaires. Par exemple, la dénonciation de l'accord concernant le stationnement des navires de guerre polonais à Dantzig ne va peut-être pas contribuer à l'essor économique de la Ville libre. En effet, sans vouloir faire de Dantzig une base militaire quelconque, la Pologne y possède des chantiers, des citernes à pétrole pour l'approvisionnement des navires, et, si elle n'avait pas le droit de faire stationner ses navires à Dantzig, il en résulterait de graves conséquences pour la vie économique de la Ville.

Le président du Sénat a dit — et M. Strasburger le note avec satisfaction — qu'il désirait le maintien du statut juridique actuel et l'établissement des relations les plus étroites avec la Pologne. Il a déclaré, d'autre part, qu'il fallait également sauvegarder la culture allemande de la partie de la population dantzikoise qui est allemande. M. Strasburger se permet de dire que les Allemands de Dantzig peuvent très bien maintenir et développer la culture allemande sans attaquer les autres nations et, surtout, sans attaquer le statut juridique de la Ville libre, qui garantit à Dantzig le libre développement de leur civilisation.

Puisque M. Ziehm a montré tant de compréhension pour les questions nationales, M. Strasburger voudrait lui rappeler que, à Dantzig, il existe une assez grande minorité polonaise qui n'est pas très satisfaite de la situation dans laquelle elle se trouve, et il exprime l'espoir que, grâce à des négociations, on trouvera le plus vite possible une solution, surtout en ce qui concerne la question, qui préoccupe actuellement l'opinion publique à Dantzig, de l'exercice des professions libres par les citoyens dantzikois de langue polonaise. Il espère que l'on arrivera à reconnaître la valeur des diplômes scolaires et universitaires polonais et à les assimiler aux diplômes équivalents allemands.

M. Strasburger partage l'avis du représentant de l'Allemagne, qui a estimé qu'il ne convenait pas de prendre des mesures pour empêcher les visites d'hommes d'État allemands à Dantzig, mais il ajoute que les personnalités qui viennent souvent à Dantzig ne devraient pas y prononcer des discours ni se

He would also be very glad if the Senate would take measures compatible with the present legal position to stop the influx of non-Danzig labour. He pointed out, however, that the question of the influx of non-Danzig labour into Danzig was only one factor in the big problem of unemployment. The unemployment in Danzig was explained, first, by the general crisis and then, to some extent, by the general policy of the Senate of the Free City.

M. Strasburger thought it would be somewhat difficult to carry out a policy definitely hostile to everything non-Danzig and, on the other hand, to compel non-Danzig persons, Poles, to go to Danzig to establish new business relations. For example, the denunciation of the agreement relating to the anchorage of Polish warships in Danzig would probably not contribute to the economic development of the Free City. Indeed, though Poland had no desire to make of Danzig a military base in any sense, she possessed there shipbuilding yards and oil reservoirs for supplying ships, and if her ships were not entitled to anchor at Danzig, the economic life of the City would be seriously affected.

The President of the Senate had said—and M. Strasburger noted this with satisfaction—that he desired the maintenance of the present legal statute and the establishment of the closest relations with Poland. He had also stated that the German culture of the German part of the population of Danzig should be safeguarded. M. Strasburger ventured to say that the Germans in Danzig could very well maintain and develop German culture without attacking other nations, and especially without attacking the legal statute of the Free City, which guaranteed in Danzig the unhindered development of their civilization.

As M. Ziehm had shown so much understanding of national questions, M. Strasburger pointed out to him that, in Danzig, there was a fairly large Polish minority which was not greatly satisfied with the present situation, and expressed the hope that, by means of negotiations, a solution would be found as quickly as possible, particularly for the question which at present engaged Danzig public opinion—the practice of the liberal professions by Polish-speaking Danzig citizens. He hoped that the value of Polish university and school diplomas would be recognized, and that they would be assimilated to the equivalent German diplomas.

M. Strasburger shared the view expressed by the representative of Germany that it was inadvisable to take measures to prevent German statesmen from visiting Danzig. He would, however, add that the eminent persons who visited Danzig frequently should not make speeches or take part

livrer à des manifestations contre le statut juridique de la Ville libre. Malheureusement, tel a été trop souvent le cas, cette année comme les années précédentes.

Il rappelle que le Conseil, dans sa séance du 22 mai 1931, a adopté une résolution par laquelle il a exprimé « sa désapprobation de toute manifestation ou action dirigée contre le statut de la Ville libre, de quelque côté que ce soit ». M. Strasburger espère que, pour atteindre ce but et réaliser les fins prévues dans la résolution du Conseil, la Pologne peut compter, non seulement sur la collaboration de Dantzig, mais aussi sur l'activité de tous les membres du Conseil, sans exception.

M. ZIEHM désire répondre aux observations du représentant de la Pologne. Celui-ci a qualifié la politique générale de Dantzig de peu amicale, sous certains rapports, envers la Pologne, et il a rappelé la dénonciation de l'accord conclu entre la Pologne et la Ville libre relativement à l'accès et au stationnement des navires de guerre polonais dans le port. En même temps, il a cru devoir montrer les conséquences fâcheuses que la dénonciation définitive de cet accord aurait pour l'existence et pour le développement de la prospérité de la Ville libre.

M. Ziehm rappelle que l'existence de la Ville libre et son statut ont été établis par la volonté même, d'une part, des Alliés et, d'autre part, de la Société des Nations, qui a déclaré, à ce moment, que la Ville libre ne pouvait être une base navale. Néanmoins, en 1921, Dantzig s'est montrée disposée à accorder l'accès de son port aux navires de guerre polonais ; elle a agi alors en toute liberté, et elle a conclu avec la Pologne un accord dont la dénonciation pouvait être faite en 1931.

L'échéance prévue étant arrivée, l'accord a été dénoncé, mais, M. Ziehm tient à le répéter, non dans une intention peu amicale envers la Pologne, et surtout pas dans l'intention de soulever des difficultés d'ordre économique pour les réparations et le ravitaillement des navires de guerre. Il s'agit d'une question qui, en principe, doit être définitivement élucidée, et il est permis de constater que la décision prise par le Conseil est de nature à donner une solution au conflit qui est à la base de toute cette affaire. Dans ces conditions, le Conseil ayant décidé de porter son attention sur le règlement de ce conflit, le Gouvernement de Dantzig s'est déclaré prêt à prolonger la convention intervenue entre la Pologne et la Ville libre.

M. Ziehm désire répondre également aux observations du représentant de la Pologne en ce qui concerne les minorités. M. Strasburger a parlé de l'équivalence des diplômes et certificats polonais que l'on demande à la Ville libre d'accepter pour l'exercice des professions libérales. Si M. Ziehm n'a pas

in manifestations directed against the legal statute of the Free City. Unfortunately, that had occurred too often during the present year, as in past years.

He pointed out that the Council, at its meeting on May 22nd, 1931, had adopted a resolution by which it expressed "its disapproval of all demonstrations or acts directed against the statute of the Free City from whatever quarter they may come". M. Strasburger thought that, in order to attain that object and to bring about the results anticipated in the Council resolution, Poland could count; not only on the co-operation of Danzig, but also on the help of all the Members of the Council without any exception.

M. ZIEHM, replying to the observations of the Polish representative, said that the latter had described the general policy of Danzig as not very friendly towards Poland in certain respects, and he had drawn attention to the denunciation of the agreement concluded between Poland and the Free City with regard to the entry and anchorage of Polish warships in the port. At the same time, he had thought it right to show the undesirable effects of the definitive denunciation of that agreement on the existence and development of the prosperity of the Free City.

M. Ziehm pointed out that the existence of the Free City and its statute had been established by the desire of the Allies and of the League of Nations, which had stated, at the time, that the Free City could not be a naval base. Nevertheless, in 1921, the Free City had agreed to allow Polish warships to enter its port; it had then acted freely, and had concluded an agreement with Poland which could be denounced in 1931.

The term mentioned in the agreement having expired, the latter had been denounced, not, he would repeat, with any unfriendly intention towards Poland, and, above all, not with the intention of creating economic difficulties in connection with the repairing and victualling of the warships. That was a question which, in principle, should be definitely cleared up, and he would note that the Council's decision was likely to lead to a solution of the dispute which was at the basis of the whole matter. In those circumstances, as the Council had decided to give its attention to the settlement of this dispute, the Government of Danzig was prepared to prolong the convention between Poland and the Free City.

M. Ziehm, replying to the Polish representative's observations in regard to the minorities, said that M. Strasburger had spoken of the equivalence of Polish diplomas and certificates, which the Free City was asked to accept for the purpose of the practice of the liberal professions. M. Ziehm

parlé de ce point, c'est parce qu'il n'en est pas fait mention dans le rapport du Haut-Commissaire. Aussi bien fait-il partie de l'ensemble des questions qui divisent la Pologne et la Ville libre et qui seront soumises à la Cour permanente de Justice internationale pour avis consultatif, puis au Conseil. En tout cas, dans des conversations particulières, M. Ziehm s'est déclaré prêt à discuter, jusqu'au moment où cette question de diplômes recevra une solution définitive, les bases d'une réglementation provisoire.

En concluant, il tient à dire qu'il ne lui semble ni opportun ni utile de joindre cette question à la grande question du chômage, qui est beaucoup plus urgente et pour laquelle Dantzig ne peut attendre longtemps une solution.

En ce qui concerne le reste des observations formulées par le représentant de la Pologne, M. Ziehm se borne à dire qu'il a déjà expliqué sa façon de voir dans son premier exposé.

Le vicomte CECIL OF CHELWOOD n'a pas l'intention d'entrer dans les questions spéciales qui viennent d'être discutées entre M. Ziehm et M. Strasburger. Il les remercie l'un et l'autre d'avoir accepté la résolution jointe à son rapport, et il exprime sa confiance que cette acceptation est le symbole et le symptôme d'une coopération plus étroite, à l'avenir, entre la Pologne et Dantzig.

A son avis, il y a un malentendu sur la question des manifestations. A la session de mai, le Conseil a exprimé sa désapprobation à l'égard de toutes manifestations dirigées contre le statut de la Ville libre, mais le vicomte Cecil ne croit pas que le Conseil ait voulu dire que toutes les manifestations de ce genre étaient nécessairement illégales. C'est évidemment une question à régler devant les tribunaux. Ce que le Conseil a voulu dire, c'est que, dans les circonstances très spéciales où se trouve Dantzig, il est à souhaiter que des expressions d'opinions de ce genre, portant sur des problèmes politiques brûlants, soient de caractère aussi modéré et aussi peu provoquant que possible. Tous ceux qui ont à cœur les intérêts de Dantzig et de la Pologne seront d'accord sur ce point.

Le devoir du Conseil en cette matière est parfaitement clair. La haute appréciation formulée dans le rapport de lord Cecil à l'égard du rapport du Haut-Commissaire sera certainement partagée par chacun des membres du Conseil. Aussi longtemps que le Haut-Commissaire se trouvera au poste difficile et lourd de responsabilités qu'il occupe actuellement, le devoir du Conseil est de lui apporter tout son concours et toute sa sympathie, appuyés sur toute l'autorité que possède nécessairement le Conseil.

had not referred to this matter because it was not mentioned in the High Commissioner's report. It did, indeed, form part of a whole group of questions at issue between Poland and the Free City, which would be submitted to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion and then to the Council. In any case, he had stated in private conversations that he was prepared to discuss a provisional settlement of the question of diplomas, pending a final solution.

In conclusion, M. Ziehm did not consider it advisable or expedient to associate this last question with the important question of unemployment, which was much more urgent, and in regard to which Danzig could not wait for long for a solution.

With regard to the Polish representative's other observations, M. Ziehm said that he had already explained his attitude in his first speech.

Viscount CECIL OF CHELWOOD did not propose to go into the special questions which had been debated between M. Ziehm and M. Strasburger. He thanked them both for having accepted the resolution attached to his report, and he trusted that that acceptance was a symbol and a symptom of closer co-operation between Poland and Danzig in the future.

There was, he thought, a misunderstanding with regard to the question of demonstrations. At its May session, the Council had expressed disapproval of all demonstrations directed against the statute of the Free City, but he did not understand the Council to have said that all such demonstrations were necessarily illegal. That was obviously a matter to be settled by the courts. What the Council had meant was that, in the very special circumstances of Danzig, it was desirable that such expressions of opinion on burning political subjects should be as moderate and unprovocative in character as possible. Everyone who had the interests of Danzig and of Poland at heart would agree on that point.

The Council's duty in the matter was perfectly clear. The high appreciation of the High Commissioner's report expressed in Lord Cecil's report would, undoubtedly, be shared by every member of the Council. So long as the High Commissioner occupied his present responsible and difficult position, the Council's duty was to give to him its full support and sympathy backed by all the authority which the Council necessarily possessed.

Le projet de résolution proposé par le rapporteur dans son rapport est adopté.

Le vicomte CECIL OF CHELWOOD soumet alors le projet de résolution suivant [1] :

[*Voir p.* 9.]

Le projet de résolution est adopté.

M. Ziehm et le comte Gravina se retirent.

3.

[*Communiqué aux membres du Conseil.*]

C. 502. 1931. I.

Genève, le 27 août 1931.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

VILLE LIBRE DE DANTZIG

Relations dantziko-polonaises.

RAPPORT SPÉCIAL DU HAUT-COMMISSAIRE, EN DATE DU 15 AOÛT 1931, ET RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE EN DATE DU 20 AOÛT 1931 [2]

Note du Secrétaire général. — En exécution de la résolution du Conseil du 22 mai 1931, le Haut-Commissaire a adressé au Conseil de la Société des Nations un rapport spécial, en date du 15 août 1931, avec six annexes, et un rapport spécial supplémentaire, en date du 20 août 1931, sur la situation à Dantzig. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ces rapports au Conseil, pour examen.

RAPPORT SPÉCIAL DU HAUT-COMMISSAIRE.

Dantzig, le 15 août 1931.

[*Déjà reproduit ; voir pp.* 14-17.]

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DU HAUT-COMMISSAIRE.

Dantzig, le 20 août 1931.

[*Déjà reproduit ; voir pp.* 18-19.]

---

[1] Document C. 568. 1931. I.

[2] Pour le rapport précédent, voir document C. 285. 1931. I.

The draft resolution proposed by the Rapporteur in his report was adopted.

Viscount CECIL OF CHELWOOD then presented the following draft resolution[1]:

[*See p.* 9.]

The draft resolution was adopted.

M. Ziehm and Count Gravina withdrew.

3.

[*Distributed to the Members of the Council.*]

C. 502. 1931. I.

Geneva, August 27th, 1931.

LEAGUE OF NATIONS.

FREE CITY OF DANZIG.

Danzig-Polish relations.

SPECIAL REPORT BY THE HIGH COMMISSIONER DATED AUGUST 15th, 1931, AND SUPPLEMENTARY REPORT DATED AUGUST 20th, 1931[2].

Note by the Secretary-General.—In conformity with the Council's resolution of May 22nd, 1931, the High Commissioner has submitted to the Council of the League of Nations a special report, dated August 15th, 1931, with six annexes, and a supplementary special report dated August 20th, 1931, on the situation in Danzig. The Secretary-General has the honour to communicate these reports for the consideration of the Council.

REPORT BY THE HIGH COMMISSIONER.

Danzig, August 15th, 1931.

[*Already reproduced ; see pp.* 14-17.]

SUPPLEMENTARY REPORT BY THE HIGH COMMISSIONER.

Danzig, August 20th, 1931.

[*Already reproduced ; see pp.* 18-19.]

---

[1] Document C. 568. 1931. I.

[2] For the preceding report, see document C. 285. 1931. I.

Appendice I.

« GESETZBLATT » DE DANTZIG, N° 32, DU 2 JUILLET 1931.

(Ce document est conservé au Secrétariat.) [*Voir p.* 51.]

Appendice II.

LETTRE DU PRÉSIDENT DU SÉNAT DE DANTZIG AU HAUT-COMMISSAIRE.

[*Traduction de l'allemand.*] Dantzig, le 3 juillet 1931.

Comme suite à ma lettre du 26 juin 1931, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Par une loi concernant le maintien de l'ordre public, que le Sénat vient d'adopter, des règles plus sévères ont été édictées en vue d'empêcher la presse d'exciter les esprits.

En outre, le *Volkstag* a voté une loi donnant pouvoir au Sénat d'édicter des règles restrictives et plus rigoureuses, en ce qui concerne notamment les associations et le port d'armes. Cette loi de pleins pouvoirs reste dans le cadre de la Constitution ; il a été expressément stipulé que les dispositions de celle-ci sont maintenues sur tous les points. Le *Volkstag* a déjà voté, à plusieurs reprises, des lois de cette nature. Les règlements ont été édictés par le Sénat sur la base de la loi de pleins pouvoirs. Nous vous en donnerons communication dès qu'ils auront paru au *Bulletin des Lois*.

Les règlements eux-mêmes, se référant à de nombreuses dispositions existantes, sont difficilement compréhensibles lorsqu'on ne connaît pas ces dernières ; le Sénat a donc adressé hier à la presse un communiqué reproduisant, sous une forme intelligible, la matière des règlements ainsi promulgués. Je joins à la présente ce communiqué de presse tel qu'il a été reproduit exactement dans les *Danziger Neuesten Nachrichten*.

A propos de la décision prise par le Conseil de la Société des Nations, le 22 mai 1931, je me permets de signaler notamment ce qui suit :

1. La susdite loi sur le maintien de l'ordre public renferme des dispositions destinées à assurer le respect du statut politique de la Ville libre de Dantzig, tel qu'il résulte de la Constitution.

2. Les règlements édictés interdisent aux organisations politiques étrangères le port d'uniformes. Le Sénat ne juge pas opportun d'édicter une interdiction générale de ce genre pour les organisations de la Ville libre. Non seulement les organisations de droite et surtout celles de gauche ont demandé instamment qu'on n'ait pas recours à cette interdiction, mais d'importantes raisons d'ordre pratique s'y opposent.

Appendix I.

"DANZIG GESETZBLATT", NO. 32, OF JULY 2nd, 1931.

(This document is kept in the Secretariat.) [*See p.* 51.]

Appendix II.

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE DANZIG SENATE TO THE HIGH COMMISSIONER.

[*Translation from the German.*] Danzig, July 3rd, 1931.

Further to my letter of June 26th, 1931, I have the honour to inform you as follows:

A law for the safeguarding of public order passed by the *Volkstag* provides for stricter measures with a view to preventing incitement by the Press.

Further, by a law enacted by the *Volkstag*, the Senate has been empowered to issue more severe and restrictive provisions relating more particularly to matters concerning associations and the carrying of arms. The law conferring these special powers is strictly in accordance with the Constitution; it was expressly stated that no modification whatsoever should be made in the provisions of the Constitution. Such laws have already been passed by the *Volkstag* on different occasions. The legal regulations framed in virtue of the above-mentioned law are being issued by the Senate. These will be forwarded to you as soon as they are published in the *Legal Gazette*.

As the regulations in question refer to a larger number of existing provisions, it is by no means easy to understand them without some knowledge of the latter; the Senate accordingly yesterday published a Press *communiqué* reproducing the contents of the new regulations in a clear and intelligible form. I am forwarding the Press *communiqué* as it appeared in the *Danziger Neuesten Nachrichten*.

With reference to the resolution passed by the Council of the League of Nations on May 22nd, 1931, I beg to draw attention more particularly to the following:

1. The above-mentioned law for the maintenance of public order contains provisions with a view to safeguarding the Free City's form of Government as established by the Constitution.

2. The legal regulations forbid the wearing of special uniform by foreign political organizations. The Senate does not consider it expedient to issue a general prohibition applicable to organizations belonging to the Free City. Apart from the fact that both the Right and, more particularly, the Left organizations have made urgent representations that such a prohibition should not be pronounced, there are important practical reasons for abstaining from any general prohibition of this nature.

Dans le cadre restreint de la Ville libre de Dantzig, les membres d'organisations politiques se reconnaissent, même lorsqu'ils ne portent pas d'uniforme. Les effets qu'a entraînés, ailleurs, que dans la Ville libre, une interdiction générale du port d'uniformes, montrent que celle-ci n'a pas empêché de violentes collisions entre les divers groupes politiques ; au contraire, malgré cette interdiction, des troubles graves et même des assassinats politiques ont eu lieu fréquemment.

C'est dans le port d'armes par les membres d'organisations politiques que réside le danger des collisions. Le Sénat a donc édicté à ce sujet des règles rigoureuses et restrictives s'appliquant plus particulièrement aux organisations qui portent un uniforme. Je signalerai notamment l'interdiction faite aux membres de ces organisations d'avoir sur eux des armes à feu ou des armes contondantes ou tranchantes, lorsqu'ils portent en totalité ou en partie l'uniforme particulier de leur organisation. Des peines sévères sont prévues en cas de contravention.

Le Sénat estime que, dans l'état actuel des choses, ces dispositions suffisent à empêcher efficacement que des collisions entre organisations politiques ne viennent compromettre la sécurité, la paix et l'ordre publics.

(*Signé*) Dr ZIEHM.

Sous-appendice.

EXTRAIT DES « DANZIGER NEUESTE NACHRICHTEN » DU 2 JUILLET 1931.

[*Traduction de l'allemand.*]

LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC A DANTZIG.

. . . . . .

Les dispositions essentielles des règlements édictés par le Gouvernement sont les suivantes :

Possibilité de dissoudre les associations.

Le règlement qui amende la loi du Reich sur les associations renforce certaines dispositions de cette loi, dans le cadre des articles 84 et 85 de la Constitution. En particulier, la possibilité de *dissoudre les associations*, possibilité qui, jusqu'ici, existait en général lorsqu'une association violait les lois pénales, est étendue aux cas dans lesquels, au su du comité directeur de l'association, il est parlé de certains délits en des termes tels qu'il faut y voir une *incitation à les commettre*, à savoir la haute trahison, les attaques injurieuses contre le statut politique de Dantzig ou le dénigrement de ce statut, les calomnies ou les insultes à l'adresse du gouvernement ou d'un de ses membres, les invitations publiques à la désobéissance aux lois, les cas graves de violation de domicile, la violation de la paix publique, le dénigrement des institutions publiques. Une association peut également être dissoute lorsque, au su du comité directeur ou de membres de ce comité, plus de trois membres de l'association possèdent des armes ou en sont porteurs, sans être munis de l'autorisation requise.

Within the small circles of the Free City of Danzig, members of the political organizations all recognize one another without any particular uniform. Experience obtained outside the Free City of Danzig in regard to a general prohibition to wear special uniform showed that such a prohibition was not effective in preventing serious collisions between different political groups; on the contrary, despite the prohibition, serious excesses and even political assassinations took place on more than one occasion.

The danger of collisions lies in the carrying of weapons by the political organizations. The Senate has accordingly issued severer and more restrictive provisions, particularly for organizations which wear a special uniform. I might mention the provision under which members of political organizations are prohibited from carrying arms (fire-arms, cutting and thrusting weapons) when wearing the special uniform of their organization or any part of such uniform. Persons contravening that provision are liable to heavy penalties.

The Senate considers that, in the present circumstances, the provisions in question are suitable and adequate for the purpose of effectively preventing collisions—between political organizations—which constitute a menace to public safety, peace and order.

(*Signed*) Dr. ZIEHM.

Sub-Appendix.

EXTRACT FROM THE "DANZIGER NEUESTE NACHRICHTEN" OF JULY 2nd, 1931.

[*Translation from the German.*]

MAINTENANCE OF ORDER IN DANZIG.

. . . . . .

The main provisions of the regulations issued by the Government are as follows:

Circumstances in which Associations may be dissolved.

The severity of certain provisions of the German Law on Associations is increased, within the limits allowed by Articles 84 and 85 of the Constitution, by the legislative decrees modifying this Law. In particular, the *dissolution of associations*, which as a general rule was only permissible when the latter were guilty of offences against the criminal law, will be possible whenever the committee of an association is privy to the discussion of certain offences in a manner which may be regarded as constituting an *incitement to commit such offences*. These latter are as follows: high treason, attempts to bring the Constitution of Danzig into discredit or contempt, slander or abuse of the Government or of a member of the Government, public incitement to disobedience to the law, serious "breach of the domestic peace", "breach of the public peace" and attempts to bring public institutions into contempt. An association may also now be dissolved if its committee or any members of the committee are privy to the unauthorized possession or bearing of arms by more than three members of the association.

Restriction du droit de réunion. — La loi du Reich sur les associations stipule, au paragraphe 11, qu'aucune personne ne doit, dans une réunion publique ou un cortège, porter des armes sans une autorisation officielle. Le règlement édicté par le Sénat a modifié la *définition du port d'armes* en ce sens *que tout participant sera considéré comme étant armé, lorsqu'il portera ou tiendra prêt un objet destiné par lui à causer des blessures, soit pour attaquer, soit pour se défendre. Les pistolets de tir à blanc* (Schreckschuss-pistolen) *sont également compris dans cette catégorie, de même que les matraques en usage jusqu'ici dans les organisations de lutte.*

Les dispositions pénales de la loi du Reich sur les associations ont été renforcées comme suit : Sera passible d'une peine de prison allant jusqu'à un mois et d'une amende pouvant atteindre 1.000 gulden, ou de l'une de ces peines, quiconque, *lorsqu'une réunion aura été dissoute, ne se sera pas immédiatement éloigné.*

Sera également passible d'*une peine de prison non inférieure à un mois*, à laquelle pourra s'ajouter une amende allant jusqu'à 3.000 gulden, quiconque, sans avoir fait la déclaration prescrite à l'article 84 de la Constitution de Dantzig, ou en dérogeant intentionnellement aux termes de la déclaration, ou encore en violant une interdiction ou une obligation imposée, organisera une réunion ou un cortège, et quiconque prendra la parole dans ces réunions. Les participants à une réunion de ce genre seront passibles d'une peine de prison allant jusqu'à un an et d'une amende pouvant atteindre 1.000 gulden, ou de l'une de ces deux peines.

Quiconque fera acte de membre d'une association dissoute en vertu des dispositions du paragraphe 2 de la loi du Reich sur les associations, ou soutiendra d'autre manière l'association dissoute, ou maintiendra l'organisation et les liens créés par cette association, sera passible d'une *peine de prison allant jusqu'à trois ans et d'une amende pouvant atteindre* 1.000 *gulden*, ou de l'une de ces deux peines. Sera assimilée à l'association dissoute toute association soi-disant nouvelle qui, en fait, sera la même que l'ancienne.

La sanction pénale frappant le port d'armes non autorisé, dans une réunion ou un cortège, a été sensiblement aggravée : elle comportera, en effet, *une peine de prison non inférieure à trois mois*, qui pourra être accompagnée d'une amende allant jusqu'à 3.000 gulden. En outre, les armes pourront être confisquées, qu'elles appartiennent ou non à l'auteur du délit.

Qui peut posséder des armes ? — Le règlement sur les armes institue une nouvelle réglementation pour le port de celles-ci. Le règlement de police applicable jusqu'ici à cet égard a été abrogé et remplacé par le nouveau règlement du Sénat sur les armes. Ce règlement, qui comprend trente-cinq paragraphes, définit tout d'abord, au paragraphe 1, les termes armes à feu, munitions, dépôts d'armes, dépôts de munitions et armes contondantes ou tranchantes.

La *fabrication industrielle d'armes à feu ou de munitions* est subordonnée à l'autorisation du Sénat. La loi du 17 mai 1922 sur la fabrication, la vente et l'entreposage de matériel de guerre n'est

Restrictions on the Right of Assembly.—Paragraph 11 of the German Law on Associations provides that no person may appear armed at a public meeting or in a procession without the permission of the authorities. The Senate's Legislative Decree defines the word "armed" as follows: *"Any person present at a meeting shall be deemed to be armed if he bears or holds in readiness any object capable of being used by such person for inflicting wounds either in attack or defence. This category includes pistols for the firing of blank cartridges, also together with the bludgeons hitherto in common use in militant organizations."*

The severity of the punitive clauses of the German Law on Associations has been increased in such a way as to make any person, who *does not immediately leave the scene of a meeting which has been broken up,* liable to a term of imprisonment not exceeding one month and a fine not exceeding one thousand gulden, or to one or other of these penalties.

A penalty of *not less than one month's imprisonment,* to which may be added a fine not exceeding three thousand gulden, is inflicted upon any person organizing a meeting or procession in defiance of a prohibition or order or without having made the declaration required by Article 84 of the Danzig Constitution, or who deliberately disregards the terms of such declaration. The same penalties apply to speakers at such meetings, while those present are liable to a term of imprisonment not exceeding one year and a fine not exceeding one thousand gulden, or to one or other of these penalties.

Any person guilty of active membership in an association which has been dissolved in accordance with paragraph 2 of the German Law on Associations, or who supports such an organization in any other manner, or who perpetuates the organization set on foot by such an association, shall be liable to a *term of imprisonment not exceeding three years and a fine not exceeding one thousand gulden.* Any alleged new association which, in fact, is merely a continuation of one which has been dissolved shall be treated as such.

The penalty for appearing armed in a meeting or procession without authorization is considerably heavier than formerly, as persons guilty of this offence are liable to *a term of imprisonment of not less than three months,* to which may be added a fine not exceeding three thousand gulden. It is further provided that weapons may be confiscated whether the property of the guilty person or not.

Persons entitled to possess Arms.—The Legislative Decree relative to arms contains entirely new regulations concerning the bearing of arms. The police order which until now regulated this question has been superseded by the Senate's new Legislative Decree relative to arms. The first of the thirty-five paragraphs of this Decree defines the terms fire-arms, ammunition, arms depot, ammunition depot, and weapons for cutting and thrusting.

The *manufacture of fire-arms or ammunition for commercial purposes* must be authorized by the Senate. The Law on the Manufacture, Sale and Storing of War Material of May 17th, 1922, is

pas modifiée. Aux termes des paragraphes 5 et suivants, le commerce des armes à feu et des munitions est également subordonné à une autorisation. Le paragraphe 8 interdit le prêt de sommes d'argent sur les armes à feu ou les munitions par les maisons publiques ou privées de prêts sur gage. En vue d'améliorer le contrôle des armes à feu, il est prescrit, au paragraphe 9, que seules peuvent être mises en vente dans le commerce, ou cédées à des tiers, les armes à feu portant la raison sociale ou la marque de fabrique enregistrée du fabricant ou du commerçant, ainsi qu'un numéro de série. En vertu du paragraphe 10, il faut en général une autorisation pour pouvoir acquérir des armes à feu et des munitions. Le paragraphe 14 réglemente l'acquisition d'armes à feu ou de munitions par héritage. Dans ce cas, une déclaration doit être faite à la police locale dans un délai de six semaines.

Pour pouvoir porter une arme à feu en dehors de son habitation, il faut être muni d'un *permis de port d'armes*, qui peut être établi, soit pour tout le territoire de la Ville libre de Dantzig, soit pour un district déterminé plus restreint, soit, enfin, pour certaines occasions et certains lieux expressément spécifiés. En général, ce permis est valable pour un an, sous réserve de retrait, mais cette durée peut aussi être abrégée. Quiconque possède une arme à feu dans son habitation, dans les locaux servant à l'exercice de sa profession, ou dans sa propriété close, doit être muni du *permis de possession d'armes* dont la durée est illimitée, mais qui peut être retiré. Il est fait exception à cette règle pour les fusils à air comprimé avec canon non rayé. En général, les autorisations d'achat d'armes et de munitions, ainsi que les permis de port ou de possession d'armes, ne doivent être délivrés qu'à des personnes sûres et lorsque la nécessité en est démontrée.

Le paragraphe 17 prescrit que *toutes les personnes possédant des armes à feu ou des munitions sans y avoir droit doivent, sans retard, remettre celles-ci en dépôt à la police locale, contre récépissé.*

Aux termes du paragraphe 20, le *permis de chasse annuel* donne à son détenteur le droit d'acquérir des armes de chasse et des pistolets dans les limites fixées par le permis, ainsi que les munitions nécessaires, et, en outre, celui de porter des armes à feu à la chasse, pour la garde d'une chasse et pour s'exercer au tir, ainsi que pour se rendre au lieu de chasse ou au stand et pour en revenir. Dans les mêmes limites, le permis de port d'armes donne également le droit de porter un pistolet et, en vertu du paragraphe 25, des armes contondantes ou tranchantes.

Le paragraphe 21 réglemente l'importation des armes à feu et munitions et le paragraphe 22 la possession d'un dépôt d'armes ou de munitions n'appartenant pas à une entreprise industrielle autorisée en vertu du règlement ou à une autorité spécifiée dans celui-ci. Il est également requis, dans ce cas, une autorisation officielle qui ne doit être délivrée qu'à des personnes sûres. Le paragraphe 23 interdit la fabrication d'armes à feu particulièrement dangereuses dénommées fusils de braconnier, c'est-à-dire de fusils dissimulés dans des cannes, des parapluies, etc. Sont également interdites les armes à feu munies d'un amortisseur de détonation ou d'un projecteur.

unaffected. According to paragraphs 5 and following, authorization must also be obtained for trading in fire-arms or ammunition. Paragraph 8 forbids the lending of money on the security of fire-arms and ammunition by public or private pawnbroking establishments. With a view to the special supervision of fire-arms, paragraph 9 requires that fire-arms shall not be offered for sale or transferred to others, unless they bear the stamp or registered trade-mark of the manufacturer or dealer, together with the manufacturer's serial number. Paragraph 10 makes the acquisition of fire-arms and ammunition subject, as a general rule, to the possession of a permit for the acquisition of arms or ammunition. The acquisition of fire-arms or ammunition by inheritance is dealt with in paragraph 14 of the Decree. In this case, the local police must be notified within six weeks.

Any person bearing fire-arms outside his dwelling is required to be in possession of a *gun licence*. Such licences may be granted either for the whole territory of the Free City of Danzig or for one limited area, or even for stated occasions and localities. In general, gun licences are valid for one year, subject to revocation. The validity may also be limited to a shorter period. Any person keeping fire-arms in his home, place of business or enclosed property requires a *permit to possess arms*. Such licences are valid for an unlimited period, subject to cancellation. An exception is made in the case of air-guns with non-rifled barrels. As a general rule, permits for the acquisition of arms and ammunition, gun licences, or permits for the possession of arms, may only be issued to reliable persons who can prove that such are necessary to them.

Paragraph 17 requires *all persons in unauthorized possession of fire-arms or ammunition to hand over such arms and ammunition without delay to the local police authorities. The latter shall give receipts for all articles thus handed over.*

Paragraph 20 provides that *annual hunting permits* entitle holders to acquire hunting weapons and revolvers within the limits indicated on the permit, and also to acquire the necessary ammunition. The same paragraph further provides that the hunting-permit authorizes the holder to carry weapons while hunting or for the protection of the hunting-grounds, or for practice shooting, as well as on all journeys directly connected therewith. The gun licence, within similar limits, authorizes the carrying of a pistol, and under paragraph 25, of cutting or thrusting weapons.

Paragraph 21 deals with the importation of fire-arms and ammunition. Paragraph 22 deals with the possession of an arms or ammunition depot not connected with a business enterprise authorized in accordance with the Decree or not belonging to one of the authorities specified therein. In this case also, an official authorization is required and is only issued to reliable persons. Paragraph 23 forbids the manufacture of specially dangerous fire-arms, such as the so-called poachers' guns—i.e., guns concealed in sticks, umbrellas, etc. Similarly, fire-arms fitted with silencers or with reflectors are prohibited.

Interdiction du port d'armes pour les organisations de lutte. — Le port d'armes contondantes ou tranchantes n'est pas autorisé en dehors des habitations, des bureaux ou des propriétés closes.

En vertu du paragraphe 26, *il est interdit aux membres d'organisations politiques, lorsqu'ils portent, en totalité ou en partie, l'uniforme de leur organisation, d'avoir sur eux des armes à feu ou des armes contondantes ou tranchantes, même s'ils possèdent un permis de port d'armes ou un permis de chasse.*

Dans certains cas spéciaux, le Sénat peut accorder des dispenses à cette règle. Parmi les *dispositions pénales*, une importance particulière s'attache au paragraphe 29, qui prévoit une *peine de prison non inférieure à trois mois* pour toute personne qui se rendra dans un lieu public pour participer à une manifestation politique et sera trouvée armée. Quiconque portera sans autorisation une arme à feu ou autre, et en fera usage contre une autre personne ou l'en menacera, sera passible d'une *peine de prison de six mois au moins*, à laquelle pourra s'ajouter une amende allant jusqu'à 3.000 gulden, sans préjudice des sanctions plus graves dont cet acte pourrait être passible en vertu d'autres dispositions.

Le paragraphe 31 contient une disposition transitoire aux termes de laquelle toute personne qui, lors de l'entrée en vigueur du règlement, exercera une industrie ou possédera un dépôt d'armes ou de munitions pour lequel le règlement prescrit une autorisation, *devra demander cette autorisation dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur du règlement, à défaut de quoi elle deviendra passible de sanctions pénales. Les personnes qui auraient eu leur possession des armes à feu ou des munitions lors de l'entrée en vigueur du règlement, alors que les dispositions de celui-ci ne l'y autoriseraient pas, deviendront passibles de sanctions pénales à l'expiration d'un délai de trois semaines après l'entrée en vigueur dudit règlement.*

Détention à titre préventif (Schutzhaft). — Un autre règlement du Sénat apporte des amendements à l'alinéa 2 du paragraphe 6 de la *loi du 12 février* 1850 *sur la protection de la liberté individuelle*, en ce sens que la police ne pourra détenir des personnes à titre préventif *au delà de trois semaines*, et que les mêmes personnes ne pourront faire l'objet de la même mesure dans les trois mois qui suivront. L'arrestation sera décidée, dans les communes où l'administration de la police est une administration d'État, par le *Polizeipräsident* et, dans les autres communes, par le *Landrat*. Les personnes arrêtées pourront en appeler au Sénat.

Le port d'uniformes n'est interdit qu'aux étrangers. — Un autre règlement interdit, sous peine de sanctions pénales, *le port d'uniformes aux membres d'organisations politiques étrangères*. Toute dérogation à cette règle doit être autorisée par le Sénat. Au sens de ce règlement, le terme « organisations étrangères » s'entend également d'organisations appartenant à la même association générale que des organisations existant à Dantzig, mais *dont la section, le groupement local, régional, etc., a son siège en dehors du territoire de la Ville libre.*

Tous ces règlements entreront en vigueur le jour de leur publication au *Bulletin des Lois.*

Prohibition of the Possession of Weapons by Militant Societies.—The bearing of cutting or thrusting weapons by any person outside his dwelling, place of business or enclosed property is prohibited. Under paragraph 26, *members of political organizations wearing the uniform of their organization or any part thereof are prohibited from bearing fire-arms or cutting or thrusting weapons, even if in possession of a gun licence or annual hunting-permit.*

The Senate may make exceptions to this rule when such a course is justified by special circumstances. Of the *punitive clauses*, paragraph 29 is especially important. It provides that any person appearing armed in a public place in the company of others and for political objects shall be liable to a *term of imprisonment of at least three months.* Any person bearing fire-arms or cutting or thrusting weapons without authorization and using them to commit or threaten acts of violence against another shall be liable to a *term of imprisonment of at least six months*, to which may be added a fine not exceeding 3,000 gulden, unless the offence is punishable with a heavier penalty under other provisions.

Paragraph 31 contains a transitional clause providing that any person in possession, when the Decree comes into force, of a business or arms or ammunition depot in respect of which the Decree requires official authorization *shall apply for such authorization within one month of the coming into force of the Decree. Those failing to comply with this provision shall be prosecuted. Persons in possession of firearms or ammunition when the Decree comes into force, without having obtained the authorization required therein, shall be liable to prosecution within three weeks of the coming into force of the Decree.*

Provisions relative to Preventive Arrest (Schutzhaft).—Another legislative Decree issued by the Senate modifies sentence 2 of paragraph 6 of the *Law for the Protection of Personal Freedom, of February 12th*, 1850, and provides that police custody of detained persons (*Schutzhaft*) *shall not exceed three weeks*, and shall not be renewed within a period of three months. In districts under the control of the State Police, decisions regarding the holding of persons in custody shall be taken by the Police President, and in other districts by the head of the Administration (*Landrat*). Persons thus detained shall be entitled to appeal to the Senate.

Prohibition of Uniforms in the Case of Foreigners only.—Another legislative Decree prohibits and punishes the *wearing of uniforms by members of foreign political organizations.* Exceptions can only be authorized by the Senate. For the purposes of this Decree, foreign organizations include those affiliated to the same central associations as organizations existing in Danzig itself, *but the headquarters of whose local union, district group, etc., are situated outside the territory of the Free City.*

All these decrees come into force on publication in the *Legal Gazette.*

Appendice III.

« GESETZBLATT » DE DANTZIG, N° 33, DU 3 JUILLET 1931.

(Ce document est conservé au Secrétariat.) [*Voir p.* 54.]

Appendice IV.

RAPPORT DU GOUVERNEMENT DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS DANTZIKO-POLONAISES DEPUIS LA SESSION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, QUI S'EST TENUE A LA FIN DE MAI 1931.

[*Traduction de l'allemand.*] Dantzig, le 14 août 1931.

Dans sa séance du 22 mai 1931, le Conseil de la Société des Nations, conformément au rapport présenté par le rapporteur, M. Henderson, a adressé à Dantzig et à la Pologne un pressant appel, « en les invitant de prendre toutes mesures utiles pour rétablir un esprit de confiance et de collaboration dans les relations dantziko-polonaises et calmer l'opinion publique dans les deux pays ».

En même temps, le Conseil invitait le Haut-Commissaire de la Société des Nations à Dantzig « à lui adresser un nouveau rapport sur la situation pour la prochaine session du Conseil ».

Le Gouvernement de la Ville libre de Dantzig a déjà souligné, en réponse aux réclamations présentées du côté polonais, avant la dernière session du Conseil et au cours de cette session, que jamais on n'avait empêché la République polonaise d'exercer à Dantzig les droits économiques qui lui sont conférés par les traités et qu'aucun Polonais n'avait jamais été empêché d'exercer son activité à Dantzig, pour autant que cette activité était placée sous la garantie des traités et que ce Polonais se conformait aux lois du pays.

Nous avions également souligné que les forces dont disposent les autorités dantzikoises, notamment les autorités de police et de justice, ainsi que l'objectivité et l'impartialité dont ces autorités font preuve, suffisaient pour garantir aux Polonais résidant à Dantzig qu'ils ne souffriront d'aucune injustice. Nous avons, en outre, montré que, lorsque la Pologne se plaint d'une protection soi-disant insuffisante de ses ressortissants à Dantzig, il s'agit presque toujours d'affaires sans importance.

Tout en demeurant convaincu que les dispositions législatives en vigueur jusqu'à présent à Dantzig suffisent parfaitement pour assurer le maintien absolu de la sécurité et de l'ordre publics dans des conditions normales, le Gouvernement dantzikois, afin de montrer, une fois de plus, qu'il désire faire tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à l'appel adressé par le Conseil de la Société des Nations, a promulgué, peu après la dernière session du Conseil, une série de lois, de règlements et de mesures dont il a communiqué le texte au Haut-Commissaire de la Société des Nations.

Ces lois et ces règlements renforcent les dispositions destinées à combattre les provocations politiques lancées par la voie de la

Appendix III.

"DANZIG GESETZBLATT", NO. 33, OF JULY 3rd, 1931.

(This document is kept in the Secretariat.) [*See p.* 54.]

Appendix IV.

REPORT BY THE GOVERNMENT OF THE FREE CITY OF DANZIG ON THE DEVELOPMENT OF DANZIG-POLISH RELATIONS SINCE THE SESSION OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS AT THE END OF MAY 1931.

[*Translation from the German.*] Danzig, August 14th, 1931.

At its meeting on May 22nd, 1931, the Council of the League of Nations, after hearing a report by Mr. Henderson, Rapporteur, addressed to Danzig and Poland an urgent request "to take such action as may be required in order to re-establish a spirit of confidence and co-operation in the relations between Danzig and Poland and to calm public opinion in both countries".

The Council at the same time requested the High Commissioner of the League of Nations at Danzig "to submit a further report on the situation for the next session of the Council".

Both before and during the last session of the Council the Government of the Free City of Danzig maintained, in reply to Polish complaints, that nothing had ever been done to interfere with the exercise in Danzig of Poland's economic rights under the treaties or with the exercise by any Pole of his activities in Danzig as guaranteed by treaties, subject to compliance with the laws of the land.

We maintained further that the Danzig authorities, particularly the police and judicial authorities, by reason both of their strength and their fairness and impartiality, offer an adequate guarantee that Poles in Danzig shall suffer no injustice. We also pointed out that, as regards the complaints brought forward by Poles on account of the alleged insufficient protection of Polish nationals in Danzig, practically every case was of a trifling nature.

The Danzig Government adheres to the view that the legal provisions hitherto applicable in Danzig are quite adequate in normal circumstances to ensure the complete maintenance of public security, peace and order. Nevertheless, as further evidence of its willingness to do everything on its side to comply with the Council's appeal, it issued, shortly after the last session of the Council, a series of laws and decrees and adopted various measures which it communicated to the High Commissioner of the League of Nations.

The laws and decrees in question contain stricter provisions with a view to preventing political incitement by the Press. Stricter

presse. En outre, des dispositions plus sévères ont été édictées concernant les associations et le port des armes. C'est ainsi qu'il est interdit, par exemple, aux organisations politiques dont les membres revêtent un uniforme de porter des armes à feu, ainsi que des armes contondantes ou tranchantes. Enfin, les lois et les règlements précités contiennent les dispositions relatives au maintien de la forme politique de l'État libre telle qu'elle résulte de la Constitution.

Après la promulgation de ces lois, les querelles qui divisent les partis politiques, si elles n'ont pas pu être entièrement éliminées, ce qui n'est pas plus possible à Dantzig que dans tout autre État, vu les difficultés économiques du moment présent, se manifestent du moins sous une forme plus tranquille. A l'égard de la Pologne, la population dantzikoise a conservé l'attitude que le Gouvernement dantzikois, dans l'intérêt du maintien de bonnes relations avec l'étranger, lui avait recommandée dans sa proclamation du 16 avril 1931. Dans cette proclamation, le gouvernement avait invité la population à observer une stricte discipline et à respecter les convictions d'autrui.

Toutes les infractions sont immédiatement poursuivies, sans considération de personne, et réprimées sévèrement et rapidement par tous les moyens qu'offre le droit pénal ; lorsque faire se peut, les délinquants sont poursuivis devant le juge de procédure sommaire appelé *Schnellrichter*.

Nous pouvons résumer ce qui précède en disant que Dantzig a tout fait pour maintenir la paix à Dantzig et rétablir de bonnes relations avec la Pologne, comme le disait le rapporteur du Conseil en mai 1931. Même la presse polonaise a déclaré qu'il fallait reconnaître en toute justice que le Gouvernement de Dantzig avait pris des mesures efficaces en vue d'apaiser la population.

Malgré tout, une collaboration constante ne s'est pas établie entre Dantzig et la Pologne depuis la dernière session du Conseil. Le Gouvernement de Dantzig estime qu'il faut attribuer ce manque de collaboration au fait que, malheureusement, du côté polonais, on n'a pas suffisamment fait preuve de l'esprit de compréhension et de conciliation indispensable pour l'établissement d'une collaboration efficace entre les deux États.

Dans les domaines les plus divers, le Gouvernement polonais et, à sa suite, de nombreux milieux polonais se sont crus autorisés à prendre, même après la session de mai, certaines mesures préjudiciables aux intérêts de Dantzig, ou bien l'on a constaté que l'esprit de conciliation désirable faisait défaut. Il s'agit de mesures d'ordre économique et financier. D'autre part, la presse polonaise, loin de contribuer par son attitude à une détente, n'a fait qu'aggraver les divergences de vues. D'ailleurs, diverses actions entreprises du côté polonais ont apporté le trouble dans la population.

I. — Les relations entre Dantzig et la Pologne souffrent particulièrement du préjudice que causent à la Ville libre certaines mesures économiques prises par le Gouvernement polonais. Nous devons malheureusement constater que la situation à cet égard ne s'est pas améliorée depuis la session de mai du Conseil. La population dantzikoise a eu, au contraire, l'impression que le Gouver-

provisions have also been issued for matters relating to associations and the carrying of arms. In the case of political organizations which have a special uniform, the carrying of arms (fire-arms, weapons for cutting and thrusting) is, for example, prohibited. Lastly, the laws and decrees contain provisions for the maintenance of the form of Government of the Free City as established by the Constitution.

Since the promulgation of these laws, the disputes between the political parties which cannot be entirely avoided in Danzig, any more than in any other State—particularly in view of the present economic difficulties—have become more peaceful in character. The Danzig population has observed towards Poland the attitude which the Danzig Government, in the interests of good relations with foreign countries, recommended in its proclamation of April 16th, 1931. In that proclamation, the Government had exhorted the population to show self-restraint and to respect the convictions of others.

Offences against the laws have been punished severely and swiftly, irrespective of persons, by the means laid down in the laws—whenever feasible—by a summary procedure before the so-called *Schnellrichter.*

Generally speaking, it may be said that everything has been done by Danzig, in accordance with the wishes expressed by the Rapporteur to the Council in May 1931, to maintain peace in Danzig and to ensure good relations with Poland. Even the Polish Press said that in justice it must be acknowledged that the Danzig Government had taken successful measures to calm the population.

The fact that it has, nevertheless, not yet been possible to ensure continuous co-operation between Danzig and Poland since the last session of the Council is attributable, in the Danzig Government's view, to the regrettable circumstance that the Poles have not shown to an adequate extent either the understanding or the conciliatory spirit which are a necessary condition for successful co-operation between the two States.

The Polish Government—and, following its example, large sections of the Polish population—have thought fit, in a great variety of ways, even since the May session, to take certain measures detrimental to Danzig and have failed to give evidence of the desired spirit of conciliation. The measures in question are of an economic and financial character; further, the attitude of the Polish Press has not been such as to contribute towards any relaxation of the tension—on the contrary, it was calculated to accentuate differences of opinion. Again, unrest among the population was caused by various acts on the part of the Poles.

I.—A particularly serious difficulty in the relations between Danzig and Poland is due to the economic injury suffered by the Free City as the result of measures taken by the Polish Government. Unfortunately, no alleviation or improvement has been perceptible in this respect since the session of the Council in May. An impression has, on the contrary, been created in the Danzig

nement polonais, en prenant, dans le domaine économique, certaines mesures dirigées contre Dantzig, a l'intention bien arrêtée de léser le commerce et l'industrie dantzikois et d'anéantir par là la résistance que la population dantzikoise oppose aux visées politiques de la Pologne. S'il n'en était pas ainsi, on ne pourrait pas comprendre que le Gouvernement polonais qui, par suite de l'Union douanière et économique, a la pleine faculté de faire bénéficier Dantzig de facilités économiques de toute nature, rejette systématiquement toutes les propositions que lui adresse le Gouvernement dantzikois dans ce sens, et qu'au contraire il ne cesse d'imaginer de nouvelles mesures qui lèsent gravement les intérêts commerciaux et industriels de Dantzig. Les tentatives que l'on fait constamment du côté dantzikois, notamment le sénateur chargé des affaires commerciales, en vue de procéder à un échange de vues sur toutes les questions pendantes, ont échoué. La Pologne n'a fait aucun usage de cette offre ; au contraire, elle a ajourné *sine die*, sans raison sérieuse, les négociations, notamment celles portant sur l'importation exceptionnelle de marchandises déterminées (ce que l'on a appelé les contingents) qui sont indispensables à l'économie dantzikoise. La Chambre de commerce de Dantzig a agi dans le même sens que le Gouvernement de Dantzig. Comme preuve de cette activité, nous signalerons que la Chambre de commerce, dans un communiqué officiel, a récemment signalé le danger qu'il y aurait à répondre au boycottage des marchandises dantzikoises, auquel les milieux polonais se livrent abondamment, par un boycottage analogue des marchandises polonaises à Dantzig. L'établissement de relations politiques normales entre Dantzig et la Pologne est conditionné par l'existence d'une collaboration économique telle que les traités la prévoient. L'exclusion illicite du commerce dantzikois de l'hinterland polonais, la confiscation, en Pologne, des marchandises dantzikoises — mesure qui est contraire à l'esprit des traités — ainsi que le mouvement de boycottage qui va en croissant, créent forcément dans les milieux dantzikois qui souffrent de ces mesures un sentiment de mécontentement qui pourrait avoir de graves conséquences. Pour établir des relations normales entre les deux États, liés ensemble par les traités, il est absolument indispensable de mettre fin, tout d'abord, à la pression économique que la Pologne continue d'exercer sur Dantzig. Le Gouvernement dantzikois a été obligé de soumettre à la décision des organes de la Société des Nations quelques questions particulièrement importantes. Il désire que ces organes examinent ces questions avec une attention toute particulière.

D'ailleurs, en ce qui concerne les dommages économiques que les mesures du Gouvernement polonais ont causés à Dantzig, nous nous référons à notre note H. I./31, que nous avons adressée le 25 mars 1931 à la représentation diplomatique de la République polonaise à Dantzig et dont nous avons remis une copie au Haut-Commissaire de la Société des Nations à Dantzig.

Au sujet du préjudice causé aux intérêts économiques de Dantzig, il faut signaler tout d'abord la proposition présentée par le Gouvernement dantzikois le 9 mai 1930. Comme le trafic du port de Dantzig est de plus en plus détourné vers le port polonais de Gdynia, cette proposition tend à assurer l'observation de l'obli-

population that the Polish Government, by its economic measures against Danzig, has been deliberately aiming at injuring the trade and industry of Danzig and at the same time at weakening, in this way, the resistance of the Danzig population to Polish political aims. It is incomprehensible otherwise that the Polish Government, which, in view of the Customs and economic union, has it in its power to grant Danzig all kinds of economic facilities, should bluntly reject all suggestions of the Danzig Government to this effect, and should on the contrary keep contriving new measures which are bound seriously to injure Danzig's trade and industry. The repeated attempts of Danzig—more particularly through the commercial senator—to bring about an exchange of views on all questions still pending have proved abortive. Poland has made no use of this opportunity, but has, without any real grounds, postponed negotiations indefinitely, especially on the subject of the exceptional importation of specific goods, of so-called quotas, which are indispensable for the economic life of Danzig. The Danzig Chamber of Commerce has exerted itself in the same direction as the Danzig Government. As evidence may be mentioned the fact that it not long ago issued a warning in a public proclamation not to reply to the extensive boycotting of Danzig goods in Polish circles by a counter-boycott of Polish goods in Danzig. Economic co-operation, as provided for in the treaties, is a preliminary condition for regular political relations between Danzig and Poland. The unjust exclusion of Danzig trade from the Polish hinterland, the confiscation of Danzig goods in Poland—contrary to the spirit of the treaties—the steady increase in the boycotting movement, are bound to create in the particular circles affected in Danzig a state of discontent which may have most serious consequences. If normal relations are to be established between the two States, dependent upon one another as the result of the treaties, it is essential first and foremost to eliminate the economic pressure still brought to bear by Poland on Danzig. The Danzig Government has had to submit a few specially weighty questions to the League organs for decision. It desires that the League may give special consideration to these questions.

We would refer also, in connection with the economic injury suffered by Danzig through measures taken by the Polish Government, to our note H. I./31 of March 25th, 1931, to the diplomatic representative of the Polish Republic in Danzig, a copy of which we communicated to the High Commissioner of the League of Nations in Danzig.

In connection with the economic injury suffered by Danzig, mention should be made primarily of the application of the Danzig Government dated May 9th, 1930. That application was designed, in view of, the constantly increasing diversion of the Danzig port traffic to the Polish port of Gdynia, to ensure observance of the

gation que la décision, prise le 15 août 1921 par le Haut-Commissaire, a imposée à la Pologne d'« utiliser à plein le port de Dantzig ». Les dernières statistiques officielles font ressortir que le trafic de Dantzig a subi une nouvelle et importante diminution au profit de Gdynia. Les mesures qui ont été prises récemment par le Gouvernement polonais, en vue de favoriser Gdynia et qui sont destinées à porter préjudice à Dantzig, compromettent dangereusement la collaboration entre Dantzig et la Pologne. Dantzig attend avec confiance qu'il soit mis fin rapidement et définitivement à ce litige. Les annexes contiennent des renseignements détaillés sur le dommage croissant que Gdynia cause à Dantzig.

En outre, une série de litiges ferroviaires pèse sur les relations dantziko-polonaises; ces litiges sont pendants depuis deux ans, et il n'a malheureusement pas été possible, jusqu'à présent, d'arriver à un accord à cet égard.

II. — Dans le domaine des finances, le Gouvernement polonais n'a malheureusement rien fait, depuis la session de mai du Conseil, pour alléger la situation de Dantzig. Par suite des nombreuses ententes contractuelles, notamment la création d'une union douanière entre Dantzig et la Pologne, le Gouvernement polonais est en mesure de causer de graves préjudices aux finances dantzikoises dans les domaines les plus divers.

Comme auparavant, le Gouvernement polonais néglige, malgré l'obligation qui lui en est imposée par les traités, d'entendre le point de vue dantzikois avant de procéder à des modifications importantes de la législation douanière et du tarif douanier, bien qu'il consulte toujours les milieux économiques polonais avant de prendre de telles mesures. Il est évident qu'un tel procédé est contraire à l'esprit de l'union douanière et cause à l'économie dantzikoise un préjudice exceptionnellement grave. En effet, l'économie dantzikoise, souvent surprise par des modifications tarifaires subites dont, la plupart du temps, elle n'a connaissance que fort tard, n'arrive plus avec ce système à savoir quel est le droit en vigueur. Cette incertitude est encore aggravée par la procédure suivie pour les recours. Les décisions prises au sujet des plaintes adressées au ministère des Finances de Pologne demeurent variables et sont presque toujours dépourvues de considérants. Elles se font souvent attendre pendant plusieurs mois. On peut fréquemment constater que des maisons dantzikoises ne peuvent obtenir l'application d'un tarif douanier réduit pour certaines marchandises, tandis que des maisons polonaises bénéficient de ces réductions.

La politique douanière de la Pologne a réduit de plus en plus, même au cours des derniers mois, les recettes de Dantzig. En particulier, la participation de Dantzig aux recettes douanières a encore été amoindrie du fait que le Gouvernement polonais, sans aucun droit, déduit les primes dites d'« exportation » du revenu brut des douanes et ne calcule la part de recettes douanières qui revient à Dantzig qu'après avoir opéré cette déduction. Sur ce point, un litige particulier soumis au Haut-Commissaire de la Société des Nations à Dantzig est pendant.

Indépendamment des mesures dont Dantzig a à souffrir au point de vue douanier, la Pologne exerce encore une influence

obligation laid upon Poland to make "full use" of the port of Danzig, in virtue of the decision of the High Commissioner dated August 15th, 1921. The latest official statistics show a further considerable diversion of traffic from Danzig to Gdynia. The measures recently adopted by the Polish Government to develop Gdynia to the detriment of Danzig are calculated considerably to endanger co-operation between Danzig and Poland. Danzig looks forward with confidence to a speedy and final settlement of this dispute. Further information concerning the increasing injury suffered by Danzig through Gdynia will be found in the annex.

Further, Danzig-Polish relations suffer as the result of a series of railway disputes which have been pending for the last two years, and in which unfortunately no agreement has yet been reached.

II.—Again in financial matters, the Polish Government has unfortunately done nothing since the May session of the Council to alleviate the position of Danzig. As a result of numerous treaty stipulations, and more particularly the existence of a Customs Union between Danzig and Poland, the Polish Government is in a position seriously to damage Danzig's finances in many ways.

The Polish Government consistently refuses, despite its treaty obligations, to invite the opinion of Danzig when making important changes in Customs legislation and the Customs tariff, although it invariably consults Polish economic circles beforehand. It is abundantly clear that such a procedure is contrary to the spirit of a Customs union, and that it is extremely detrimental to Danzig's economic interests. From the standpoint of Danzig economic circles, which are frequently faced with sudden tariff amendments and are generally informed of these only after the event, this system involves very considerable legal uncertainty. That uncertainty is further aggravated by the nature of the legal redress. Decisions in regard to complaints submitted to the Polish Ministry of Finance are uncertain and the grounds for them are hardly ever given. Time and again, no decision is given until months have passed. It has frequently happened that Danzig firms could not obtain authorization for reduced rates for specific goods, whereas authorization was granted to Polish firms.

Poland's Customs policy has had the effect of still further reducing Danzig's income during the last few months. In particular, Danzig's share in the Customs receipts suffered from the fact that the Polish Government unjustifiably deducts so-called "export" bounties from the gross Customs receipts, and only reckons Danzig's share in the Customs receipts afterwards. Special action in connection with this dispute has been taken before the High Commissioner of the League of Nations at Danzig.

Apart from these measures to the detriment of Danzig in Customs matters, the finances of the Free City are suffering from the fact

néfaste sur les finances de la Ville libre du fait, par exemple, que le Gouvernement polonais ne s'acquitte qu'avec beaucoup de nonchalance des obligations financières précises qui lui incombent aux termes des traités. C'est ainsi qu'il demeure redevable, rien qu'au titre de l'impôt (taxe relative à la construction de logements et impôt foncier), de 225.000 gulden dantzikois, plus les intérêts. Il n'est besoin d'aucun autre commentaire pour montrer que des mesures de ce genre sont extrêmement préjudiciables au budget restreint de la Ville libre et qu'elles ne sont pas de nature à faciliter la collaboration entre Dantzig et la Pologne que souhaitait le Conseil dans sa décision de mai dernier. En tout cas, il faut également constater dans ce domaine que ce n'est pas la faute de Dantzig s'il subsiste encore des points litigieux.

L'obligation qui a été imposée à Dantzig de constituer un service postal polonais à côté du service postal dantzikois représente une lourde charge financière. Le préjudice qui en résulte se chiffre à plus de 1,2 million de gulden dantzikois par an. Il est surtout causé par le fait qu'une partie importante de la poste provenant de Dantzig est acheminée par les soins du service polonais. La Pologne, dans son service postal du port de Dantzig, prélève des taxes qui, non seulement sont inférieures à celles de l'Administration des postes dantzikoises, mais qui sont même parfois moins élevées que celles du service postal en Pologne ; on pourrait donc dire, à juste titre, que la poste polonaise applique un tarif destiné à lutter contre la poste dantzikoise. Cette situation ne s'est malheureusement pas modifiée au cours des derniers mois.

Il n'a pas été non plus possible d'amener la Pologne à conclure un accord avec l'Administration des postes dantzikoises au sujet de la création de divers services, tels que celui des envois contre remboursement postal et du recouvrement par la poste. La Pologne refuse également d'introduire un service de virements postaux avec Dantzig, comme elle l'a fait avec divers pays. Ce qui empêche surtout Dantzig et la Pologne de collaborer amicalement en matière postale, c'est que, non seulement des particuliers de nationalité polonaise, mais encore des employés polonais des postes font tout ce qu'ils peuvent pour amener le public polonais à boycotter systématiquement la poste dantzikoise.

III. — Une des raisons principales pour lesquelles les relations entre Dantzig et la Pologne demeurent troublées est que la Pologne se refuse à décharger le marché du travail dantzikois de la présence de ressortissants polonais. Alors que la situation empire sur le marché du travail dantzikois, à la suite du boycottage économique précité et des autres mesures préjudiciables à Dantzig, la Pologne persiste à refuser à Dantzig le droit d'occuper en premier lieu les ouvriers et employés dantzikois. Alors que tous les autres pays du monde ont la possibilité, lorsque le chômage s'aggrave, d'interdire l'introduction de la main-d'œuvre étrangère, Dantzig ne peut pas le faire, parce que la Pologne lui conteste ce droit.

Il n'est besoin d'aucun autre commentaire pour montrer qu'une telle situation contribue à irriter gravement la population dantzikoise et que l'opposition que fait la Pologne à l'introduction d'une

that the Polish Government only fulfils very tardily certain financial obligations imposed on it by treaty. Poland is still in arrears as regards payments in respect of dwelling-house tax and land values tax alone to the amount of 225,000 Danzig gulden, with the accumulated interest. No further evidence is needed to show that such measures have a very unfavourable effect on the small budget of the Free City, and that they are not calculated to promote co-operation between Danzig and Poland as recommended in the Council resolution of May last. Here again, however, it is obviously not the fault of Danzig if causes of friction still remain.

Danzig has to bear another serious financial burden owing to the establishment in the Free City of a Polish postal service side by side with the Danzig postal service. The resultant loss amounts to upwards of 1.2 million Danzig gulden a year. This is due chiefly to the fact that a considerable part of the postal matter despatched from Danzig is carried by the Polish service. Poland, in her postal service in the port of Danzig, not only undercuts the rates of the Danzig postal administration, but her charges are actually in some cases lower than in the postal service in Poland itself, so that it would be perfectly true to speak of the Polish post office carrying on a rates war against the Danzig post office. There has unfortunately been no change in the position during the last few months.

Further, it has been found impossible to prevail upon Poland to conclude an agreement with the Danzig postal administration regarding the adoption of various branches of the service, such as payment on delivery and the system of orders for collection. Poland consistently refuses, moreover, although the system is in force between Poland and a number of countries, to establish the money transfer system with Danzig. Friendly co-operation between Danzig and Poland in postal matters is rendered particularly difficult owing to the fact that, not only private circles in Poland, but also Polish postal employees, do everything to bring about and further a systematic boycotting of the Danzig post by the Polish public.

III.—One of the most important points which affect relations between Danzig and Poland is the refusal of the latter to do anything as regards the question of relieving Danzig labour market of Polish nationals. While, owing to the above-mentioned economic boycott and other measures detrimental to Danzig, the position on the Danzig labour market is growing steadily worse, Poland consistently refuses Danzig the right to employ Danzig labour in preference to other labour. While every other country in the world is able at times of serious unemployment to prevent the immigration of foreign labour, Danzig can do nothing as Poland disputes this right.

No further proof is needed to show that such conditions contribute very considerably to embitter the Danzig population, and Poland's opposition to a settlement—such as is found in every other country

réglementation qui existe dans tous les autres pays du monde n'est pas de nature à amener Dantzig et la Pologne à coopérer efficacement. Il serait facile à l'État polonais de donner sur ce point une preuve de bonne volonté, car la situation du marché du travail polonais ne s'aggraverait pas sensiblemen s'il absorbait les travailleurs polonais de Dantzig.

Les chiffres cités dans la note que nous avons adressée le 2 juillet 1931 au Haut-Commissaire montrent la gravité exceptionnelle du préjudice économique causé à Dantzig et prouvent que tout budget, fût-il établi avec la plus grande prudence, serait forcément bouleversé par de tels événements. Il sera, semble-t-il, absolument nécessaire de réglementer cette question avant l'hiver prochain.

IV. — D'autre part, la presse polonaise, au cours des derniers mois, n'a malheureusement rien fait pour inspirer le calme au public polonais ; au contraire, les relations entre Dantzig et la Pologne continuent à être empoisonnées par une campagne d'excitation injustifiable que l'on mène dans la presse contre Dantzig. C'est ainsi que, d'après une information envoyée de Varsovie le 16 juin 1931, on a placardé dans les rues de la capitale polonaise une affiche destinée à exciter la population contre Dantzig ; non seulement le Gouvernement, à en juger par les effets, n'a pris aucune mesure à l'encontre de cette tentative, mais cette affiche, accompagnée de louanges, a été reproduite dans l'organe du Gouvernement, *Dzis*. Puisque nous parlons de la presse, nous devons signaler encore la campagne de boycottage des marchandises dantzikoises et des stations climatiques dantzikoises. C'est ainsi que, le 29 juin, une association d'anciens combattants de Varsovie publia une note par laquelle le président de cette association invitait le public à boycotter Dantzig, et notamment les stations balnéaires dantzikoises.

V. — Certaines mesures militaires qui ont été prises sur le territoire polonais à la frontière de la Ville libre, au cours des derniers mois, ont également inquiété la population dantzikoise, de même que la concentration, à proximité immédiate de la frontière dantzikoise, d'organisations polonaises armées. Il ne faut pas perdre de vue que la Ville libre de Dantzig, étant un petit État dépourvu de troupes propres, se sent très facilement menacée par des mesures militaires. On comprendra d'autant mieux cette inquiétude de la population, si l'on se rappelle que le Haut-Commissaire, dans le rapport qu'il a adressé au Conseil le 25 avril 1931, déclarait « qu'il n'y avait pas lieu pour le Haut-Commissaire, dans les circonstances actuelles, de prendre une initiative dans le sens du paragraphe I de la résolution du Conseil du 22 juin 1921 », ce qui devait faire penser à beaucoup d'habitants de Dantzig que la Pologne, malgré les démentis polonais, avait effectivement exprimé, au printemps de cette année, l'intention de faire marcher des troupes polonaises sur Dantzig.

En présence de telles menaces militaires, le Gouvernement de Dantzig estime qu'un devoir impérieux lui impose de souligner les dangers qu'elles pourraient facilement faire naître. Dans sa

in the world—is not calculated to promote useful co-operation between Danzig and Poland. It would be easy for the Polish State in this particular connection to give evidence of its goodwill, as the position on the Polish labour market would not be appreciably aggravated if Poland took over the Polish workers from Danzig.

The figures given in our note of July 2nd, 1931, to the High Commissioner show what tremendous economic damage Danzig is suffering and how even the most carefully framed budget is bound to come to grief. A settlement before the coming winter appears to be absolutely necessary.

IV.—The Polish Press, moreover, has unfortunately done nothing during the last few months to exercise a restraining influence on the Polish public; on the contrary, the relations between Danzig and Poland were further embittered by a Press campaign of irresponsible agitation against Danzig. For example, according to a report from Warsaw dated June 16th, 1931, a violent poster against Danzig was displayed in the streets of the Polish capital, and, not only did the Government do nothing, to judge by the result, but the poster was reproduced, with words of commendation, in the Government organ *Dzis*. The chief points to be noted, as regards the Press, are appeals for the boycotting of Danzig goods and Danzig watering-places. On June 29th, for example, an Ex-Combatants' Union published an appeal in Warsaw, signed by the President, calling for the boycotting of Danzig and of the Danzig seaside resorts in particular.

V.—Moreover, certain military measures in Polish territory on the frontier of the Free City, during the last few months, have contributed not a little to produce unrest among the Danzig population, as has the concentration of armed Polish organizations in the immediate neighbourhood of the Danzig frontier. It has to be borne in mind that the Free City of Danzig, as a small State without any military forces of its own, is very susceptible to any threat arising out of military measures. This anxiety on the part of the population will be the more readily comprehended when it is remembered that the report of the High Commissioner to the Council, dated April 25th, 1931, stated "that, in the present circumstances, the High Commissioner was not called upon to take action under paragraph I of the Council resolution of June 22nd, 1921", and that a large section of the Danzig population assumed, despite Polish denials, that Poland, at the beginning of the present year, had actually expressed the intention of sending Polish troops to Danzig.

In view of military threats of this nature, the Danzig Government feels it its bounden duty to direct attention to the dangers that might so easily ensue. The Council of the League of Nations,

résolution du 17 novembre 1920, le Conseil de la Société des Nations a déclaré expressément :

> « La « protection » de la Ville libre par la Société des Nations paraît signifier que la Société des Nations s'engagera à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Ville libre de Dantzig, de la même manière qu'elle le fait pour tous les Membres de la Société des Nations, aux termes de l'article 10 du Pacte. »

Des démonstrations comme celles que nous venons de signaler pourraient très facilement faire naître un état de choses qui mettrait en danger « l'intégrité territoriale et l'indépendance politique » de la Ville libre.

En ce qui concerne les mesures militaires, les relations dantziko-polonaises ont également été troublées, depuis la dernière session du Conseil, par le fait que, le 1er juillet dernier, après l'expiration de la Convention relative à l'entrée des bâtiments de guerre polonais dans le port de Dantzig, la Pologne, brusquement et sans aucune raison particulière, a fait parcourir les rues de Dantzig par des patrouilles de marins polonais, ce qui a causé, on le conçoit, une grande émotion dans la population dantzikoise, qui a interprété ces mesures comme une provocation grave, et le Gouvernement de la Ville libre s'est vu obligé de demander au Haut-Commissaire de la Société des Nations de se prononcer à ce sujet, conformément à l'article 39 de la Convention conclue à Paris le 9 novembre 1920.

Il résulte de ce qui précède que l'on ne peut pas encore dire que les relations dantziko-polonaises sont vraiment stables. Dantzig, notamment dans le domaine économique, n'a pas encore pu constater de la part de la Pologne un esprit de compréhension et de conciliation à l'égard de sa situation difficile. Le Gouvernement dantzikois se bornera, sur ce point, à rappeler le passage suivant du rapport adressé par le Haut-Commissaire le 25 avril dernier :

> « .... La politique polonaise n'a pas réussi à s'attacher dans une mesure satisfaisante les courants qui, sur le territoire de la Ville libre, étaient décidément favorables à une collaboration économique dantziko-polonaise effective. Personnellement, j'ai pu constater que, parmi des représentants influents des milieux commerciaux, financiers, industriels de la Ville libre, un changement regrettable s'est produit à cet égard, changement que ces représentants attribuent davantage à la désillusion à laquelle ont abouti leurs efforts pour réaliser une collaboration dantziko-polonaise, profitable non seulement aux intérêts polonais, mais aussi aux intérêts dantzikois.... »

Le Gouvernement de Dantzig se voit dans l'obligation de signaler que le maintien persistant d'une attitude négative, voire menaçante, de la République polonaise, à l'égard de la Ville libre de Dantzig, constitue une grave source de danger pour l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la Ville de Dantzig, telle

in its resolution of November 17th, 1920, made the following explicit statement:

> "The 'protection' of the Free City by the League of Nations would appear to mean that the League of Nations shall undertake to respect and maintain against all foreign aggression the territorial integrity and the political independence of the Free City of Danzig in the same way as it does for all Members of the League of Nations under Article 10 of the Covenant."

Demonstrations such as those mentioned above might easily result in a situation calculated to jeopardize the "territorial integrity and the political independence" of the Free City.

As regards military measures, the Danzig-Polish relations since the last session of the Council have been specially aggravated by the fact that on July 1st last, after the expiry of the Agreement concerning the access of Polish warships to the port of Danzig, Poland suddenly and without any special reason sent patrols of Polish sailors through the streets of Danzig and thereby created, as will readily be understood, great excitement among the Danzig population. The latter regarded those measures as highly provocative, and the Government of the Free City was obliged to apply to the High Commissioner of the League of Nations for a decision under Article 39 of the Paris Treaty of November 9th, 1920.

It is clear from the foregoing observations that one cannot yet speak of any real stability in Danzig-Polish relations. Danzig has not yet been able to perceive, especially in economic matters, any evidence of understanding or a spirit of accommodation on the part of Poland in regard to Danzig's difficult position. The Danzig Government proposes, in this connection, to confine itself to a further reference to the passage in the report of the High Commissioner, dated April 25th last, which reads:

"... Polish policy has not succeeded in securing to a sufficient extent the support of those currents of opinion in the territory of the Free City which were definitely in favour of effective economic co-operation between Danzig and Poland. I have personally had opportunities of observing that a regrettable change has taken place in this respect among influential representatives of business, financial and industrial circles in the Free City, and this change is attributed by them not so much to the general economic depression as to disillusionment in consequence of the failure of their efforts to establish a form of co-operation between Danzig and Poland which would be advantageous, not only to Poland, but also to Danzig...."

The Danzig Government feels compelled to state that, if the Polish Republic persists in its attitude of refusal—one might even say its threatening attitude—towards the Free City of Danzig, this is bound to constitute a serious menace to the political independence and to the territorial integrity of the Free City, as laid

qu'elle résulte des traités. Le Gouvernement dantzikois constate avec regret que, dans cette partie de l'Europe, il existe un état de choses qui, pas plus qu'avant, ne correspond en aucune manière aux efforts que fait la Société des Nations en vue d'amener les États à vivre pacifiquement en commun. La situation ne pourra vraiment s'améliorer que lorsque le Gouvernement polonais manifestera la volonté persistante d'éviter tout ce qui pourrait troubler les relations dantziko-polonaises, lorsqu'il tiendra compte, dans ses décisions, des intérêts de la Ville libre, qui est si souvent appelée à collaborer avec la Pologne, notamment au point de vue économique, et lorsque, ne se contentant pas de donner des assurances d'une attitude bienveillante à l'égard de Dantzig, il adoptera une attitude aussi bienveillante dans tous les actes de la pratique.

Sous-appendice.

GDYNIA CONTRE DANTZIG.

Chaque mois, le port de Dantzig subit de nouvelles pertes par suite de la concurrence que lui fait le port de Gdynia. Les statistiques officielles afférentes aux ports de Dantzig et de Gdynia montrent, sans aucun doute possible, que le trafic du port de *Gdynia* pendant le premier semestre de 1931 accuse une très forte *augmentation*, tandis que le mouvement du port de *Dantzig* est demeuré *stationnaire* ou bien a continué à *diminuer*. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente, le nombre des bateaux qui sont entrés dans le port de *Dantzig* a diminué, pour le premier semestre de 1931, de 50, soit un tonnage global de 27.443 tonnes de jauge nette ; pendant la même période, le nombre de bateaux entrés dans le port de *Gdynia* a augmenté de 409, soit un tonnage global de 290.498 tonnes, ce qui représente une augmentation de 33 %.

Tandis que le *trafic maritime des marchandises* via *Gdynia*, pendant le premier semestre de 1931, a pu s'accroître de 688.959,1 tonnes, soit environ 43 %, par rapport à la période correspondante de l'année dernière, le mouvement correspondant du port de *Dantzig* a pu tout juste se maintenir au chiffre du premier semestre de 1930, grâce à une augmentation, surtout sensible en juin, de l'exportation du charbon, marchandise qui représente une faible valeur sous un volume important ; cette augmentation de l'exportation a pu compenser, en volume, la forte diminution des importations acheminées via Dantzig.

Pour bien comprendre la concurrence que Gdynia fait à Dantzig, il ne faut pas seulement signaler *le fait que le trafic est détourné* de Dantzig au profit de Gdynia, mais il faut encore indiquer *la façon* dont s'opère ce déroutement ; les tableaux reproduits plus loin donnent des renseignements détaillés sur ce point.

Sous l'influence de la crise économique qui pèse sur la Pologne, *les importations* maritimes vers la Pologne ont subi une nouvelle réduction. Mais il est frappant de constater que, seul, le port de Dantzig, contrairement à ce qui se passe pour Gdynia, a souffert de cette réduction. Tandis que *les importations maritimes* via

down in the treaties. The Danzig Government notes with regret that in this part of Europe the position is by no means such as to accord with the efforts of the League of Nations to ensure peace between States. No fundamental improvement can be possible until the Polish Government gives evidence of a consistent effort to refrain from anything that might disturb Danzig-Polish relations, until it takes into account in its decisions the interests of the Free City, which depend to so large an extent—especially in economic matters—on co-operation with Poland, and until it not only gives assurances of a friendly attitude towards Danzig but also gives evidence of that friendly attitude in all its acts.

Sub-Appendix.

GDYNIA VERSUS DANZIG.

Every month, the competition between the port of Gdynia and the port of Danzig becomes more obvious—and more obviously to Danzig's disadvantage. The official statistics for the ports of Danzig and Gdynia furnish undeniable evidence that even during the first six months of 1931 the traffic in *Gdynia* registered a big *increase*, whereas in *Danzig* it remained at a *standstill* if it did not register a *decline*. Compared with the same period during the previous year, fifty vessels fewer—totalling 27,443 net-register tons—put in at the port of *Danzig* during the first six months of 1931, while, during that same period, the increase in the number of vessels putting in at the port of *Gdynia* was 409, totalling 290,498 tons—i.e., an increase of 33 per cent.

Whereas the *maritime goods traffic* via *Gdynia* increased during the first six months of 1931, compared with the same period for the previous year, by 688,959.1 tons—i.e. approximately 43 per cent.—the maritime goods traffic of *Danzig* simply maintained the figures for the first half of 1930, and that only owing to the fact that—more particularly in June—the export of bulk-goods of small value, such as coal, increased, so that, quantitatively, the big drop in Danzig's export traffic was made up for.

In order to form a correct idea of the competition of Gdynia with Danzig attention should be directed, not only to the *fact of the diversion* of traffic from Danzig to Gdynia, but also to the *nature* of the commodities thus diverted, as shown in detail in the tables hereunder.

Under the pressure of the economic crisis in Poland, maritime *imports* into Poland have suffered a further set-back. It is significant, however, that this set-back affects only the port of Danzig and not the port of Gdynia. While *the maritime imports via Danzig* were 165,057 tons—i.e. 32 per cent.—*lower* than during the first

Dantzig ont *diminué* de 165.057 tonnes, soit 32 % par rapport au premier semestre de 1930, les importations acheminées par *Gdynia* ont augmenté de 71.244 tonnes, soit 35 %.

C'est ainsi que les importations de *vieux fers* via Dantzig ont subi une nouvelle diminution de 14.000 tonnes, tandis que les importations via Gdynia se sont accrues de 78.000 tonnes, en chiffres ronds, et ont atteint le chiffre de 173.667 tonnes, ce qui représente trente-sept fois plus que le mouvement de vieux fers dans le port de Dantzig. De son côté, l'importation *d'engrais artificiels* a presque baissé de moitié à Dantzig, tandis qu'elle a pu s'accroître de plus de 6.000 tonnes à Gdynia.

En outre, les catégories de marchandises qui, pendant le premier semestre de 1930, étaient encore exportées exclusivement via Dantzig, sont maintenant dirigées sur Gdynia. Tandis que l'importation de *noix* via Dantzig a diminué, on a constaté pour la première fois l'arrivée de cet article à Gdynia. L'importation de *coton* via Dantzig a diminué depuis que les importations de cette marchandise ont été dirigées sur Gdynia. La diminution des importations de *tabac* via Dantzig s'élève à 2.869 tonnes, tandis que, pendant la même période, les importations via Gdynia se sont accrues de 2.132 tonnes. Bien que l'importation *de riz non décortiqué* à destination de la Pologne ait sensiblement augmenté, l'augmentation a bénéficié exclusivement au port de Gdynia. Plus de 42.000 tonnes de riz brut sont entrées dans le port de Gdynia pendant le premier semestre de 1931, tandis que le port de Dantzig n'a pas encore reçu une tonne de cette denrée.

La concurrence de Gdynia menace également de plus en plus le mouvement du port de Dantzig à *l'exportation*. C'est ainsi que l'exportation de *bacon* via Dantzig est passée de 11.406 tonnes, pendant le premier semestre de 1930, à 1.794 tonnes au cours de la période correspondante de la présente année, tandis que l'exportation via Gdynia est passée de 223,4 tonnes au chiffre très élevé de 25.364 tonnes. Ces chiffres indiquent simplement que toutes les exportations de bacon provenant de la Pologne sont acheminées via Gdynia, tandis que le port de Dantzig n'expédie plus que les marchandises exportées par les fabriques de bacon situées à Dantzig. Tandis que l'exportation *d'œufs* diminuait à Dantzig de 1.561 tonnes, l'exportation de cette marchandise augmentait de 1.840 tonnes à Gdynia. Les exportations de *beurre* ont diminué de 1.556 tonnes au port de Dantzig, tandis qu'elles ont augmenté de 55 tonnes à Gdynia. Alors que les exportations de *sucre brut* baissaient de 29.000 tonnes à Dantzig, celles de Gdynia se sont non seulement maintenues à leur chiffre antérieur, mais elles l'ont même quelque peu dépassé. L'exportation de *zinc* par Gdynia, soit 9.586 tonnes pendant le premier semestre de 1931, était presque deux fois et demie plus élevée que celle de Dantzig. Pour la première fois, 18.000 tonnes environ de *seigle* ont été exportées par Gdynia pendant le premier semestre de 1931, tandis que les exportations de seigle via Dantzig diminuaient sensiblement.

De nouvelles catégories de marchandises sont systématiquement dirigées sur le port de Gdynia. Les statistiques officielles polonaises indiquent notamment, parmi les marchandises importées via Gdynia pendant le premier semestre de 1931, des harengs

six months of 1930, there was an increase in the imports via *Gdynia* of 71,244 tons—i.e. 35 per cent.

For example, the *scrap-iron* imports via Danzig have dropped by a further 14,000 tons, whereas, via Gdynia, they have increased by about 78,000 tons, amounting to 173,667 tons, or thirty-seven times the amount handled in the port of Danig. Again, imports of *artificial fertilizers* via Danzig have dropped by close on one-half, whereas via Gdynia they have increased by over 6,000 tons.

Moreover, commodities which during the first six months of 1930 were still being imported exclusively via Danzig have now been diverted to Gdynia. While the *nut* imports via Danzig have dropped, that commodity has now been imported for the first time via Gdynia. The *cotton* imports via Danzig have also dropped since such imports began to be conveyed via Gdynia. *Tobacco* imports via Danzig have dropped by 2,869 tons, while, via Gdynia, they have risen by 2,132 tons. Although there has been a considerable increase in the import of *unhulled rice* into Poland, this increase has been exclusively to the advantage of the port of Gdynia. During the first six months of 1931, more than 42,000 tons of unhulled rice were landed at Gdynia whereas at Danzig not a single ton was handled.

Further, in the matter of *exports*, the competition of Gdynia is becoming more and more threatening to Danzig. For example, *bacon* exports via Danzig dropped from 11,406 tons during the first six months of 1930 to 1,794 tons during the same period of the present year, whereas the export of that commodity via Gdynia increased from 223.4 tons to no less than 25,364 tons. These figures are a clear indication that the total bacon exports from Poland go through Gdynia, while the port of Danzig has kept only such exports as represent the output of Danzig bacon factories. The exports of *eggs* via Danzig have dropped by 1,561 tons; the exports via Gdynia have risen by 1,840 tons. *Butter* exports via Danzig have dropped by 1,556 tons, and via Gdynia have increased by 55 tons. While exports of *raw sugar* via Danzig have dropped 29,000 tons, the figures for exports via Gdynia have not only been maintained, but have even risen slightly. During the first six months of 1931, the *zinc* exports via Gdynia, amounting to 9,586 tons, were almost two and a-half times as much as via Danzig. During the same period, approximately 18,000 tons of *rye* were exported via Gdynia—for the first time—whereas there was a marked decrease in rye exports via Danzig.

Further commodities are systematically being diverted to Gdynia. The Polish official statistics mention among the goods imported via Gdynia, during the first half of 1931, 951.6 tons of herrings, and, among exports, wood and wood wares totalling 7,448.4 tons. Even

pour 951,6 tonnes et, parmi les marchandises exportées, du bois et des objets en bois pour 7.448,4 tonnes. Ces branches du commerce, acclimatées depuis des siècles dans le port de Dantzig, courent donc le danger d'être dirigées sur le port de Gdynia. Chaque mois, la liste des marchandises importées ou exportées par Gdynia s'allonge ; chaque mois, les efforts que fait la Pologne en vue de diriger sur le port de Gdynia le mouvement des marchandises de valeur deviennent plus marqués. Bien que les exportations de charbon via Gdynia aient augmenté de plus de 500.000 tonnes au cours du premier semestre de 1931, la part qui revient à cette marchandise dans les exportations globales de Gdynia a diminué de 3 %, ce qui montre l'importance croissante que présente pour Gdynia le trafic des marchandises de valeur.

Devant cet essor du port de Gdynia, qui se fait aux dépens du port de Dantzig, qu'il nous soit permis de déclarer que le port de Dantzig demeure en mesure de prendre en charge tout le trafic du port de Gdynia, sans qu'il soit nécessaire de faire usage de la possibilité qui existe d'agrandir à nouveau le port de Dantzig.

Pour illustrer les considérations précédentes, nous ajoutons quelques chiffres :

I. — *Part respective de Dantzig et de Gdynia dans le trafic maritime de la Pologne.*

La part respective de Dantzig et de Gdynia, dans le trafic maritime total de la Pologne par la frontière maritime du territoire douanier dantziko-polonais, exprimée en pourcentage, se présente comme suit :

Année.	Dantzig.	Gdynia.
1928	81,49	18,52
1929	75,20	24,80
1930	69,37	30,63
Premier semestre 1931	62,87	37,13

II. — *Mouvement des navires au cours du premier semestre* 1931.

	Premier semestre 1931.			Premier semestre 1930.		
	Navires.		Tonnes de jauge nette.	Navires.		Tonnes de jauge nette.
Dantzig :						
Entrées	2.767	=	1.935.092	2.817	=	1.962.535
Sorties	2.758	=	1.911.660	2.801	=	1.970.116
Gdynia :						
Entrées	1.374	=	1.179.784	965	=	889.286
Sorties	1.361	=	1.185.341	948	=	881.202

	Différence.		
Dantzig :			
Entrées	— 50	=	27.443
Sorties	— 43	=	58.456
Gdynia :			
Entrées	+409	=	290.498
Sorties	+413	=	304.139

these branches of trade, which have for hundreds of years been associated with the port of Danzig, are thus in danger of being diverted to Gdynia. Every month, the list of goods imported and exported via Gdynia grows longer, and every month brings out more clearly Poland's efforts to divert to the port of Gdynia more valuable commodities. The fact that, despite an increase of more than 500,000 tons, the proportion represented by coal in the exports via Gdynia, during the first six months of 1931, dropped by 3 per cent. is significant as showing the increasing importance of that port in the handling of more valuable commodities.

As regards this increase in the activities of Gdynia—at Danzig's expense—it may be mentioned that Danzig is, as in the past, in a position to take over without difficulty the whole traffic of the port of Gdynia, without its being necessary to take advantage of the recognized possibilities of further extending the port of Danzig.

The following figures may be quoted in illustration of the foregoing statements:

I.—*Relative Shares of Danzig and Gdynia in the Maritime Goods Traffic of Poland.*

The percentages of the total maritime goods traffic of Poland over the maritime frontier of the Danzig-Polish Customs territory are as follows:

Year.	Danzig.	Gdynia.
1928	81.49	18.52
1929	75.20	24.80
1930	69.37	30.63
For the first six months of 1931	62.87	37.13

II.—*Shipping during the First Six Months of* 1931.

	First six months of 1931.		First six months of 1930.	
Danzig:	Number of vessels.	Net reg. tons.	Number of vessels.	Net reg. tons.
Arrivals	2,767	= 1,935,092	2,817	= 1,962,535
Sailings	2,758	= 1,911,660	2,801	= 1,970,116
Gdynia:				
Arrivals	1,374	= 1,179,784	965	= 889,286
Sailings	1,361	= 1,185,341	948	= 881,202
Danzig:		Difference.		
Arrivals		— 50	= 27,443	
Sailings		— 43	= 58,456	
Gdynia:				
Arrivals		+ 409	= 290,498	
Sailings		+ 413	= 304,139	

III. — *Mouvement des voyageurs (à l'exclusion du trafic local).*

	Premier semestre 1931.	Premier semestre 1930.
Dantzig :		
Entrées	754	1.833
Sorties	500	19.087
Gdynia :		
Entrées	2.385	2.405
Sorties	3.542	8.215

	Différence.
Dantzig :	
Entrées	— 1.079
Sorties	— 18.587
Gdynia :	
Entrées	— 20
Sorties	— 4.673

IV. — *Mouvement des marchandises en tonnes.*

	Premier semestre 1931.	Premier semestre 1930.
Dantzig :		
Importations	349.868,9	514.925,9
Exportations	3.536.302,1	3.347.324,6
Total	3.886.171	3.862.250,5
Gdynia :		
Importations	273.606,7	202.362,7
Exportations	2.022.169	1.404.453,9
Total	2.295.775,7	1.606.816,6

	Différence.
Dantzig :	
Importations	— 165.057
Exportations	+ 188.977,5
Total	+ 23.920,5
Gdynia :	
Importations	+ 71.244
Exportations	+ 617.715,1
Total	+ 688.959,1

V. — *Importations en tonnes au cours du premier semestre* 1931.

	Dantzig.		Gdynia.	
	1931.	1930.	1931.	1930.
Riz, brut	0,1	—	42.265,8	30.433
Tabac	1.092,1	3.961,2	2.252,8	121,2
Noix	276,6	349,5	356,8	—
Vieux fer	4.704,3	18.917,9	173.667	95.505,7
Coton	327,7	508,6	2.622,6	—
Engrais artificiels	42.120,7	89.452,5	34.644	28.513

III.—*Passenger Traffic (exclusive of Local Traffic).*

	First six months of 1931.	First six months of 1930.
Danzig :		
Arrivals	754	1,833
Sailings	500	19,087
Gdynia :		
Arrivals	2,385	2,405
Sailings	3,542	8,215
	Difference.	
Danzig :		
Arrivals	— 1,079	
Sailings	—18,587	
Gdynia :		
Arrivals	— 20	
Sailings	— 4,673	

IV.—*Goods Traffic in Tons.*

	First six months of 1931.	First six months of 1930.
Danzig :		
Imports	349,868.9	514,925.9
Exports	3,536,302.1	3,347,324.6
Total	3,886,171	3,862,250.5
Gdynia :		
Imports	273,606.7	202,362.7
Exports	2,022,169	1,404,453.9
Total	2,295,775.7	1,606,816.6
	Difference.	
Danzig :		
Imports	— 165,057	
Exports	+ 188,977.5	
Total	+ 23,920.5	
Gdynia :		
Imports	+ 71,244	
Exports	+ 617,715.1	
Total	+ 688,959.1	

V.—*Imports in Tons during the first six months of* 1931.

	Danzig.		Gdynia.	
	1931.	1930.	1931.	1930.
Rice, unhulled	0.1	—	42,265.8	30,433
Tobacco	1,092.1	3,961.2	2,252.8	121.2
Nuts	276.6	349.5	356.8	—
Scrap-iron	4,704.3	18,917.9	173,667	95,505.7
Cotton	327.7	508.6	2,622.6	—
Artificial fertilisers	42,120.7	89,452.5	34,644	28,513

VI. — *Exportations en tonnes.*

	Dantzig.		Gdynia.	
	1931.	1930.	1931.	1930.
Seigle	33.476,1	79.724,3	18.002,1	—
Bâcon	1.794,5	11.406,5	25.588,2	223,4
Charcuterie	988,3	24,8	3.496,5	13,9
Œufs	396,9	1.958,4	1.845,2	4,8
Beurre	28,3	1.584,1	766,5	211,3
Sucre brut	65.392,3	94.488,9	65.434,2	64.855
Zinc	3.893,4	—	9.586,1	—

Appendice V.

LETTRE DU SÉNAT DE DANTZIG AU HAUT-COMMISSAIRE.

[*Traduction de l'allemand.*] Dantzig, le 2 juillet 1931.

En raison du chômage, qui constitue une menace toujours croissante pour l'activité économique de Dantzig, le Sénat est amené à vous exposer les faits suivants, en sollicitant votre intervention.

L'allégement saisonnier du marché du travail à Dantzig, qu'on prévoyait pour l'été, n'a malheureusement été que très peu sensible cette année. Il existe toujours à Dantzig 20.000 personnes en quête de travail, soit environ 5.000 chômeurs de plus que l'an dernier à la même époque. En outre, tout semble indiquer que le nombre de chômeurs a déjà touché son point le plus bas cette année et qu'il faut s'attendre, pendant le reste de 1931, à une augmentation probablement continue de ce nombre.

Au point de vue financier, cet état de choses aura, pour Dantzig, la conséquence funeste que les 12 millions de gulden inscrits au budget à titre de secours aux chômeurs devront probablement être dépassés d'environ 2 à 3 millions de gulden. Il n'est pas nécessaire de démontrer plus amplement que le petit État constitué par la Ville de Dantzig ne pourra, à la longue, supporter une charge de ce genre. Le Sénat a déjà tenté tout ce qui était possible pour réduire cette charge et pris à cet effet des mesures rigoureuses. Il a notamment complété les dispositions législatives en prescrivant qu'après un certain temps, l'indemnité de chômage cessera entièrement d'être versée et qu'en outre, cette indemnité sera provisoirement supprimée pour certaines catégories de travailleurs. Il n'est guère possible de procéder à d'autres restrictions, si l'on ne veut pas priver les chômeurs des ressources strictement indispensables à leur entretien.

Étant donné cet état de choses et quelles que soient les raisons que le Sénat pourrait invoquer, la population dantzikoise n'admettrait pas que le marché du travail de Dantzig continue d'être envahi par la main-d'œuvre polonaise. Les ouvriers polonais travaillant à Dantzig sont actuellement au nombre de 11.000 environ, non compris les 8.000 à 10.000 ouvriers agricoles saisonniers. Rien

VI.—*Exports in Tons.*

	Danzig.		Gdynia.	
	1931.	1930.	1931.	1930.
Rye	33,476.1	79,724.3	18,002.1	—
Bacon	1,794.5	11,406.5	25,588.2	223.4
Ham, sausage, etc.	988.3	24.8	3,496.5	13.9
Eggs	396.9	1,958.4	1,845.2	4.8
Butter	28.3	1,584.1	766.5	211.3
Raw sugar	65,392.3	94,488.9	65,434.2	64,855
Zinc	3,893.4	—	9,586.1	—

Appendix V.

LETTER FROM THE DANZIG SENATE TO THE HIGH COMMISSIONER.

[*Translation from the German.*] Danzig, July 2nd, 1931.

The Senate desires, in view of the steady increase in unemployment, which constitutes a menace to economic life in Danzig, to inform you of the following facts, with the request that some action may be taken in the matter.

The seasonal relief of the Danzig labour market expected during the summer has unfortunately not been very noticeable this year. There are still 20,000 unemployed in Danzig—i.e., about 5,000 more than during the corresponding period last year. There is every indication that the unemployment figures for this year have reached their lowest point, and that, during the rest of the year, there will probably be a steady rise in the number of unemployed.

This state of affairs involves one extremely unfavourable financial consequence for Danzig—namely, that the budget allocation of 12 millions of gulden for unemployment relief will probably be exceeded, so far as can be estimated, by 2 or 3 millions of gulden. No further evidence is needed to show that a small State like Danzig cannot permanently support such burdens. The Senate has already done everything that was possible to lessen the burdens and has taken drastic measures with this object. It has supplemented the legal provisions in the matter by stipulating that, after a certain time, the subsidy for unemployment relief shall cease, and has also laid down that certain categories of unemployment relief shall be temporarily discontinued. It is hardly possible to institute any further restrictions, unless the unemployed are to be deprived of the barest necessities of life.

In the circumstances, the Senate can offer its own citizens no justification of the fact that the Danzig labour market continues to be flooded with Polish labour. The number of Polish workers now in Danzig, apart from 8,000 to 10,000 seasonal agricultural workers, is somewhere about 11,000. Since the beginning of the year alone, upwards of 7,000 employment permits have been issued

que depuis le début de l'année, plus de 7.000 permis de travail ont été délivrés à des ressortissants polonais. La majorité d'entre eux étaient certainement arrivés à Dantzig avant le 1er janvier ; mais, d'après les rapports de police, 1.800 travailleurs polonais sont entrés depuis cette date. Un nombre égal de ressortissants dantzikois se trouvent de ce fait exclus du marché du travail et privés de moyens d'existence, ce qui occasionne à l'État et aux communes, pour l'ensemble de l'année, un accroissement de dépenses allant de 1,5 à 2 millions de gulden.

Si les autorités de la Ville libre accordent, en principe, aux Polonais et même aux nouveaux arrivants l'autorisation de travailler à Dantzig, le Sénat a prescrit, pour ce qui est des autres étrangers, d'observer la plus grande réserve en matière d'admission au marché du travail de Dantzig, et de refuser le permis de travail aux nouveaux immigrants étrangers, y compris les Allemands du Reich.

Faute de pouvoir empêcher également, à bref délai, l'entrée de la main-d'œuvre polonaise, le Sénat se trouvera hors d'état d'assurer sa tâche principale, qui consiste à mettre de l'ordre dans les finances de la Ville libre et à équilibrer le budget.

Le Sénat ne méconnaît pas qu'il existe un certain lien entre la question de « l'assainissement » du marché du travail de Dantzig et l'interprétation de l'article 33 du Traité de Paris. Il ne croit pas, toutefois, pouvoir admettre, sous sa responsabilité, que la décision relative à l'admission de la main-d'œuvre polonaise au marché de Dantzig soit ajournée, elle aussi, jusqu'à ce que la Cour permanente de Justice internationale de La Haye ait statué et que le Conseil de la Société des Nations ait ensuite pris sa décision. Le Sénat estime, au contraire, que la question doit absolument être réglée dans un sens favorable à Dantzig, avant l'hiver, si l'on veut éviter de graves préjudices dans les domaines les plus divers.

Le Sénat demande donc qu'il soit pris des mesures permettant à Dantzig, dans un avenir prochain, mais en tout cas avant l'hiver, d'arrêter l'immigration de travailleurs polonais à Dantzig.

(*Signé*) Dr ZIEHM.

Appendice VI.

LETTRE DU REPRÉSENTANT DIPLOMATIQUE DE LA POLOGNE AU HAUT-COMMISSAIRE.

Dantzig, le 8 août 1931.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 9 juillet a. c., n° 23 B. 105/2, ainsi que de l'annexe contenant la lettre du Sénat du 2 juillet a. c., au sujet du chômage dans la Ville libre de Dantzig.

En vous présentant tous mes remerciements pour l'envoi de cette lettre, je me permets de relever au début que les chiffres

to Polish nationals. The majority of the latter had no doubt come to Danzig before January 1st last. Since then, however, according to the police registers, 1,800 Polish workers have arrived in Danzig. In consequence, an equal number of Danzig nationals have been excluded from the Danzig labour market and been left without a means of livelihood, the result being that the State and communes have had to incur additional expenditure to the amount of one and a-half million to two millions gulden for the year.

While in principle the Danzig authorities issue employment permits in Danzig to Poles—including newcomers—the Senate has decided that, in the case of other foreigners, the greatest discretion shall be exercised in granting admittance to the Danzig labour market, and that permission to take up employment shall be refused in the case of all foreigners, including Reich nationals, arriving in the Free City.

Unless something can be done promptly to prevent the influx of Polish labour also, the Senate will be unable to fulfil its main duty of bringing order into the finances of the Free City of Danzig and balancing the budget.

The Senate is fully aware that the question of the so-called regulation of the Danzig labour market is bound up to some extent with the interpretation of Article 33 of the Paris Treaty. The Senate feels, however, that it cannot accept responsibility for any postponement of the decision as to the question of admitting Polish workers to the Danzig labour market until the Permanent Court of International Justice at The Hague has given judgment and the Council of the League of Nations has taken a decision. The Senate feels, on the contrary, that it is essential for the matter to be settled in a manner favourable to Danzig before the beginning of the winter, if serious injury is to be avoided in very different directions.

The Senate requests, therefore, that steps may be taken to enable Danzig in the near future and, in any case, before the winter to prohibit the immigration of Polish workers into Danzig.

(*Signed*) Dr. ZIEHM.

Appendix VI.

LETTER FROM THE POLISH DIPLOMATIC REPRESENTATIVE TO THE HIGH COMMISSIONER.

[*Translation.*] Danzig, August 8th, 1931.

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated July 9th, No. 23 B. 105/2, together with the annex containing a letter from the Senate, dated July 2nd, with regard to unemployment in the Free City of Danzig.

I beg to thank you for this letter and to state at the outset that the figures given by the Senate in regard to Polish workers

indiqués par le Sénat, concernant les ouvriers polonais occupés sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, ne trouvent pas de confirmation dans les données en ma possession. Si l'on devait attacher de l'importance à la fixation de ces chiffres, je proposerais un examen commun, par le Sénat et mon représentant, des matériaux que possède le Sénat. Je dois relever à ce propos que la question, mise en avant par le Sénat, de « l'épuration du marché de travail dantzikois » d'ouvriers polonais n'est qu'un fragment du problème, beaucoup plus profond, du chômage à Dantzig, et qui trouve son explication dans la politique générale de Dantzig. L'établissement d'une liaison entre le chiffre des Polonais occupés et celui des chômeurs à Dantzig ne répond pas à la réalité, étant donné que les chômeurs dantzikois appartiennent à une autre catégorie de travailleurs que les ouvriers polonais occupés à Dantzig.

Je me permets de rappeler, à titre de comparaison, que l'analyse de l'état d'occupation des ressortissants polonais à Dantzig, présenté par le Sénat au cours des conversations de Varsovie en janvier 1930, a démontré que, dans le nombre fourni alors par ce dernier de 17.939 ouvriers polonais occupés sur le territoire de la Ville libre, il y avait 4.490 personnes appartenant à la catégorie du service domestique, ainsi que 10.610 ouvriers agricoles. Ces deux catégories, comprenant alors ensemble 15.100, n'entraient pas alors, eu égard aux besoins économiques de Dantzig, en ligne de compte comme celles pouvant constituer une charge pour le marché de travail dantzikois. Et c'est aussi la raison pour laquelle elles furent complètement éliminées, lors des conversations polono-dantzikoises, de toutes restrictions, car celles-ci auraient certainement apporté un préjudice évident à la Ville libre de Dantzig. Il est incontestable que le rapport entre ces deux catégories de personnes et le nombre total des personnes occupées sur le territoire dantzikois est aujourd'hui tout au moins le même qu'en 1930.

Étant donné que le Sénat se plaint, dans la lettre qu'il vous a adressée le 2 juillet a. c., des charges financières au titre d'assistance aux chômeurs, je ne saurais passer sous silence la proposition polonaise, si chaleureusement appuyée par vous et non acceptée par le Sénat, laquelle avait pour objet l'introduction dans la Ville libre du système d'assurance obligatoire contre le chômage avec le concours financier du Gouvernement polonais. La réalisation de ce projet aurait contribué, et pourrait contribuer à l'avenir, dans une bien plus large mesure que tout autre moyen, à alléger effectivement les charges de la Ville libre.

Je sais parfaitement avec quel soin et quel dévouement vous avez présidé, en février 1930, aux négociations entre la Pologne et Dantzig dans l'affaire de « l'épuration du marché de travail dantzikois », ainsi que toute l'importance que vous attachiez aux résultats favorables de ces négociations. Je comprends, par conséquent, que vous exprimiez encore aujourd'hui l'espoir de voir aboutir un accord entre la Pologne et Dantzig sur la base du protocole intervenu alors, le 8 février 1930.

Je dois faire remarquer que, sur la base de ce protocole, on est arrivé, le 25 mars 1930, à mener à bonne fin les négociations entre la Pologne et Dantzig. Le texte définitif de l'accord a été

employed in the territory of the Free City of Danzig are not confirmed by the data in my possession. If importance is attached to these figures, I propose that the material in the possession of the Senate should be jointly examined by the Senate and my representative. I would point out in this connection that the question of purging the Danzig labour market of Polish workers put forward by the Senate merely touches the fringe of the much deeper problem of unemployment at Danzig, which is explained by the general policy of Danzig. The establishment of a connection between the number of Poles employed and the number of unemployed at Danzig is not in accordance with the facts, since the Danzig unemployed belong to another category of workers than the Polish workers employed at Danzig.

For purposes of comparison I would point out that the analysis of the occupations of Polish nationals at Danzig submitted by the Senate during the Warsaw conversations in January 1930 showed that, among the 17,939 Polish workers employed in the territory of the Free City, which was the figure given by the Senate at that time, there were 4,490 persons belonging to the category of domestic servants and 10,610 agricultural workers. These two categories, which together amounted to 15,100, could not then be regarded, in view of the economic needs of Danzig, as a burden on the Danzig labour market. For this reason, they were completely exempted at the time of the conversations between Poland and Danzig from any restrictions which, had they been imposed, would undoubtedly have caused serious prejudice to the Free City of Danzig. It is an undisputed fact that the proportion between these two categories of persons and the total number of persons employed in Danzig territory is much the same to-day as it was in 1930.

In view of the fact that the Senate complains in the letter which it sent to you on July 2nd of the financial burden of unemployment relief, I feel bound to mention the Polish proposal, which was so warmly supported by you but was not accepted by the Senate, to the effect that the system of compulsory unemployment insurance should be introduced in the Free City with the financial help of the Polish Government. If this scheme had been carried out, it would have contributed—and will contribute, if effect is given to it in future—to a greater extent than any other measure towards lessening the financial charges of the Free City.

I well know with what care and devotion you presided in February 1930 over the negotiations between Poland and Danzig in the affair of the purging of the Danzig labour market, and the great importance that you attached to the favourable issue of these negotiations. I can thus understand that you still express the hope that an agreement may be reached between Poland and Danzig on the lines of the Protocol then adopted, on February 8th, 1930.

I must point out that, on the basis of this Protocol, the negotiations between Poland and Danzig were successfully terminated on March 25th, 1930. The final text of the agreement was jointly

arrêté en commun et devait être signé par moi, après avoir été présenté au Gouvernement polonais.

Cependant, déjà le 26 ou le 27 mars, à cause d'un désaccord survenu au sein du Sénat, qui avait conclu cet accord avec moi, les membres du parti libéral-allemand et, plus tard, du parti socialiste s'en retirèrent. Le nouveau Sénat demanda la modification des bases du protocole de Varsovie et l'introduction d'une formelle distinction juridique entre les ressortissants dantzikois et les ressortissants polonais, en limitant l'introduction du système de permis seulement aux étrangers, au nombre desquels il compta aussi les ressortissants polonais. Lorsque je ne consentis pas à la modification des principes fondamentaux du protocole de Varsovie, le Sénat rendit une loi contraire à ce protocole et, à mon avis, à l'état de droit en vigueur.

Je tiens, par conséquent, à souligner que la Pologne avait toujours été et est prête à signer l'accord au sujet duquel une entente fut réalisée le 25 mars, et qui est conforme au protocole de Varsovie. La faute qu'il n'a pas été signé ne retombe pas sur le Gouvernement polonais.

Cependant, quand le Sénat, par la publication de la loi du 27 juin 1930, avait rendu impossible de conclure, sur la base du protocole de Varsovie du 8 février 1930, un accord avec la Pologne, je tendais à élucider l'état de droit et à obtenir, dans ce domaine, une décision des organes de la Société des Nations, ensemble avec d'autres questions portant sur les droits des ressortissants polonais et des ressortissants dantzikois. C'est pourquoi, le 30 septembre 1930, je vous ai remis la motion du Gouvernement polonais demandant une décision au sujet de l'article 33. J'ai suggéré, de mon côté, d'inviter à Dantzig des experts de la Société des Nations, aussi bien juridiques que techniques, qui se prononceraient d'urgence sur les questions soulevées, donc aussi sur celle de l'occupation des ressortissants polonais sur le territoire de la Ville libre de Dantzig. Mais cette proposition n'a obtenu ni l'appui ni le consentement du Sénat. Il a été décidé de renvoyer toute l'affaire à la Cour de La Haye, ce à quoi, vu la haute autorité de cette institution, je ne pouvais m'opposer, mais ce qui n'est pas sans retarder sensiblement les solutions attendues.

Aujourd'hui, le Sénat de Dantzig, attachant une grande importance à la limitation de la possibilité de travail des ressortissants polonais sur le territoire de la Ville libre, réclame le règlement de cette affaire avant la solution, par la Cour de La Haye et le Conseil de la Société des Nations, de l'ensemble des questions découlant de l'article 33. Le Sénat ne manifeste cependant pas, à cette occasion, le désir de régler en même temps les autres questions liées à l'article 33 et qui sont de première importance pour la population polonaise et le Gouvernement polonais. Par exemple, la simple affaire des certificats scolaires, à laquelle j'attachais cependant une portée spéciale, en raison des intérêts de la population polonaise à Dantzig, privée d'assistance médicale et juridique, et au sujet de laquelle vous avez bien voulu intervenir personnellement auprès du Sénat, ne trouva aucune compréhension du côté du Sénat, qui se refusa à la prendre en considération. La demande du Sénat de détacher de l'ensemble des

prepared and was to be signed by me after submission to the Polish Government.

But as early as March 26th or 27th, owing to a disagreement within the Senate which had concluded this agreement with me, the members of the German Liberal Party, and later of the Socialist Party, withdrew. The new Senate asked for the modification of the principles of the Protocol of Warsaw, and for the introduction of a definite legal distinction between Danzig and Polish nationals, confining the introduction of the system of permits to foreigners, amongst whom Polish nationals were classified. When I did not consent to a change in the essential principles of the Protocol of Warsaw, the Senate passed a law contrary to that Protocol and, in my opinion, to the laws in force.

I therefore desire to emphasize that Poland had always been ready, and is ready, to sign the agreement on which an understanding was reached on March 25th, which agreement is in conformity with the Warsaw Protocol. The fact that it has not been signed is not attributable to the Polish Government.

However, when the Senate by issuing the law of June 27th, 1930, had made it impossible to conclude an agreement with Poland on the lines of the Warsaw Protocol of February 8th, 1930, I endeavoured to clear up the legal situation and to obtain from the organs of the League a decision on this subject and on other questions concerning the rights of Polish and Danzig nationals. For this reason, on September 30th, 1930, I transmitted to you the Polish Government's application for a decision in regard to Article 33. I, on my side, suggested that legal and technical experts of the League should be asked to come to Danzig to give an urgent opinion on the questions raised, and therefore on the question of the employment of Polish nationals in the territory of the Free City of Danzig. But this proposal obtained neither the support nor the approval of the Senate. It was decided to send the whole matter to the Hague Court. In view of the high authority of that body I could not object; but the decisions awaited have thus been considerably delayed.

At present, the Senate of Danzig, attaching great importance to a limitation of the labour facilities for Polish nationals in the territory of the Free City, demands that this matter should be decided before the settlement by the Hague Court and the Council of all the questions arising out of Article 33. The Senate, however, does not on this occasion express the wish that the other questions —of the greatest importance for the Polish people and Government —relating to Article 33 should be settled at the same time. For instance, the simple matter of the school certificates, although I laid special stress upon it in view of the interests of the Polish population at Danzig deprived of medical and legal assistance and although you were good enough to intervene personally with the Senate, was not appreciated by the Senate, which refused to take the matter up. The Senate's demand that the only question which interests it—namely, the occupation of Polish nationals in the territory of the Free City—shall be detached from all the questions

questions ressortissant à l'article 33 la seule question qui l'intéresse, celle de l'occupation des ressortissants polonais sur le territoire de la Ville libre, signifie en même temps, comme je le crains, la remise, à un avenir lointain et indéfini, de toutes les autres matières liées à cet article.

Ceci correspond, d'ailleurs, à la tendance constante du Sénat à réclamer divers sacrifices de la part de la Pologne et de sa population, tout en refusant catégoriquement de faire droit, ne fût-ce qu'aux plus modestes vœux polonais. Une telle tactique met, toutefois, le représentant de la République de Pologne dans une situation extrêmement difficile. Le commissaire général de le République de Pologne doit présenter constamment à Varsovie les réclamations du Sénat, et, de son côté, il n'est pas en mesure de faire accepter à Dantzig les plus modestes desiderata de la population polonaise.

La question de l'occupation des ressortissants polonais dans la Ville libre a pris dernièrement un caractère plus aigu par suite du rappel du poste de directeur de l'Office du Travail, qui décide dans ce domaine, du représentant du parti socialiste donnant la garantie d'une certaine objectivité dans les affaires des ouvriers et nationales, ainsi que par la nomination à un poste de premier ordre, dans cet office, d'un représentant du parti hitlérien, connu par ses incartades antipolonaises. En même temps, M. Förster, le chef de ce parti, délégué du Reich allemand, proclama, à la réunion du 19 juin dernier, comme un des points de son programme, l'éloignement de Dantzig de tous les Polonais y occupés, au nombre de 30.000, en entendant par là aussi bien les ressortissants polonais que les ressortissants dantzikois d'origine polonaise.

Je me permets donc de vous prier de bien vouloir user de votre influence pour amener le Sénat à changer son attitude. En même temps, je porte à votre connaissance que, désirant vous donner une preuve de ma bonne volonté à accéder à vos vœux et de démontrer la bienveillance avec laquelle le Gouvernement polonais traite, et dans ce cas également, les intérêts des sphères ouvrières de la Ville libre de Dantzig, je me suis adressé au ministre du Travail, et de la Prévoyance sociale, en le priant de prendre des mesures temporaires d'ordre administratif limitant l'éventuelle affluence d'ouvriers polonais sur le territoire de la Ville libre de Dantzig. Je ne manquerai pas de vous communiquer les détails de ces instructions.

(*Signé*) HENRYK STRASBURGER.

relating to Article 33, involves at the same time, I fear, a postponement to a distant and indefinite future of all the other matters connected with that article.

This is, moreover, in accordance with the constant tendency of the Senate to demand various sacrifices from Poland and the Polish people while definitely refusing to comply with the humblest wishes of the Poles. Such tactics, however, place the representatives of the Polish Republic in an extremely difficult situation. The Commissioner-General of the Polish Republic is obliged constantly to submit to Warsaw the claims of the Senate, and on his side he is unable to secure the acceptance by Danzig of the most modest requirements of the Polish population.

The question of the employment of Polish nationals in the Free City has lately become more acute owing to the removal from the post of Director of the Labour Department—who decides such matters—of the representative of the Socialist Party, who was a guarantee that labour and national questions would be treated with a certain objectivity; also by the appointment to a highly important post in this Department of a representative of the Hitlerite Party, well known for his anti-Polish activities. At the same time, M. Förster, head of this party and delegate of the German Reich, at the meeting on June 19th last, proclaimed as one of the points in his programme the removal from Danzig of all the 30,000 Poles employed there, meaning thereby both Polish nationals and Danzig nationals of Polish origin.

I therefore beg you to be so good as to exert your influence in order to induce the Senate to change its present attitude. At the same time, I draw your attention to the fact that, in order to prove to you my keen desire to meet your wishes and to demonstrate the benevolent attitude with which the Polish Government in this case also treats the interests of workers in the Free City of Danzig, I addressed to the Minister of Labour and Social Welfare a request that he would take temporary administrative measures to limit a possible influx of Polish workmen into the territory of the Free City of Danzig. I will not fail to inform you of the details of these instructions.

(*Signed*) HENRYK STRASBURGER.

4.

EXTRAITS DU « GESETZBLATT FÜR DIE FREIE STADT DANZIG »

I.

[Numéro 32, 2 juillet 1931.]

87 Volkstag und Senat haben folgendes Gesetz beschlossen, das hiermit verkündet wird :

Ermächtigungsgesetz.
Vom 30. 6. 1931.

§ 1.

Zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit wird der Senat ermächtigt, folgende Massnahmen, denen der Volkstag hiermit zustimmt, zu treffen und für Zuwiderhandlungen hiergegen Gefängnisstrafen und Geldstrafen bis zu 3000 Gulden oder eine dieser Strafen anzudrohen :

1. Änderung des Reichsvereinsgesetzes im Rahmen der Artikel 84 und 85 der Danziger Verfassung,

2. Festlegung des Rechtes zur Führung und zum Besitz von Schuss-, Hieb- und Stichwaffen und Munition und zum Handel hiermit sowie Festlegung des Begriffs der vorbezeichneten Sachen,

3. Änderung des § 6 Satz 2 des preussischen Gesetzes zum Schutz der persönlichen Freiheit vom 12. Februar 1850 (Preussische Gesetzsammlung S. 45) mit der Einschränkung, dass eine Festhaltung nicht über den Zeitraum von drei Wochen ausgedehnt und innerhalb dreier Monate nicht wiederholt werden darf, und dass dem Festgehaltenen ein Beschwerdeweg offen stehen muss,

4. Weitere Massnahmen zur Erreichung des oben bezeichneten Zweckes, die im Rahmen der Danziger Verfassung liegen.

§ 2.

Die erlassenen Verordnungen sind dem Volkstag unverzüglich zur Kenntnis zu bringen. Sie sind aufzuheben, wenn und soweit der Volkstag dies verlangt.

§ 3.

Das Gesetz tritt mit der Verkündung in Kraft.
Das Gesetz tritt am 1. Januar 1932 ausser Kraft.

Danzig, den 30. Juni 1931.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.

Dr. ZIEHM. Dr. WIERCINSKI-KEISER.

88 Volkstag und Senat haben folgendes Gesetz beschlossen, das hiermit verkündet wird:

Gesetz
zur Sicherung der öffentlichen Ordnung.
Vom 30. 6. 1931.

Artikel I.

§ 1.

Die Vorschriften des Gesetzes über die Presse vom 7. Mai 1874 (Reichsgesetzbl. S. 65) über die Beschlagnahme von Druckschriften ohne richterliche Anordnung (§§ 23 ff. des Gesetzes) finden auf die in den §§ 81 bis 86, 106 a, 110 und 131 des Strafgesetzbuches bezeichneten strafbaren Handlungen mit der Massgabe Anwendung, dass der Staatsanwaltschaft gegen den Beschluss des Gerichts, der die vorläufige Beschlagnahme aufhebt, die sofortige Beschwerde mit aufschiebender Wirkung zusteht.

§ 2.

Wird durch den Inhalt einer periodischen Druckschrift die Strafbarkeit einer der in den §§ 81 bis 86, 106 a, 110 und 131 des Strafgesetzbuches bezeichneten Handlungen begründet, so kann die periodische Druckschrift, wenn es sich um eine Tageszeitung handelt, bis auf die Dauer von sechs Monaten, in anderen Fällen bis auf die Dauer von 1 Jahr verboten werden. Gegen das Verbot ist binnen 2 Wochen vom Tage der Zustellung oder Veröffentlichung ab die Beschwerde zulässig. Sie hat keine aufschiebende Wirkung. Der Senat kann der Beschwerde abhelfen; andernfalls hat er die Beschwerde unverzüglich dem Oberverwaltungsgericht zur Entscheidung vorzulegen.

Das Verbot einer Druckschrift umfasst auch jede angeblich neue Druckschrift, die sich sachlich als die alte darstellt.

§ 3.

Wer eine nach § 2 verbotene periodische Druckschrift herausgibt, verlegt, druckt oder verbreitet, wird mit Gefängnis nicht unter drei Monaten bestraft, neben dem auf Geldstrafe erkannt werden kann.

Für die Beschlagnahme solcher Druckschriften gelten die Vorschriften des § 1.

§ 4.

Hinter § 106 des Strafgesetzbuches wird folgender Paragraph als § 106 a eingefügt :

„Mit Gefängnis nicht unter 3 Monaten, neben welchem auf Geldstrafe erkannt werden kann, wird bestraft, wer öffentlich oder in einer Versammlung die verfassungsmässig festgestellte Staatsform der Freien Stadt Danzig beschimpft oder böswillig und mit Überlegung verächtlich macht oder herabwürdigt oder die Regierung oder ein Mitglied der Regierung beschimpft oder verleumdet. Sind mildernde Umstände vorhanden, so ist die Strafe Gefängnis, daneben kann auf Geldstrafe erkannt werden."

§ 5.

§ 131 des Strafgesetzbuches erhält folgende Fassung :

„Wer in der Absicht Staatseinrichtungen, Gesetze, Verordnungen oder Anordnungen der Behörde verächtlich zu machen eine Behauptung tatsächlicher Art öffentlich aufstellt oder verbreitet, wird, wenn nicht diese Behauptung erweislich wahr ist, mit Gefängnis bis zu 2 Jahren oder mit Geldstrafe bestraft."

Artikel II.

Dieses Gesetz tritt mit der Verkündung in Kraft.

Danzig, den 30. Juni 1931.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.

Dr. Ziehm. Dr. Wiercinski-Keiser.

II.

[Numéro 33, 3 juillet 1931.]

89 **Rechtsverordnung betreffend Änderung des Vereins-Gesetzes. Vom 30. 6. 1931.**

Auf Grund des § 1 Ziffer 1 des Ermächtigungsgesetzes vom 30. Juni 1931 wird folgendes mit Gesetzeskraft verordnet:

Das Reichsvereinsgesetz vom 19. April 1908 (R. Ges. Bl. S. 151) in der Fassung vom 26. Juni 1916 und 19. April 1917 (R. Ges. Bl. S. 365 und 361) wird wie folgt geändert:

1. § 2 Satz 1 erhält folgende Fassung:
   Ein Verein kann aufgelöst werden, wenn:
   a) der Zweck des Vereins den Strafgesetzen zuwiderläuft,
   b) unter Vorwissen des Vereinsvorstandes die Vornahme von Handlungen, die nach §§ 81 bis 86, 106 a, 110, 124, 125 und 131 des Strafgesetzbuchs strafbar sind, in solcher Form erörtert werden, dass darin ein Anreiz zur Begehung dieser Straftaten zu sehen ist,
   c) unter Vorwissen des Vorstandes oder einzelner Mitglieder des Vorstandes mehr als 3 Vereinsmitglieder ohne eine erforderliche Erlaubnis Waffen besitzen oder führen.
2. Dem § 11 wird folgender Absatz 2 angefügt:
   Bewaffnet im Sinne dieser Vorschrift ist jeder Teilnehmer, der einen Gegenstand mit sich führt oder bereit hält, der nach dem Willen des Trägers oder des Bereithaltenden dazu bestimmt ist, sei es im Angriff oder in der Verteidigung, Verletzungen zuzufügen. Zu diesen Gegenständen gehören auch Schreckschusspistolen.
3. In § 18 wird die Ziffer 4 gestrichen.
4. Hinter § 18 werden folgende §§ 18 a bis 18 c eingefügt:

   § 18 a: Mit Gefängnisstrafe bis zu 1 Monat und mit Geldstrafe bis zu 1000 G oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer nach der Erklärung der Auflösung einer Versammlung sich nicht sofort entfernt.

   § 18 b: (1) Wer ohne die nach Artikel 84 der Danziger Verfassung vorgeschriebene Anmeldung oder in absichtlicher Abweichung von den in der Anmeldung gemachten Angaben oder entgegen einem Verbot oder einer Auflage eine Versammlung oder einen Aufzug veranstaltet, oder wer in solchen Versammlungen als Redner auftritt, wird mit Gefängnisstrafe nicht unter 1 Monat

bestraft, neben der auf Geldstrafe bis zu 3000 G erkannt werden kann.

(2) Die Teilnehmer an einer der im Absatz (1) bezeichneten Versammlungen werden mit Gefängnisstrafe bis zu 1 Jahr und Geldstrafe bis zu 1000 G oder mit einer dieser Strafen bestraft.

§ 18 c: Wer sich an einem gemäss § 2 aufgelösten Verein als Mitglied beteiligt oder ihn auf andere Weise unterstützt, oder den durch den Verein geschaffenen organisatorischen Zusammenhalt weiter aufrecht erhält, wird mit Gefängnisstrafe bis zu 3 Jahren und Geldstrafe bis zu 1000 G oder mit einer dieser Strafen bestraft. Dem aufgelösten Verein steht ein angeblich neuer Verein gleich, der sich sachlich als der alte darstellt.

5. Der § 19 erhält folgende Fassung:

(1) Wer unbefugt in einer Versammlung oder einem Aufzuge bewaffnet erscheint (§ 11), wird mit Gefängnis nicht unter 3 Monaten bestraft, neben dem auf Geldstrafe bis zu 3000 G erkannt werden kann.

(2) Neben der Strafe können die Waffen ohne Rücksicht darauf, ob sie dem Täter gehören, eingezogen werden. Ist die Verfolgung oder Verurteilung einer bestimmten Person nicht durchführbar, so kann auf die Einziehung der Waffen selbständig erkannt werden.

6. Diese Verordnung tritt mit der Verkündung in Kraft.

Danzig, den 30. Juni 1931.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.
Dr. ZIEHM. Dr. WIERCINSKI-KEISER.

90 Rechtsverordnung über Waffen. Vom 30. 6. 1931.

Auf Grund des § 1 Ziffer 2 des Ermächtigungsgesetzes vom 30. Juni 1931 wird folgendes mit Gesetzeskraft verordnet:

§ 1.

(1) Schusswaffen im Sinne dieser Verordnung sind Waffen, bei denen ein Geschoss oder eine Schrotladung mittels Entwicklung von Explosivgasen oder Druckluft durch einen Lauf getrieben wird.

(2) Als Munition im Sinne dieser Verordnung gilt fertige Munition zu Schusswaffen sowie Schiesspulver jeder Art.

(3) Fertige oder vorgearbeitete wesentliche Teile von Schusswaffen oder Munition stehen fertigen Gegenständen dieser Art gleich.

(4) Als Waffenlager gilt ein Bestand von mehr als fünf Schusswaffen der gleichen Art, als Munitionslager ein Bestand von mehr als hundert Patronen. Bei Jagdwaffen gilt als Waffenlager ein Bestand von mehr als zehn Jagdwaffen, als Munitionslager ein Bestand von mehr als tausend Jagdpatronen.

(5) Hieb- oder Stosswaffen sind Waffen, die ihrer Natur nach dazu bestimmt sind, durch Hieb, Stoss oder Stich Verletzungen beizubringen.

§ 2.

Wer gewerbsmässig Schusswaffen oder Munition herstellen, bearbeiten oder instandsetzen will, bedarf der Genehmigung des Senats. Als Herstellung von Munition gilt auch das Wiederladen von Patronen.

§ 3.

Für die Errichtung von Pulverfabriken oder sonstigen Anlagen zur Munitionsbereitung bleibt daneben die Genehmigung nach § 16 der Gewerbeordnung im bisherigen Umfang erforderlich.

§ 4.

Ist die Genehmigung versagt oder zurückgenommen worden, so kann ein neuer Antrag auf Erteilung der Genehmigung erst gestellt werden, wenn seit der Entscheidung mindestens ein Jahr verflossen ist.

§ 5.

(1) Wer gewerbsmässig Schusswaffen oder Munition erwerben, feilhalten oder anderen überlassen oder wer gewerbsmässig den Erwerb oder das Überlassen solcher Waren vermittelt oder sich gewerbsmässig zum Erwerb oder Überlassen solcher Waren erbieten will, bedarf der Genehmigung. Über die Genehmigung entscheidet in Gemeindebezirken mit staatlicher Polizeiverwaltung der Polizeipräsident, in anderen Gemeinden der Landrat.

(2) Wird die Erlaubnis versagt, so steht dem Antragsteller das Recht der Klage an das Verwaltungsgericht zu, dessen Entscheidung endgültig ist.

§ 6.

Die Genehmigung nach § 5 darf nicht erteilt werden
1. Trödlern,
2. den im § 16 Abs. 1 Satz 2 bezeichneten Personen ; Ausnahmen sind in den Grenzen des § 16 Abs. 2 zulässig.

§ 7.

(1) Verboten ist der Handel mit Schusswaffen oder Munition
1. im Umherziehen,
2. auf Jahrmärkten, Schützenfesten und Messen mit Ausnahme der Mustermessen.

(2) Nicht unter das Verbot des Abs. 1 Nr. 2 fällt das Feilhalten und Überlassen der auf den Schiessständen benötigten Munition.

§ 8.

Öffentlichen und privaten Pfandleihen ist das Beleihen von Schusswaffen und Munition verboten.

§ 9.

(1) Vom Ablauf von sechs Monaten nach Inkrafttreten dieser Verordnung ab dürfen im Inland nur solche Schusswaffen gewerbsmässig feilgehalten oder anderen überlassen werden, die die Firma oder das eingetragene Warenzeichen des Herstellers oder des Händlers (§ 5) und eine fortlaufende Herstellungsnummer tragen.

(2) Schusswaffen, die nicht die Firma oder das eingetragene Warenzeichen eines inländischen Herstellers tragen, müssen ausser der Herstellungsnummer die Firma oder das eingetragene Warenzeichen eines im Inland wohnenden Händlers tragen.

§ 10.

(1) Schusswaffen oder Munition mit Ausnahme von Luftgewehren mit glattem Lauf dürfen nur gegen Aushändigung eines Waffen- oder Munitionserwerbsscheins überlassen oder erworben werden. Die Ausstellung erfolgt durch die in § 5 Abs. 1 genannten Behörden.

(2) Der Erwerbsschein gilt für die Dauer eines Jahres vom Tage der Ausstellung ab gerechnet, soweit nicht eine kürzere Geltungsdauer auf ihm vermerkt ist.

(3) Abs. 1 gilt nicht für
1. die Überlassung von Schusswaffen oder Munition auf einem polizeilich genehmigten Schiessstand zur Benutzung lediglich auf diesem Schiessstand ;

2. die Versendung von Schusswaffen oder Munition unmittelbar in das Ausland ;
3. die Übermittlung von Schusswaffen und Munition durch Personen, die gewerbsmässig Güterversendungen besorgen oder ausführen, insbesondere durch Spediteure, Frachtführer, Verfrachter eines Seeschiffes, die Post oder die Eisenbahn.

§ 11.

Eines Waffen- oder Munitionserwerbsscheins bedürfen nicht :
1. Staatsbehörden,
2. die im § 5 bezeichneten Gewerbetreibenden, die sich durch eine behördliche Bescheinigung ausweisen.

§ 12.

Eines Waffenerwerbsscheins bedürfen nicht Inhaber von Waffenscheinen in dem darin genehmigten Umfang.

§ 13.

Eines Munitionserwerbsscheins bedürfen nicht Inhaber eines Waffenerwerbsscheins oder Waffenscheins zum Erwerbe der zu den betreffenden Waffen gehörigen Munition.

§ 14.

Wer Schusswaffen oder Munition von Todes wegen erwirbt, hat dies unter Angabe der Art und Zahl, bei Schiesspulver des Gewichts, der von ihm erworbenen Schusswaffen oder Munition binnen sechs Wochen nach dem Tage, an dem er von dem Erwerbe Kenntnis erlangt hat, der Ortspolizeibehörde anzuzeigen.

§ 15.

(1) Wer ausserhalb seiner Wohnung, seiner Geschäftsräume oder seines befriedeten Besitztums eine Schusswaffe führt, muss einen von den im § 5 Abs. 1 bezeichneten Behörden ausgestellten Erlaubnisschein (Waffenschein) bei sich tragen. Als Führen einer Schusswaffe gilt nicht ihr Gebrauch auf polizeilich genehmigten Schiessständen.

(2) Der Waffenschein ist, sofern seine Geltung nicht ausdrücklich auf einen bestimmten engeren Bezirk beschränkt wird, für das ganze Gebiet der Freien Stadt Danzig gültig. Im Scheine kann das Führen der Waffen auf bestimmte ausdrücklich bezeichnete Gelegenheiten und Örtlichkeiten beschränkt werden.

(3) Der Waffenschein gilt widerruflich für die Dauer eines Jahres vom Tage der Ausstellung ab gerechnet, soweit nicht eine kürzere Geltungsdauer auf ihm vermerkt ist.

(4) Wer innerhalb seiner Wohnung, seiner Geschäftsräume oder seines befriedeten Besitztums eine Schusswaffe besitzt, muss einen von den im § 5 Abs. 1 bezeichneten Behörden ausgestellten Erlaubnisschein (Waffenbesitzschein) haben, welcher widerruflich für unbeschränkte Zeit gilt. Diese Bestimmung gilt nicht für Luftgewehre mit glattem Lauf.

§ 16.

(1) Waffen- (Munitions-) Erwerbsscheine, Waffenscheine oder Waffenbesitzscheine dürfen nur an Personen, gegen deren Zuverlässigkeit keine Bedenken bestehen, ausgestellt werden, Waffenscheine ausserdem nur bei Nachweis eines Bedürfnisses. Die Ausstellung hat insbesondere zu unterbleiben

1. an Personen unter zwanzig Jahren;
2. an Entmündigte oder geistig Minderwertige;
3. an Zigeuner oder nach Zigeunerart umherziehende Personen;
4. an Personen, die wegen Zuwiderhandlungen gegen die §§ 81, 83 bis 90, 105, 106, 107, 110 bis 120, 122, 123 Abs. 2, §§ 124 bis 130, 181 a, 211 bis 216, 223 bis 228, 240, 241, 243, 244, 249 bis 255, 292 bis 294, 296, 340, 361 Nr. 3, 4, 5 und 10 des Strafgesetzbuchs, gegen § 148 des Vereinszollgesetzes vom 1. Juli 1869 (Bundesgesetzbl. S. 317), gegen das Gesetz gegen den verbrecherischen und gemeingefährlichen Gebrauch von Sprengstoffen vom 9. Juni 1884 (Reichsgesetzbl. S. 61), gegen die Verordnung des Rates der Volksbeauftragten über Waffenbesitz vom 13. Januar 1919 (Reichsgesetzbl. S. 31, 122) oder gegen die Vorschriften dieser Verordnung zu einer Freiheitsstrafe von mehr als zwei Wochen rechtskräftig verurteilt worden sind, wenn seit der Verbüssung, der Verjährung oder dem Erlasse der Strafe noch nicht fünf Jahre verflossen sind; ist die Strafe nach einer Probezeit erlassen, so läuft die Frist von fünf Jahren von dem Beginne der Probezeit;
5. an Personen, gegen die auf Zulässigkeit von Polizeiaufsicht oder auf Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte erkannt worden ist, für die Dauer der Zulässigkeit der Polizeiaufsicht oder des Verlustes der bürgerlichen Ehrenrechte.

(2) Ausnahmen von Abs. 1 Nr. 1, 3 und 4 können auf Antrag vom Senat bewilligt werden.

§ 17.

(1) Personen, die zum Besitze von Schusswaffen oder Munition nicht berechtigt sind, haben die in ihrem Besitze befindlichen Schusswaffen und Munition unverzüglich der Ortspolizeibehörde gegen Empfangsbescheinigung in Verwahrung zu geben. Haben sie einen gesetzlichen Vertreter, so liegt ihm diese Verpflichtung ob. Sofern diese Person oder ihre gesetzlichen Vertreter über die Schusswaffen oder Munition nicht binnen sechs Monaten zugunsten eines im Sinne dieser Verordnung Berechtigten durch Abtretung des Herausgabeanspruchs verfügen, kann die Ortspolizeibehörde die Übereignung der Schusswaffen und Munition an sich gegen Zahlung des gemeinen Wertes verlangen. Der Eigentumsübergang kommt durch Zustellung des entsprechenden Bescheids zustande. Gegen die Festsetzung des gemeinen Wertes ist unter Ausschluss des Rechtswegs nur die Beschwerde im Aufsichtswege binnen zwei Wochen zulässig.

(2) Die im § 5 Abs. 1 bezeichnete Behörde kann ausnahmsweise dem zur Ablieferung Verpflichteten den weiteren Besitz der Schusswaffen und Munition auf jederzeitigen Widerruf gestatten, wenn nach Lage des Einzelfalls die Gewähr besteht, dass von den Gegenständen kein unzulässiger Gebrauch gemacht wird.

§ 18.

(1) Der Waffen- (Munitions-) Erwerbsschein, der Waffenschein oder der Waffenbesitzschein ist durch die im § 5 Abs. 1 bezeichnete Behörde zu widerrufen und einzuziehen, wenn die Voraussetzungen für die Erteilung des Scheins nicht gegeben waren oder nicht mehr vorliegen.

(2) Im Falle des Widerrufs kann die im Abs. 1 genannte Behörde zugleich die Ablieferung der Schusswaffen und Munition verlangen. Die Vorschriften im § 17 Abs. 2 gelten entsprechend.

§ 19.

(1) Eines Waffen- (Munitions-) Erwerbsscheins, eines Waffenscheins oder Waffenbesitzscheins bedürfen hinsichtlich der ihnen dienstlich gelieferten Schusswaffen oder Munition nicht

1. die Polizeibeamten sowie die Grenzaufsichts- und Zollfahndungsbeamten ;
2. Beamte, Angestellte oder Personen, denen vom Senat das Recht zum Führen von Schusswaffen bei bestimmt zu bezeichnenden Anlässen verliehen ist oder auf Grund gesetzlicher Vorschriften zusteht. An Stelle des Waffenscheins bezw. Waffenbesitzscheins tritt bei ihnen eine entsprechende Bescheinigung des Senats.

(2) Werden den im Abs. 1 bezeichneten Personen Schusswaffen oder Munition dienstlich nicht geliefert, oder ist das Führen anderer als der dienstlich gelieferten Schusswaffen geboten, so ist der Senat befugt, ihnen eine Bescheinigung auszustellen, aus der das Recht zum Erwerbe der Schusswaffen und der Munition oder zum Führen der Schusswaffen ersichtlich ist.

§ 20.

(1) Der Jahresjagdschein berechtigt im gesamten Gebiet der Freien Stadt Danzig während der Dauer seiner Gültigkeit den Inhaber zum Erwerbe von Jagdwaffen und Faustfeuerwaffen in dem darin vermerkten Umfang und zum Erwerbe von Munition für Jagd- und Faustfeuerwaffen.

(2) Der Jagdschein berechtigt im gesamten Gebiete der Freien Stadt Danzig während der Dauer seiner Gültigkeit den Inhaber zum Führen von Jagdwaffen auf der Jagd, beim Jagdschutz und Übungsschiessen sowie auf den dazu gehörigen Hin- und Rückwegen. In dem gleichen Umfang berechtigt der Jagdschein auch zum Führen einer Faustfeuerwaffe.

§ 21.

(1) Die Einfuhr von Schusswaffen und Munition ist nur auf Grund eines Waffen- (Munitions-) Erwerbsscheins (§ 10), eines Waffenscheins (§ 15) oder eines Jagdscheins (§ 20) in dem Umfang gestattet, in dem diese Scheine zum Erwerbe von Schusswaffen und Munition berechtigen.

(2) Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf die Einfuhr durch die im § 11 bezeichneten Behörden und Gewerbetreibenden.

§ 22.

Zum Besitz eines Waffen- oder Munitionslagers (§ 1), das nicht zu einem nach Massgabe dieser Verordnung genehmigten (§§ 2, 5) Gewerbebetriebe gehört oder sich nicht im Besitz einer der im § 11 Nr. 1 und 2 bezeichneten Behörde befindet, ist die Genehmigung der im § 5 Abs. 1 bezeichneten Behörde erforderlich. Die Genehmigung darf nur Personen erteilt werden, gegen deren Zuverlässigkeit keine Bedenken bestehen. Auf die Erteilung der Genehmigung finden die Vorschriften des § 16 Abs. 1 Satz 2, Abs. 2, auf ihren Widerruf die Vorschriften der §§ 17, 18 entsprechende Anwendung.

§ 23.

(1) Die Herstellung, der Handel, die Einfuhr, das Führen sowie der Besitz von Schusswaffen, die zum schleunigen Zerlegen über den für Jagd- und Sportzwecke allgemein üblichen Umfang hinaus besonders eingerichtet oder in Stöcken, Schir-

men, Röhren oder in ähnlicher Weise verborgen sind (sogenannte Wilddiebsgewehre), ist verboten.

(2) Verboten ist auch die Herstellung, der Handel, die Einfuhr, das Führen sowie der Besitz von Schusswaffen, die mit einer Vorrichtung zur Dämpfung des Schussknalls oder mit Gewehrscheinwerfern versehen sind. Das Verbot erstreckt sich auch auf die bezeichneten Vorrichtungen allein.

§ 24.

Es ist verboten, ausserhalb der Wohnung, der Geschäftsräume oder des befriedeten Besitztums Hieb- oder Stosswaffen zu führen.

§ 25.

§ 24 findet keine Anwendung auf

1. Personen, die kraft ihres öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnisses zum Führen von Hieb- oder Stosswaffen berechtigt sind, innerhalb der Grenzen dieser Berechtigung;
2. Personen, die beruflich Hieb- oder Stosswaffen zu führen pflegen, hinsichtlich dieser Hieb- oder Stosswaffen bei Ausübung des Berufs und auf den dazugehörigen Hin- und Rückwegen;
3. Personen, die zum Führen von Hieb- oder Stosswaffen behördlich ermächtigt sind; die behördliche Ermächtigung wird von der im § 5 Abs. 1 bezeichneten Behörde mit Wirkung für das ganze Gebiet der Freien Stadt Danzig oder Teile davon allgemein oder für bestimmt zu bezeichnende Anlässe erteilt;
4. Inhaber von Jagdscheinen auf der Jagd und beim Jagdschutz sowie auf den dazugehörigen Hin- und Rückwegen.

§ 26.

Mitglieder politischer Organisationen dürfen, sofern sie ganz oder teilweise die Sonderkleidung ihrer Organisation tragen, eine Schuss-, Hieb- oder Stosswaffe nicht mit sich führen, auch wenn sie im Besitze eines Waffenscheins oder Jahresjagdscheins sind, es sei denn, dass die Erlaubnis vom Senat in begründeten Ausnahmefällen besonders erteilt worden ist.

§ 27.

(1) Mit Gefängnis bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig den Bestimmungen dieser Verordnung zuwider

1. Schusswaffen, Munition oder die im § 23 Abs. 2 bezeichneten Vorrichtungen herstellt, bearbeitet, instandsetzt, beleiht, erwirbt, feilhält, anderen überlässt, den Erwerb

oder das Überlassen vermittelt, sich zum Erwerb oder Überlassen erbietet, einführt oder besitzt,

2. Waffen führt,
3. die ihm gemäss § 14 obliegende Anzeige nicht oder nicht rechtzeitig erstattet.

(2) Neben der Strafe können die Waffen, die Munition oder die Vorrichtungen, auf die sich die strafbare Handlung bezieht, ohne Rücksicht darauf, ob sie dem Täter gehören, eingezogen werden. Ist die Verfolgung oder Verurteilung einer bestimmten Person nicht durchführbar, so kann auf die Einziehung der Waffen, der Munition oder der Vorrichtungen selbständig erkannt werden.

§ 28.

Wer es vorsätzlich oder fahrlässig unterlässt, zu verhindern, dass eine zu seiner Hausgemeinschaft gehörige und seiner Aufsicht oder Erziehung unterliegende Person unter zwanzig Jahren den Vorschriften dieser Verordnung zuwider Schusswaffen, Munition oder die im § 23 Abs. 2 bezeichneten Vorrichtungen herstellt, bearbeitet, instandsetzt, beleiht, erwirbt, feilhält, anderen überlässt, den Erwerb oder das Überlassen vermittelt, sich zum Erwerb oder Überlassen erbietet, einführt, besitzt oder Schusswaffen führt, wird gemäss § 27 dieser Verordnung bestraft.

§ 29.

(1) Wer gemeinsam mit anderen zu politischen Zwecken an öffentlichen Orten erscheint und dabei bewaffnet ist, wird mit Gefängnis nicht unter drei Monaten bestraft.

(2) Neben der Strafe kann die Waffe, auf die sich die strafbare Handlung bezieht, ohne Rücksicht darauf, ob sie dem Täter gehört, eingezogen werden. Ist die Verfolgung oder Verurteilung einer bestimmten Person nicht durchführbar, so kann auf die Einziehung der Waffe selbständig erkannt werden.

(3) Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf Personen, die kraft ihres öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnisses zum Führen von Waffen berechtigt sind, innerhalb der Grenzen dieser Berechtigung.

§ 30.

Wer eine Schuss-, Hieb- oder Stosswaffe unbefugt führt und eine Gewalttätigkeit mit ihr gegen einen anderen begeht oder ihm androht, wird, soweit nicht die Tat nach anderen Vorschriften mit einer höheren Strafe bedroht ist, mit Gefängnis nicht unter sechs Monaten bestraft; daneben kann auf Geldstrafe bis 3000 G erkannt werden.

§ 31.

(1) Wer beim Inkrafttreten dieser Verordnung ein nach ihren Vorschriften (§§ 2, 5) genehmigungspflichtiges Gewerbe betreibt oder ein nach § 22 genehmigungspflichtiges Waffen- oder Munitionslager besitzt, hat die Genehmigung binnen einem Monat nach dem Inkrafttreten dieser Verordnung zu beantragen.

(2) Die Strafbarkeit gemäss § 27 Abs. 1 Nr. 1 tritt in diesem Falle erst mit Ablauf eines Monats nach dem Inkrafttreten dieser Verordnung oder, falls der Antrag innerhalb dieser Frist gestellt ist, mit Ablauf eines Monats nach seiner endgültigen Ablehnung ein.

§ 32.

Bei Personen, die beim Inkrafttreten dieser Verordnung Schusswaffen oder Munition besitzen, ohne nach den Vorschriften dieser Verordnung hierzu berechtigt zu sein, tritt die Strafbarkeit gemäss § 27 Abs. 1 Nr. 1 erst mit dem Ablauf von drei Wochen nach dem Inkrafttreten dieser Verordnung ein.

§ 33.

Auf die in den §§ 2, 5 bezeichneten Gewerbebetriebe finden die Vorschriften der Gewerbeordnung insoweit Anwendung, als nicht in dieser Verordnung besondere Bestimmungen getroffen sind.

§ 34.

Unberührt bleiben die Vorschriften des Gesetzes betreffend Herstellung, Verkauf, Lagerung und Durchfuhr von Kriegsgerät vom 17. Mai 1922 (G. Bl. S. 246).

§ 35.

Diese Verordnung tritt mit der Verkündung in Kraft. Gleichzeitig werden die Verordnung des Rates des Volksbeauftragten über Waffenbesitz vom 13. Januar 1919 (R. G. Bl. S. 31, 122) und die Polizeiverordnung vom 15. Juli 1927 (St. A. S. 373) mit ihren Änderungen aufgehoben.

Danzig, den 30. Juni 1931.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.

Dr. ZIEHM. Dr. WIERCINSKI-KEISER.

91 Rechtsverordnung

betreffend Änderung des § 6 Satz 2 des Gesetzes zum Schutz der persönlichen Freiheit vom 12. Februar 1850. Vom 30. 6. 1931.

Auf Grund des § 1 Ziffer 3 des Ermächtigungsgesetzes vom 30. Juni 1931 wird folgendes mit Gesetzeskraft verordnet:

1. § 6 Satz 2 des Preussischen Gesetzes zum Schutz der persönlichen Freiheit vom 12. Februar 1850 (Pr. Gesetzsammlung S. 45) erhält folgende Fassung:

„Die Festhaltung der polizeilich in Verwahrung genommenen Personen darf den Zeitraum von 3 Wochen nicht überschreiten und innerhalb von 3 Monaten nicht wiederholt werden. Über die Festhaltung entscheidet in Gemeindebezirken mit staatlicher Polizeiverwaltung der Polizeipräsident, in anderen Gemeinden der Landrat. Den Festgenommenen steht die Beschwerde an den Senat zu."

2. Diese Verordnung tritt mit der Verkündung in Kraft.

Danzig, den 30. Juni 1931.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.
Dr. ZIEHM. Dr. WIERCINSKI-KEISER.

92 **Rechtsverordnung**

betreffend Fragen einheitlicher Kleidung durch Mitglieder ausländischer politischer Organisationen. Vom 30. 6. 1931.

Auf Grund des § 1 Ziffer 4 des Ermächtigungsgesetzes vom 30. Juni 1931 wird folgendes mit Gesetzeskraft verordnet:

§ 1.

Das Tragen von einheitlicher Kleidung durch Mitglieder einer ausländischen politischen Organisation ist im Gebiete der Freien Stadt Danzig verboten.

Ausnahmen bedürfen der Erlaubnis durch den Senat.

§ 2.

Als ausländische Organisationen im Sinne dieser Verordnung sind auch solche anzusehen, die zwar derselben Gesamtorganisation angehören wie in Danzig bestehende Organisationen, deren örtlicher Verband (Ortsgruppe, Gau oder ähnl.) aber ausserhalb des Gebietes der Freien Stadt seinen Sitz hat.

§ 3.

Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Gefängnis bis zu 3 Monaten und Geldstrafe bis zu 1000 G oder einer dieser Strafen bestraft.

§ 4.

Diese Verordnung tritt mit der Verkündung in Kraft.

Danzig, den 30. Juni 1931.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.
Dr. ZIEHM. Dr. WIERCINSKI-KEISER.

5.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

C. 548. 1931. I.

[*Communiqué au Conseil.*] Genève, le 8 septembre 1931.

VILLE LIBRE DE DANTZIG.

RELATIONS DANTZIKO-POLONAISES

Rapport spécial du Haut-Commissaire.

LETTRE DU GOUVERNEMENT POLONAIS DU 1er SEPTEMBRE 1931

Note du Secrétaire général. — Se référant au document C. 502. 1931. I. contenant le rapport spécial du Haut-Commissaire en date du 15 août 1931 [1], le Secrétaire général a l'honneur de communiquer au Conseil une lettre du Haut-Commissaire en date du 4 septembre 1931, transmettant une lettre qui lui a été adressée par le représentant diplomatique du Gouvernement polonais à Dantzig en date du 1er septembre 1931, ayant trait à l'exposé du Sénat de Dantzig du 14 août 1931 figurant comme annexe IV [2] au rapport spécial du Haut-Commissaire susmentionné.

I.

LETTRE DU HAUT-COMMISSAIRE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Dantzig, le 4 septembre 1931.

Monsieur le Secrétaire général,

Donnant suite à la demande de M. le ministre Strasburger, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie de la lettre du Gouvernement polonais n° 1042/T/31, avec la prière de vouloir bien en donner communication aux membres du Conseil.

(*Signé*) M. GRAVINA.

---

[1] Voir pp. 14-17.
[2] » » 35-42

5.

LEAGUE OF NATIONS.

C. 548. 1931. I.

[*Circulated to the Council.*] Geneva, September 8th, 1931.

FREE CITY OF DANZIG.

RELATIONS BETWEEN DANZIG AND POLAND.

Special Report of the High Commissioner.

LETTER FROM THE POLISH GOVERNMENT, DATED SEPTEMBER 1st, 1931.

Note by the Secretary-General.—With reference to Document C. 502. 1931. I. containing the special report of the High Commissioner, dated August 15th, 1931[1], the Secretary-General has the honour to circulate to the Council a letter from the High Commissioner, dated September 4th, 1931, transmitting a letter addressed to him by the diplomatic representative of the Polish Government at Danzig on September 1st, 1931, relating to the statement of the Senate of Danzig, dated August 14th, 1931, which appears as Annex IV[2] to the aforesaid special report of the High Commissioner.

I.

LETTER FROM THE HIGH COMMISSIONER TO THE SECRETARY-GENERAL.

Danzig, September 4th, 1931.

Sir,

In response to the request of M. Strasburger, I have the honour to forward herewith a copy of letter No. 1042/T/31 from the Polish Government and to ask you to be good enough to circulate it to Members of the Council.

(*Signed*) M. GRAVINA.

---

[1] See pp. 14-17.
[2] ,, ,, 35-42.

II.

LETTRE DU REPRÉSENTANT DIPLOMATIQUE DE LA POLOGNE AU HAUT-COMMISSAIRE.

Gdansk, le 1er septembre 1931.

Avec la copie de votre rapport transmis à l'usage des membres du Conseil de la Société des Nations, vous avez bien voulu me faire parvenir copie du rapport du Sénat du 14 août sur les relations polono-dantzikoises.

J'ai déjà eu l'occasion de vous communiquer que le Gouvernement polonais, en pleine confiance en votre objectivité, laisse à votre jugement la manière de préciser la situation à Dantzig. J'estime qu'un tableau présenté sous un jour unilatéral, et d'autant plus des griefs unilatéraux dans une forme choisie par Dantzig, ne contribuent que fort peu aussi bien à mettre en lumière qu'à améliorer la situation existante. C'est pourquoi, en ma qualité de représentant du Gouvernement polonais, je dois me refuser à toute polémique avec le rapport de la Ville libre du 14 août. La majorité des questions soulevées par le Sénat de la Ville libre de Dantzig sont en voie de règlement par vous : elles n'ont donc pas besoin d'être transférées sur le forum de Genève. Les autres questions ont été de longue date tranchées par des accords ou des décisions des organes de la Société des Nations, et il ne convient pas d'y revenir, respectivement elles auraient peut-être trouvé leur solution si le Sénat n'eût pas entravé depuis nombre de mois les relations avec la République de Pologne.

Il m'est toutefois difficile de passer sous silence que l'imputation au Gouvernement polonais de la faute des difficultés financières de la Ville libre indique le désir de décliner la responsabilité des conséquences de sa propre économie, ainsi que l'intention de rejeter sur la Pologne les sacrifices qu'exige aujourd'hui la situation dans tous les pays. La situation de la Ville libre et les moyens à appliquer pour son amélioration avaient été déjà examinés en 1926 et 1927 par le Comité financier de la Société des Nations. Je crois devoir rappeler que tous les vœux de ce Comité adressés alors au Gouvernement polonais en vue de venir en aide à la situation financière de Dantzig ont été rigoureusement exécutés par la Pologne, tandis que le Sénat n'a pas jugé nécessaire de donner suite jusqu'à ce jour aux recommandations dudit Comité. Le Sénat de la Ville libre ne peut par conséquent pas faire retomber

II.

LETTER FROM THE POLISH DIPLOMATIC REPRESENTATIVE TO THE HIGH COMMISSIONER.

Danzig, September 1st, 1931.

With the copy of your report transmitted for the use of Members of the Council of the League of Nations you were good enough to forward to me a copy of the report of the Senate, dated August 14th, on the relations between Poland and Danzig.

As I have already had occasion to inform you, the Polish Government, having complete confidence in your impartiality, leaves it to your judgment to decide how the situation in Danzig is to be presented. I feel that any picture presented in a one-sided light, particularly unilateral complaints in a form chosen by Danzig, would do very little either to make known or to improve the present situation. As representative of the Polish Government, I must decline, therefore, to engage in any argument with reference to the report by the Free City of August 14th. The majority of the questions raised by the Senate of the Free City of Danzig are in process of being settled by you, and there is thus no need for them to be transferred to the Geneva forum. The remaining questions have either long been settled by means of agreements or decisions of the League organs, and it is not expedient to revert to them, or would probably have been solved if the Senate had not for many months past been placing obstacles in the way of relations with Poland.

It would be difficult for me, however, to refrain from pointing out that the fact of the Polish Government's being held responsible for the financial difficulties of the Free City implies that the latter seeks to decline responsibility for the consequences of its own economic administration and to blame Poland for sacrifices necessitated by the present situation in every country. The situation of the Free City and the means to be employed to improve that situation had already been examined in 1926 and 1927 by the League Financial Committee. I may point out that all the recommendations of the Financial Committee, addressed at that time to the Polish Government, with a view to easing the financial situation in Danzig, were strictly carried out by Poland, whereas the Senate has never yet considered it necessary to comply with the Committee's recommendations. The Senate of the

sur la Pologne la responsabilité de la situation financière qu'il a occasionnée lui-même.

Je dois également faire des réserves contre les griefs à l'adresse du Gouvernement polonais aux termes desquels une grande partie des négociants et du public polonais s'abstiendraient de relations avec Dantzig. L'inquiétude et l'atmosphère de surexcitation qui règnent depuis toute une série de mois à Dantzig par suite des manifestations des éléments extrêmes nationalistes, n'étaient pas de nature à attirer les marchands polonais ou la population polonaise. La supposition de certains facteurs dantzikois que l'on peut mener une politique franchement hostile aux Polonais et contraindre en même temps ceux-ci à des relations animées avec Dantzig ne saurait donner de résultats favorables. Les manifestations nationalistes dirigées contre le statut juridique de la Ville libre et auxquelles participent fréquemment des représentants officiels, doivent inciter les négociants polonais à adopter une attitude de réserve et de prudence.

Je me borne à constater dans cette lettre les raisons qui ont déterminé l'aggravement de la situation politique, et par là de la situation économique à Dantzig. Par contre, je m'abstiens de formuler des griefs au sujet des difficultés de diverse nature rencontrées ces derniers temps par la Pologne sur le territoire de la Ville libre, et en particulier en ce qui concerne la protection de la minorité polonaise et l'exécution par les autorités dantzikoises des prescriptions douanières, ces difficultés étant ou respectivement devant être l'objet de vos décisions.

Les arguments du rapport dantzikois portant sur le danger militaire du côté de la Pologne — si leur but n'est pas de détourner l'attention de l'activité militaire des associations allemandes sur le territoire de la Ville libre — n'exigent aucune explication sur le terrain de la Société des Nations. Ce n'est que pour la raison qu'une partie de l'opinion publique est induite en erreur par la presse nationaliste à Dantzig que j'estime nécessaire de souligner une fois de plus que le Gouvernement polonais aperçoit sa tâche à Dantzig dans la consolidation de la paix et la stabilisation des relations.

Je vous prie, Monsieur le Haut-Commissaire, de prendre des mesures pour que copie de la présente lettre soit envoyée à tous les facteurs auxquels a été remis le rapport du Sénat de la Ville libre.

(*Signé*) HENRYK STRASBURGER.

Free City cannot, therefore, place on Poland the responsibility for the financial situation which it has itself brought about.

I desire also to make reservations as regards the complaints brought against the Polish Government, to the effect that a large proportion of the Polish merchants and the Polish public refuse to entertain relations with Danzig. The anxiety and atmosphere of excitement which have prevailed for months past in Danzig, owing to the demonstrations of extreme nationalist elements, were not calculated to attract Polish merchants or the Polish population. The belief of certain people in Danzig that a frankly hostile policy can be pursued against the Poles and that they can at the same time be forced into animated intercourse with Danzig cannot lead to satisfactory results. The nationalist demonstrations against the legal status of the Free City, in which official representatives frequently take part, are bound to make Polish merchants adopt an attitude of caution and reserve.

I have confined myself to noting in this letter the reasons which have brought about a further aggravation of the political situation, and hence of the economic situation in Danzig. I shall, however, refrain from formulating complaints concerning the difficulties of various kinds encountered latterly by Poland in the territory of the Free City, more particularly as regards the protection of the Polish minority and the execution of the Customs provisions by the Danzig authorities, as you yourself have already given or are about to give decisions with reference to those difficulties.

The arguments in the Danzig report relating to the military danger from Poland—unless their object is to divert attention from the military activities of German associations in the territory of the Free City—call for no explanation within the category of League affairs. It is simply because a section of public opinion is misled by the Danzig nationalist press that I feel it necessary to reiterate the fact that the Polish Government interprets its duties in Danzig as consisting in the consolidation of peace and the pursuit of stable relations.

I should be grateful if you would take steps to have copies of this letter sent to all the persons to whom the report of the Senate of the Free City was forwarded.

(*Signed*) HENRYK STRASBURGER.